# MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DU	MALI
Un Peuple - Un But -	Une Foi

SECRETARIAT GENERAL

RAPPORT PROVISOIRE SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION DU BUDGET D'ÉTAT AU 31 MARS 2019

# TABLE DES MATIERES

I.	INTRODUCTION	5
II.	MOBILISATION DES RESSOURCES DE L'ETAT	7
2.1.	RECETTES BUDGETAIRES	8
	2.1.1.Mobilisation des recettes budgétaires par les services d'assiette et de recouvrement	8
	2.1.2.Mobilisation des recettes des budgets annexes	8
	2.1.3.Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor	14
	2.1.4.Mobilisation des appuis budgétaires	15
	2.1.5.Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du BSI financement extérieur	15
	2.1.6.Mobilisation des recettes exceptionnelles	17
2.2.	RESSOURCES DE TRESORERIE	17
2.3.	ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES GLOBALES PAR SERVICE DIRECTION GENERALE DES DOUANES	
	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	24
	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	33
	DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE L'ETAT	35
III.	EXECUTION DES CHARGES DE L'ETAT	
3.1.		
<b>U</b>	3.1.1.Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique	
	3.1.2. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation	
	3.1.3.Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction	43
3.2	CHARGES DE TRESORERIE	
	CONCLUSION	
IV.	ONOLOGION	40
LI	STE DES TABLEAUX	
	leau 1. Situation de recouvrement des ressources de l'Etat.	
	pleau 2. Situation de recouvrement des recettes des budgets annexes par entrepôts.	
	leau 3. Situation de recouvrement des recettes des budgets annexes par natureleau 4. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor	
	pleau 5. Répartition des dons projets par ministère.	
	leau 6. Situation d'exécution des ressources de trésorerie.	
	leau 7. Répartition des produits des emprunts projets par ministère.	
	leau 8. Situation des réalisations de recettes douanières.	
	pleau 9. Situation des réalisations de recettes douanières.	
	oleau 10. Situation des prévisions et réalisations de recettes par la DGI en 2018 et 2019 Oleau 11. Situation des prévisions et réalisations de recettes par la DGI en 2018 et 2019	
Tah	leau 12. Prévisions et réalisations de recettes au 31 mars 2019.	25 27
	leau 13. Perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP au 2 <sup>er</sup> trimestre 2019.	
	leau 14. Situation de réalisation des prévisions de recettes de la DND	
Tab	leau 15. Recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP	34
Tab	leau 16. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique	36
	leau 17. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.	
	leau 18. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des Régions par nature économiqueleau 19. Situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme	
	et par dotation budgétaire	
Tab	pleau 20. Situation d'exécution des charges budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.	
Tab	ou BSI	

#### RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 31 MARS 2019

# LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1. Situation des recouvrements par service	19
Graphique 2. Part des recouvrements des services dans le total des ressources	20
Graphique 3. Situation d'exécution du budget d'Etat au 31 mars 2019 par nature économique	40
Graphique 4. Situation d'exécution des charges budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le	
financement extérieur du BSI.	43
Graphique 5. Exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.	46
Graphique 6. Poids des CP liquidés par fonction en %	46

# LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification programmatique et économique au 31 mars 2019, sans le financement extérieur du BSI
- Annexe 2 : situation d'exécution détaillée des dépenses par budget et par programme ou dotation au 31 mars 2019, sans le financement extérieur du BSI
- Annexe 3 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification administrative et économique au 31 mars 2019, sans le financement extérieur du BSI
- Annexe 4 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification fonctionnelle au 31 mars 2019, sans le financement extérieur du BSI
- Annexe 5 : situation d'exécution du financement extérieur du BSI par ministère.

## LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ABG Appui Budgétaire Général
ABS Appui Budgétaire Sectoriel
AE Autorisation d'Engagement

APTM Agence pour la Promotion Touristique au Mali

BAD Banque Africaine de Développement
BSI Budget Spécial d'Investissement

CMDT Compagnie Malienne de Développement du Textile

CP Crédit de Paiement

DGBDirection Générale du BudgetDGDDirection Générale des DouanesDGIDirection Générale des ImpôtsDNDDirection Nationale des Domaines

**DNPD**Direction Nationale de la Planification du Développement
DNTCP
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique

**EDM** Energie du Mali

EMACI Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire
EMAGUA Entrepôts du Mali au Ghana
EMAGUI Entrepôts du Mali en Guinée
EMATO Entrepôts du Mali au Togo

FAFE Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant

FAFPA Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage

FAPF Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts
FAPF Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune

FAPRP Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière

FDD Fonds de Développement Durable
FNAA Fonds National d'Appui à l'Agriculture

FNDS Fonds National pour le Développement de la Statistique

LOPM Loi d'Orientation et de Programmation Militaire

MEF Ministère de l'Economie et des Finances

N-SUKALA Nouveau Complexe Sucrier du Kala Supérieur

OMH Office Malien de l'Habitat

**PDRM** Programme de Développement des Ressources Minérales

PIB Produit Intérieur Brut
PPTE Pays Pauvres Très Endettés

SA Société Anonyme

SEMOS Société d'Exploitation des Mines d'Or de Sadiola

SOMILO Société des Mines d'Or de Loulo SOMISY Société des Mines de Syama

SOGEM Société de Gestion de l'Energie de Manantali SOTELMA Société des Télécommunications du Mali

TAV Taxe Ad Valorem

TVA Taxe sur la Valeur Ajoutée

**UEMOA** Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

# I. INTRODUCTION

#### Contexte macroéconomique<sup>1</sup>

Au premier trimestre 2019, l'accélération de l'activité économique annoncée en 2018, laisse place à un ralentissement de la croissance en 2019. La croissance de l'économie mondiale a fléchi à **3,6%** en 2018 et devrait s'établir à **3,3%** en 2019.

Cette perte de vitesse se justifie, entre autres, par : (i) l'escalade des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, (ii) les perturbations du secteur automobile en Allemagne en raison de l'introduction de normes antipollution et (iii) le durcissement et la volatilité des conditions financières.

Dans les pays émergents et en développement, dont l'Afrique subsaharienne, le taux de croissance du PIB est estimé à **4,4**% en 2019, contre un taux révisé à la baisse de **4,5**% en 2018. Ainsi, malgré le contexte d'incertitude grandissante, la reprise économique devrait se poursuivre en Afrique subsaharienne. Il existe toutefois des différences considérables entre les pays de la région. Les pays pauvres en ressources naturelles devraient enregistrer une croissance d'au moins **5**%.

Dans la zone UEMOA, le taux de croissance est projeté à **6,6%**, en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2018. Quant au niveau général des prix à la consommation, il devrait augmenter et s'établir à **1,8%** contre **1,0%** en 2018.

Au niveau national, les perspectives macroéconomiques s'annoncent plutôt stables en 2019 par rapport à 2018. Le taux de croissance, projeté à **5,0**%, est en légère hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport à 2018. La variation des prix à la consommation devrait également demeurer stable à **1,7**%.

En outre, les niveaux de la consommation finale des ménages et des dépenses d'investissement devraient s'améliorer en raison des bons résultats enregistrés lors de la dernière campagne agricole, notamment, pour les cultures de rente que sont le coton, le riz et le sésame.

#### Situation des finances publiques

En vue de surmonter les difficultés rencontrées en 2018 en matière de mobilisation de recettes et de remettre les finances publiques sur une trajectoire viable, des mesures de politiques budgétaires soutenables, visant à maintenir le solde global proche de l'équilibre, ont été programmées en 2019.

En termes de priorités, les choix d'allocation budgétaire trouvent leur fondement dans le Cadre pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023).

Ainsi, il est prévu en 2019 :

- un déficit global base ordonnancement dons inclus de 3,0%;
- un taux de pression fiscale de 15,6%;
- un ratio de dépenses totales et prêts nets de 23,5% du PIB.

-

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Source : Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019, Fonds Monétaire International.

En termes d'exécution, la situation provisoire au 31 mars 2019, fait ressortir un niveau de réalisation de ressources de 19,31% par rapport à l'objectif annuel brut qui s'élèvent à 2 401,455 milliards de FCFA, soit 463,766 milliards de FCFA réalisés, dont 413,111 milliards de FCFA de ressources budgétaires et 50,655 milliards de FCFA de ressources de trésorerie.

Quant aux charges, elles ont été exécutées à hauteur de 14,86% par rapport aux prévisions annuelles qui se chiffrent à 2 759,198 milliards de FCFA, soit un montant cumulé de paiement de 409,904 milliards de FCFA. Sur ce montant, 333,091 milliards de FCFA représentent des dépenses budgétaires (dont 17,85% de dépenses en capital) et, 76,813 milliards de FCFA des charges de trésorerie.

Ces charges sont réparties entre cent quarante-cinq (145) programmes, trois cent trente (331) actions, quatre cents cinquante-huit (458) objectifs et mille cent huit (1090) indicateurs.

## II. MOBILISATION DES RESSOURCES DE L'ETAT

Les ressources inscrites au budget d'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie. La situation de recouvrement des ressources de l'Etat au 31 mars 2019 se présente comme suit :

Tableau 1. Situation de recouvrement des ressources de l'Etat.

	Objectif annue	l 2019 (en milliards d	le FCFA)	Réalisations au 3	Réalisations au 31 mars 2019 (en milliards de FCFA)		Taux de réalisation/objectif annuel en %		
	Recettes budgétaires	Ressources de trésorerie	Total	Recettes budgétaires	Ressources de trésorerie	Total	Recettes budgétaires	Ressources de trésorerie	Total
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7) = [(4) / (1)] *100	(8) = [(5) / (2)] *100	(9) = [(6) / (3)] *100
Ressources réalisées par les services d'assiette et de re	ecouvrement								
DGD	689,100	-	689,100	141,862		141,862	20,59		20,59
DGI	908,700	-	908,700	219,883		219,883	24,20		24,20
DNTCP	35,900	94,369	130,269	8,716	25,858	34,574	24,28	27,40	26,54
DND	108,865	14,435	123,300	26,456	1,319	27,775	24,30	9,14	22,53
DGABE	-	50,000	50,000		-	-		0,00	0,00
DGDP	-	9,592	9,592		1,650	1,650		17,20	17,20
Total des ressources / service	1 742,565	168,396	1 910,961	396,917	28,827	425,744	22,78	17,12	22,28
Recettes des budgets annexes	7,858		7,858	2,160		2,160	27,48		27,48
Recettes des comptes spéciaux du Trésor <sup>2</sup>	54,038	-	54,038	0,152	-	0,152	0,28		0,28
Appuis budgétaires									
ABS	8,140	-	8,140	3,500		3,500	43,00		43,00
ABG (DONS)	56,642	-	56,642	-		-	0,00		0,00
ABG (PRETS)		26,642	26,642		-	-		0,00	0,00
Total appuis budgétaires	64,782	26,642	91,424	3,500	-	3,500	5,40	0,00	3,83
Produits des dons projets (BSI fin. Ext.)	136,067	-	136,067	10,382		10,382	7,63		7,63
Produits des emprunts projets (BSI fin. Ext.)	-	183,267	183,267		21,828	21,828		11,91	11,91
Recettes exceptionnelles	17,839		17,839	-			0,00		0,00
Total général	2 023,150	378,305	2 401,455	413,111	50,655	463,766	20,42	13,39	19,31

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, avril 2019.

<sup>&</sup>lt;sup>22</sup> Les prévisions et les réalisations de recettes des comptes spéciaux du Trésor n'incluent pas celles du Fonds de remboursement de crédits TVA (respectivement 64,691 milliards de FCFA et 10 milliards de FCFA) car, les prévisions et les réalisations de recettes de la DGD et de la DGI sont enregistrées à leurs valeurs brutes, qui intègrent les crédits TVA.

Au 31 mars 2019, les ressources du budget d'Etat ont été exécutées à **19,31**%. Les recettes budgétaires ont été réalisées à hauteur de **20,42**% tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à **13,39**%.

### 2.1. RECETTES BUDGETAIRES

Sur une prévision annuelle de 2 023,150 milliards de FCFA, les recouvrements de recettes budgétaires au 31 mars 2019 se sont chiffrés à 413,111 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 20,42%.

# 2.1.1. Mobilisation des recettes budgétaires par les services d'assiette et de recouvrement

Les réalisations des services d'assiette et de recouvrement représentent 96,08% des recettes budgétaires recouvrées au 31 mars 2019. Leur contribution se chiffre à 396,917 milliards de FCFA, sur une prévision annuelle, de 1 742,565 milliards de FCFA.

Ce montant, correspondant à un taux de réalisation de **22,78%** par rapport aux prévisions, a été réalisé à **53,23%** par la Direction Générale des Impôts et à **34,34%** par la Direction générale des douanes.

#### 2.1.2. Mobilisation des recettes des budgets annexes

#### 2.1.2.1. Prévisions

Les prévisions de recettes des budgets annexes au titre de l'exercice 2019 s'élèvent à **7,858 milliards de FCFA** contre une prévision révisée de **7,412 milliards de FCFA** en 2018, soit une augmentation de **6,02%**.

#### 2.1.2.2. Réalisations

Sur ce montant, **2,160 milliards de FCFA** ont été réalisés au 31 mars 2019, soit un taux de recouvrement de **27,48%** par rapport à l'objectif annuel. Le détail des recouvrements par entrepôts et par nature de recette est présenté dans les tableaux 2 et 3.

Tableau 2. Situation de recouvrement des recettes des budgets annexes par entrepôts.

	Prévisions 2019 (en millions de FCFA) (1)	Réalisations au 31 mars 2019 (en millions de FCFA) (2)	Taux de réalisation (en %) (3) = [(2) / (1)] *100
Entrepôts maliens au Sénégal	3 009,417	735,651	24,44
Entrepôts maliens en Côte d'Ivoire	1 859,000	819,640	44,09
Entrepôts maliens au Togo	622,838	154,629	24,83
Entrepôts maliens en Guinée	648,900	141,251	21,77
Entrepôts maliens en Mauritanie	810,323	142,247	17,55
Entrepôts maliens au Ghana	652,500	101,046	15,49
Entrepôts maliens au Bénin	255,000	65,119	25,54
Total budgets annexes	7 857,978	2 159,582	27,48

Source : DGB, à partir des données fournies par les entrepôts du Mali à l'étranger, avril 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 2 que les entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Togo et au Sénégal enregistrent les niveaux de réalisation les plus élevés par rapport aux prévisions avec respectivement 44,09%, 25,54%, 24,83% et 24,44% de taux de recouvrement.

Les facteurs explicatifs des écarts enregistrés par rapport aux prévisions sont ci-dessous présentés.

## ◆ Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :

Les réalisations au 31 mars 2019 font ressortir un gap de (17 millions de FCFA) par rapport aux prévisions trimestrielles et (94 millions de FCFA) par rapport aux réalisations au 31 mars 2018. Ce gap se justifie principalement par le retard accusé par un opérateur économique dans le paiement des recettes cumulées dues (taxe d'évacuation, location de terre-pleins, redevances maritimes).

#### ◆ Pour les Entrepôts du Mali au Ghana (EMAGHA) :

Les réalisations au 31 mars 2019 font ressortir un gap de (**62 millions de FCFA**) par rapport aux prévisions trimestrielles et une augmentation de **34 millions de FCFA** par rapport aux réalisations au 31 mars 2018. En dehors de la subvention accordée par les EMASE, mobilisée à 50, les autres natures de recettes ont été peu (prestations d'évacuation des importations, droits sur les hydrocarbures, remboursement des prêts et avances au personnel) ou pas du tout (droits de magasinage, prestations d'évacuation des exportations, produits financiers) mobilisées.

L'écart enregistré par rapport aux prévisions se justifient essentiellement par :

- le faible taux de réalisation de la redevance d'évacuation des importations, en raison : (i) de la faible fréquentation du corridor, (ii) de la multiplicité des postes de contrôle, (iii) des perceptions illicites, (iv) de la limitation des charges avec l'application du règlement 14/2005 de l'UEMOA relatif à l'harmonisation des normes et des procédures de contrôle du gabarit du poids et de la charge à l'essieu des véhicules lourds de transport de marchandises dans les états membres, (v) de la barrière linguistique et surtout (vi) de la fluctuation du cedi ghanéen suivant le cours du dollar;
- la non perception de redevance d'évacuation à l'exportation parce qu'aucune marchandise en provenance du Mali n'est évacuée par le port de Tema ;
- le faible taux de réalisation des produits sur hydrocarbures, en raison du caractère contraignant de la politique ghanéenne de réorganisation du secteur pétrolier pour les opérateurs.

Par ailleurs, les EMAGHA font face à plusieurs contraintes, parmi lesquelles figurent :

- l'absence d'infrastructures adéquates de stockage ;
- l'absence de représentations des services douaniers, de la Chambre de Commerce et du Conseil Malien des Chargeurs du Mali au Ghana; les EMAGHA jouent actuellement les rôles de ces services;
- l'absence de mesures concrètes d'accompagnement des transporteurs dans le cadre du financement du renouvellement du parc des véhicules de transport de marchandises, de la mise aux normes des essieux édictés par le Règlement n°14/2005;
- la multiplicité des postes de contrôle ;
- la demande par les autorités du Ghana de la carte grise internationale aux transporteurs, alors que ce document n'est pas établi au Mali ;
- la longue distance qui sépare Bamako de Téma (2 000 km).

#### ◆ Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :

Les réalisations au 31 mars 2019 font ressortir un gap de (1 millions de FCFA) par rapport aux prévisions trimestrielles et une augmentation de 8 millions de FCFA par rapport aux réalisations au 31 mars 2018.

Le faible écart enregistré par rapport aux prévisions se justifie essentiellement par le niveau de recouvrement des prestations sur les hydrocarbures (4,16%), imputable à la faiblesse du trafic.

### Pour les Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) :

Les réalisations au 31 mars 2019 font ressortir un excédent de **310 millions de FCFA** par rapport aux prévisions trimestrielles et une diminution de **261 millions de FCFA** par rapport aux réalisations au 31 mars 2018.

La performance réalisée par rapport aux prévisions se justifie essentiellement par :

- l'amélioration du trafic sur le corridor ivoirien, surtout pour les produits de grande consommation à l'approche du mois de ramadan ;
- la hausse du volume d'évacuation de coton par le port d'Abidjan et de San Pédro, en raison de l'augmentation du niveau de production de la CMDT pour la campagne 2018/2019 ;
- le recouvrement de la redevance locative de la société SCA pour le 1er trimestre 2019 ;
- le report sur l'exercice 2019 d'un montant de 601 millions de FCFA, recouvré en 2018, au titre de l'indemnisation du sinistre du magasin des EMACI par l'assureur AXA-Cote d'Ivoire.

Par ailleurs, les EMACI font face à plusieurs contraintes, parmi lesquelles figurent :

- le coût élevé des passages portuaires ;
- le manque de parking au port d'Abidjan ;
- le mauvais état des routes sur le corridor ivoirien ;
- le manque de magasin d'entreposage depuis le sinistre du magasin.

#### ◆ Pour les Entrepôts du Mali en Guinée (EMAGUI) :

Les réalisations au 31 mars 2019 font ressortir un gap de (37 millions de FCFA) par rapport aux prévisions trimestrielles et une augmentation de 49 millions de FCFA par rapport aux réalisations au 31 mars 2018.

L'écart enregistré par rapport aux prévisions se justifie principalement par des contraintes exogènes, notamment :

- l'exigüité du port de Conakry ;
- le mauvais état du corridor ;
- l'insuffisance des moyens d'évacuations ;
- l'absence d'antenne des EMAGUI pour contrôler une partie du trafic local (Kankan-Mandiana-Badogo-Bougouni).

#### ◆ Pour les Entrepôts du Mali en Mauritanie (EMAMAU) :

Les réalisations au 31 mars 2019 font ressortir un gap de (**62 millions de FCFA**) par rapport aux prévisions trimestrielles et une augmentation de **34 millions de FCFA** par rapport aux réalisations au 31 mars 2018.

L'écart enregistré par rapport aux prévisions se justifie principalement par les difficultés de facilitation liées au corridor et la résiliation du contrat de bail de magasin qui était en cours.

#### ◆ Pour les Entrepôts du Mali au Bénin (EMABE) :

Les EMABE ont réalisé 65 millions de FCFA de recettes au 31 mars 2019, dont 19 millions de FCFA au titre des prestations d'évacuation des hydrocarbures, 6 millions de FCFA au titre des prestations de suivi des frets solides divers et 40 millions de FCFA au titre de la subvention.

La principale difficulté à laquelle les EMABE ont dû faire face au premier trimestre 2019 est l'annulation par la CMDT de l'évacuation de 80000 tonnes de coton par le port de Cotonou, en raison de problèmes de transit sur le territoire Burkinabé.

Tableau 3. Situation de recouvrement des recettes des budgets annexes par nature.

Code	Intitulés	Prévisions 2019 (en millions de FCFA)	Recouvrement au 31 mars 2019 (en millions de FCFA)	Taux recouvrement (en %)
72	Recettes non fiscales		,	,
72.1	Revenus de l'entreprise et du domaine	1 194,342	115,133	9,64
72.1.1	Revenus de l'entreprise et du domaine	1 194,342	115,133	9,64
72.1.1.14	Location Bureaux et Bel Air	32,480	6,880	21,18
72.1.1.15	Droits de Magasinage - Location et Manutention	670,430	108,253	16,15
72.1.1.16	Location Magasins et Bel Air	491,432	-	0,00
72.2	Droits et frais administratifs	5 094,100	997,101	19,57
72.2.1	Droits et frais administratifs	5 094,100	997,101	19,57
72.2.1.16	Prestations. Evacuations. Importations	4 071,498	916,584	22,51
72.2.1.17	Prestations. Entreposage. Importations	54,200	24,573	45,34
72.2.1.18	Redevance Evacuation des Véhicules d'Occasion	42,500	5,324	12,53
72.2.1.19	Prestations. Evacuations. Exportations	476,000	3,805	0,80
72.2.1.20	Droits de Passage	120,616	25,656	21,27
72.2.1.21	Redevances maritimes	68,900	-	0,00
72.2.1.22	Droits sur les Hydrocarbures	260,386	21,160	8,13
72.9	Autres recettes non fiscales	1 569,536	446,406	28,44
72.9.1	Autres recettes non fiscales	1 569,536	1 047,348	66,73
72.9.1.10	Subventions (Entrepôts)	1 270,000	393,750	31,00
72.9.1.12	Remboursements des Prêts et Avances Accordés aux Agents	102,500	10,829	10,57
72.9.1.19	Recettes Diverses	164,859	36,489	22,13
72.9.1.21	Produits Financiers	2,177	0,038	1,73
72.9.1.22	Recettes sur les Exercices Antérieurs	30,000	606,242	2020,81
Total budg	gets annexes	7 857,978	2 159,582	27,48

Source : DGB, à partir des données fournies par les entrepôts du Mali à l'étranger, avril 2019.

Le tableau 3 présente la situation consolidée de recouvrement des recettes des budgets annexes par nature. Il en ressort que les prestations d'évacuation des importations enregistrent le meilleur taux de recouvrement au 31 mars 2019 (45,34%), suivi des subventions, généralement accordées par les EMASE aux autres entrepôts (31%).

En outre, le taux de recouvrement exceptionnellement élevé des recettes sur exercices antérieures (2020,81%), s'explique par l'indemnisation du sinistre du magasin des EMACI par l'assureur AXA-Cote d'Ivoire, prévu en 2018, pour 601 millions de FCFA sur une prévision de 898 millions de FCFA.

#### 2.1.2.3. Perspectives pour le deuxième trimestre de 2019

Les perspectives pour le deuxième trimestre de 2019 sont ci-dessous présentées par entrepôts.

#### ◆ Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :

Les grands chantiers ouverts, à savoir la construction des parkings gros porteur de M'bao, de Sandiara et de Mahinamine, augurent de bons auspices à court et moyen termes pour les EMASE, en termes de diversification des sources de revenu et d'élargissement de l'assiette des redevances, à travers la maîtrise du fret par la facilitation des activités de trafic et de transit.

## ◆ Pour les Entrepôts du Mali au Ghana (EMAGHA) :

Pour faire face aux contraintes sus indiquées et améliorer le niveau de recouvrement des recettes, les EMAGHA envisagent :

- informer de la production des documents de transport ;
- solliciter une hausse de la subvention pour couvrir les charges salariales :
- appliquer le taux de chancellerie fixé par les affaires étrangères pour les reversements ;
- concernant la redevance d'évacuation à l'importation :
  - renforcer la collaboration avec la section achats locaux de la douane du Ghana pour cerner les achats locaux;
  - informer, former et sensibiliser les acteurs (transitaires, transporteurs) sur les avantages et les mesures incitatives du port de Tema ;
  - plaider auprès des autorités des deux pays pour la diminution des perceptions illicites des points de contrôle ;
- informer, former et sensibiliser les acteurs (transitaires, transporteurs) sur la fréquentation du port de Tema (coton, noix, peaux, produits alimentaires etc...) pour améliorer le niveau de recouvrement de la redevance d'évacuation à l'exportation ;
- informer, former et sensibiliser les acteurs (transitaires, transporteurs) sur la fréquentation du corridor pour l'achat de carburant et de gaz butane pour améliorer le niveau de recouvrement des produits sur hydrocarbures;
- acquérir une parcelle pour construire des magasins d'entreposage, afin d'améliorer le niveau de recouvrement des recettes locatives ;
- relire le protocole d'accord de coopération en matière de transport routier entre la République du Mali et la République du Ghana et reprendre le protocole de bail entre la direction du port de Tema et les EMAGHA;

- aménager un parking pour le stationnement des véhicules maliens ;
- créer des antennes à Bolgatanga et Koumassi pour cerner le fret liquide et solide.

#### ◆ Pour les Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) :

Afin de booster le trafic sur le corridor ivoirien et atteinte les objectifs de recettes assignés aux EMACI, les mesures suivantes sont nécessaires :

- réduire les coûts de passage portuaires des marchandises maliennes ;
- accélérer, en collaboration avec la Compagnie Malienne de Développement du Textile (CMDT),
   le projet de mise en valeur des espaces mis à la disposition des EMACI (30000 m²) afin d'augmenter la capacité de stockage du coton;
- proposer des tarifs attrayant aux opérateurs maliens opérant au port d'Abidjan et de San Pedro ;
- aménager les parkings pour le stationnement des camions maliens ;
- accélérer la cadence de construction des bureaux EMACI et du magasin à Abidjan.

En outre, les EMACI envisagent d'envoyer des courriers de relance de paiement et de diligenter le DAO pour la construction du magasin sinistré.

## ◆ Pour les Entrepôts du Mali en Guinée (EMAGUI) :

En termes de perspectives, un accent particulier sera mis sur le contrôle du trafic local à la frontière Mali-Guinée au niveau de l'antenne de Kouremalé.

En outre, plusieurs meuneries, au-delà des Grands Moulins du Mali, commencent à emprunter le port autonome de Conakry pour leur importation de blé. Il s'agit notamment des Moulins Modernes du Mali, de M'Bouna SA.

Ainsi, grâce aux effets combinés des efforts de diminution des barrières non tarifaires sur le corridor, de l'amélioration sensible du nombre de rotation des camions observée depuis le début du mois de mars et la délivrance à temps des ordres de mission d'escorte, les EMAGUI espèrent pouvoir recouvrer 111,133 millions de FCFA au second trimestre, dont 91,733 millions de FCFA au titre de la coordination des activités de transport et de transit, 3,150 millions de FCFA au titre de la gestion des installations et 16,250 millions de FCFA au titre de la subvention.

#### ◆ Pour les Entrepôts du Mali en Mauritanie (EMAMAU) :

En vue d'améliorer le trafic sur le corridor mauritanien et les recettes des EMAMAU, des efforts sont déployés au niveau de tous les acteurs de la communauté portuaire et des opérateurs afin de fluidifier et faciliter le trafic.

Des aménagements sont également prévus sur les installations de la surface de 13000m<sup>2</sup>.

#### ◆ Pour les Entrepôts du Mali au Bénin (EMABE) :

Le développement d'une stratégie « Port de Cotonou, plateforme logistique pour la région », les réformes portuaires et douanières entreprises par le Bénin et les mesures prises pour satisfaire les besoins croissants des opérateurs économiques des pays de l'hinterland, constituent des gages pour la facilitation et le développement du trafic en transit.

#### 2.1.3. Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor

Les prévisions de recettes inscrites dans la loi de finances 2019 pour les comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à **118,729 milliards de FCFA**.

La situation de réalisation de ces recettes se présente comme suit :

Tableau 4. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.

(en milliards de FCFA) **Ecarts Prévisions** Réalisations au Taux de 31 mars 2019 réalisation (en %) 2019 Comptes spéciaux du Trésor (1) (2) (4) = [(2) / (1)] \*100(3) = (2) - (1)Programme de Développement des Ressources Minérales (PDRM) 0,605 0.605 Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière (FAPRP) 0.685 0.058 0,627 8,47 Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts (FAPFo) 1,021 1,021 Fonds d'Aménagement et de Protection de la faune (FAPFa) 0,279 0,014 5,02 0.265 Fonds d'Appui Autonomisation Femme et Epanouissement Enfant (FAFE) 0.500 0,500 Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières 0,350 0,080 0,270 22,86 Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA) 5.000 5.000 Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique 2.617 2,617 Fonds de remboursement des crédits de TVA 64,691 10,000 54,691 15,46 Fonds National pour le Développement de la Statistique (FNDS) 2.981 2.981 Fonds de Développement Durable (FDD) 40,000 40,000 Total comptes spéciaux du Trésor 118,729 10.152 108.577 8,55

Source: DNTCP, mars 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 4 que le montant des recettes mobilisées à la date du 31 mars 2019 s'élève à **10,152 milliards de FCFA**, dont **10,000 milliards de FCFA** réalisés pour le compte du Fonds de remboursement de crédits de TVA; soit un taux de réalisation de **8,55%** par rapport à l'objectif annuel. Le taux de réalisation le plus élevé est enregistré au niveau du Fonds pour le financement de la Recherche, la formation et la promotion des activités minières, soit **22,86%** des prévisions.

#### 2.1.4. Mobilisation des appuis budgétaires

Les appuis budgétaires inscrits au budget d'Etat sont constitués des dons au titre de l'appui budgétaire général (ABG) et des appuis budgétaires sectoriels (ABS).

Pour l'exercice budgétaire 2019, il est prévu de mobiliser **64,782 milliards de FCFA** au titre de ces appuis.

Les ressources inscrites dans la loi de finances 2019 au titre des dons de l'ABG, s'élèvent à **56,642 milliards de FCFA**, constituées des dons de :

- l'Union Européenne pour 33,000 milliards de FCFA;
- la Banque Africaine de Développement BAD pour 7,000 milliards de FCFA :
- la Banque Mondiale pour 16,642 milliards de FCFA.

Quant aux prévisions de ressources de l'ABS, elles se chiffrent à **8,140 milliards de FCFA** dans la loi de finances 2019. Elles sont constituées :

- de l'ABS décentralisé de la Coopération Suisse à hauteur 4,707 milliards de FCFA;
- de l'ABS du Canada en faveur de la Santé pour 3,433 milliards de FCFA.

En termes de réalisation, les décaissements effectués par les partenaires techniques et financiers au titre de l'ABS se chiffrent à **3,500 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **43**% par rapport aux prévisions annuelles. Ces décaissements ont été effectués par le Canada.

Aucun décaissement n'a été réalisé au 31 mars 2019 au titre des dons de l'ABG.

# 2.1.5. Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur)

Pour l'exercice budgétaire 2019, des crédits d'un montant de **136,067 milliards de FCFA** ont été inscrits au budget d'Etat, au titre des dons projets et legs.

Sur ce montant, **10,382 milliards de FCFA** ont été réalisés au 31 mars 2019, soit un taux de réalisation **7,63%** par rapport à l'objectif annuel.

15

#### RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 31 MARS 2019

La répartition de ces réalisations par ministère se présente comme suit :

Tableau 5. Répartition des dons projets par ministère.

	(en millions	de FCFA)	(en %	6)
Ministères	Prévisions 2019	Réalisations au 31 mars 2019 (2)	Taux de décaissement (3) = [(2) / (1)] *100	Part de chaque ministère (4)
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	5 737	869	15,15	8,37
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	30 248	776	2,57	7,47
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2 950	412	13,97	3,97
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	20 694	3 402	16,44	32,77
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	5 103	44	0,86	0,42
COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	1 193	-	-	-
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	25 283	3 289	13,01	31,68
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	4 000	-	-	-
MINISTERE DU COMMERCE	900	-	-	-
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	39 910	1 590	3,98	15,31
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	50	-	-	-
Total	136 067	10 382	7,63	

Source: DNPD, juin 2019.

Il ressort du tableau 5 que les décaissements les plus importants réalisés au titre des dons projets ont été enregistrés au niveau des ministères de l'agriculture (32,77% des décaissements), de l'énergie et de l'eau (31,68% des décaissements), de l'économie et des finances (15,31% des décaissements).

Par contre, les taux de décaissements demeurent globalement faibles, avec un maximum de **16,44%** réalisé par le ministère de l'agriculture.

Le faible niveau de décaissement s'explique en partie par le fait qu'un nombre important de projets sont à leur phase de démarrage durant laquelle la mobilisation des ressources est lente.

Durant le second trimestre de 2019, il est prévu de mobiliser **50,80 milliards de FCFA** de dons projets, à la suite du démarrage effectif des grands et nouveaux projets inscrits au budget 2019.

#### 2.1.6. Mobilisation des recettes exceptionnelles

Les prévisions de recettes exceptionnelles se chiffrent à **17,839 milliards de FCFA** dans la loi de finances 2019, en baisse de **6,09%** par rapport aux prévisions de 2018. Elles sont constituées uniquement de recettes de remise et d'annulation de dette au titre de l'initiative PPTE<sup>3</sup>.

Aucune remise ou annulation de dette n'a été enregistrée au 31 mars 2019.

#### 2.2.RESSOURCES DE TRESORERIE

Les ressources de trésorerie sont constituées (i) des produits de cessions d'actifs, (ii) des remboursements des prêts et avances, (iii) des emprunts obligataires et (iv) des dépôts sur les comptes des correspondants. Ces ressources sont réalisées par la Direction Nationale des Domaines (DND), la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE), la Direction Générale de la Dette publique (DGDP), et par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP).

De manière globale, les prévisions de ressources de trésorerie ont été réalisées, à la fin du premier trimestre, à hauteur de 13,39%, soit un montant recouvré de 50,655 milliards de FCFA, sur une prévision annuelle de 378,305 milliards de FCFA.

Le tableau 6 présente la situation d'exécution des ressources de trésorerie au 31 mars 2019 par rapport aux objectifs annuels.

Tableau 6. Situation d'exécution des ressources de trésorerie.

	(en milliards	(en milliards de FCFA)		
Ressources	Prévisions 2019	Réalisations au 31 mars 2019 (2)	Taux de réalisation (en %) (3) = [(2) /(1)]*100	
Produits provenant de la cession des actifs	64,435	1,319	2,05	
Aliénations du domaine mobilier	0,385	0,109		
Aliénations du domaine immobilier	14,050	1,210		
Recettes de privatisation	50,000	-		
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	209,909	21,828	10,40	
Produits des emprunts projets	183,267	21,828		
Produits des emprunts programmes	26,642	-		
Dépôts sur les comptes des correspondants	94,369	25,858	27,40	
Remboursement de prêts et avances	9,592	1,650	17,20	
Total ressources de trésorerie	378,305	50,655	13,39	

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, avril 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 6 qu'au 31 mars 2019, les produits de cessions des actifs ont été réalisés à **2,05**%, contre **6**% à la même période en 2018. Ces produits se répartissent entre les recettes d'aliénations d'immeubles et de titres fonciers réalisées par la DND, pour **1,210 milliard de FCFA**, ainsi que celles issues des réformes de matières et matériels effectuées par la DGABE et versées aux

\_

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup>PPTE: Pays Pauvres Très Endettés.

guichets de la DND pour **109 millions de FCFA**, soit un total de **1,319 milliard de FCFA**, contre **994 millions de FCFA** à la même période en 2018.

Quant aux remboursements des prêts et avances, ils ont été recouvrés à **17,20**% à la fin du premier trimestre, contre **18,21**% à la même période en 2018. L'écart par rapport aux réalisations de 2018 s'élève à **247 millions de FCFA**.

Sur la même période, **25,858 milliards de FCFA** ont été mobilisés à partir des dépôts sur les comptes des correspondants du Trésor sur une prévision annuelle de **94,369 milliards de FCFA**, contre **126 millions de FCFA** mobilisés au 31 mars 2018.

Enfin, au titre des produits des emprunts à court, moyen et long termes, il a été enregistré, au cours du premier trimestre, un décaissement de **21,828 milliards de FCFA** sur une prévision de **209,909 milliards de FCFA**. Ce montant, en hausse de **213,08%** par rapport aux réalisations du premier trimestre 2018, a été mobilisé uniquement au titre des produits des emprunts projets inscrits au BSI pour lesquels aucun décaissement n'avait été réalisé au 31 mars 2018.

Le détail des réalisations, au titre des produits des emprunts projets, se présente comme suit :

Tableau 7. Répartition des produits des emprunts projets par ministère.

	(en millions	de FCFA)	(en %	)	
Ministères	Prévisions 2019 (1)	Réalisations au 31 mars 2019 (2)	Taux de décaissement (3) = [(2) / (1)] *100	Part de chaque ministère (4)	
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1 342	15	1,12	0,07	
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	34 892	5 993	17,18	27,46	
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3 950	2 154	54,53	9,87	
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	50 330	4 407	8,76	20,19	
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	13 313	1 835	13,78	8,41	
COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	-	-		-	
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	79 440	7 424	9,35	34,01	
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	-	-		-	
MINISTERE DU COMMERCE	-	-		-	
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	-	-		-	
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	-	-		-	
Total	183 267	21 828	11,91		

Source: DNPD, juin 2019.

Il apparait dans le tableau 7 que les décaissements les plus importants réalisés au titre des prêts projets ont été enregistrés au niveau des départements de l'énergie et de l'eau (34,01% des décaissements), de l'équipement et des infrastructures (27,46% des décaissements).

En moyenne, les taux de décaissements demeurent faibles, à l'exception de celui du Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle qui enregistre le meilleur taux avec **54,53**% des prévisions.

Le faible niveau de décaissement s'explique en partie par le fait qu'un nombre important de projets sont à leur phase de démarrage durant laquelle la mobilisation des ressources est lente.

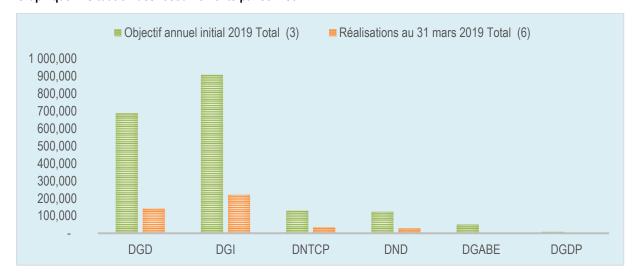
Durant le second trimestre de 2019, il est prévu de mobiliser **56,80 milliards de FCFA** d'emprunts projets, à la suite du démarrage effectif des grands et nouveaux projets inscrits au budget 2019.

### 2.3. ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES GLOBALES PAR SERVICE

Prévues à hauteur de 1 910,961 milliards de FCFA en valeur brute<sup>4</sup>, les réalisations des services d'assiettes et de recouvrement se chiffrent à 425,744 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 22,28%. Ces recouvrements représentent 91,80% du total des ressources mobilisées et révèlent une reprise dans la mobilisation des ressources par rapport à l'exercice 2018 (19% à la même période en 2018).

En sus des **396,917 milliards de FCFA** de recettes budgétaires sus-indiquées (*Cf. supra point 2.1.1*), elles intègrent **28,827 milliards de FCFA** de ressources de trésorerie, correspondant aux dépôts sur les comptes des correspondants, aux produits de cessions d'actifs et aux remboursements de prêts et avances.

La situation des recouvrements ainsi que la part de chaque service dans le total des ressources mobilisées sont présentées dans les graphiques 1 et 2.



Graphique 1. Situation des recouvrements par service.

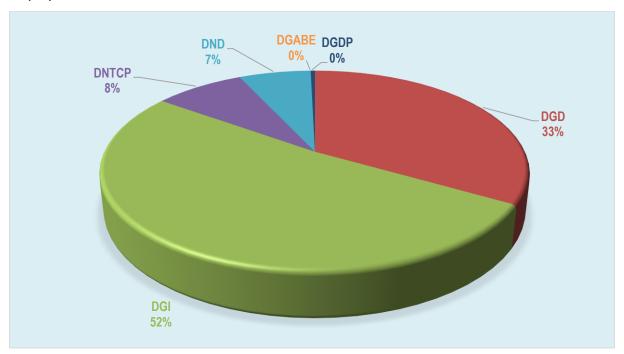
Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, avril 2019.

Il apparait dans le graphique 1 que le taux de réalisation le plus élevé a été enregistré par la Direction Générale des Impôts (24,20%), suivie par la Direction générale des douanes (20,59%).

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> La valeur brute des prévisions de ressources intègre les crédits de TVA.

En termes de parts réalisées dans le total des ressources mobilisées par les services d'assiette au 31 mars 2019, celle de la Direction générale des impôts s'élève à **51,65**% et celle de la Direction générale des douanes à **33,32**%, comme schématisées dans le graphique 2.

Graphique 2. Part des recouvrements des services dans le total des ressources.



Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, avril 2019.

#### **DIRECTION GENERALE DES DOUANES**

#### A. Rappel des objectifs quantifiés

Pour l'exercice 2019, les prévisions de recouvrement des recettes budgétaires douanières ont été fixées, dans la loi de finances de 2019, à **689,100 milliards FCFA** dont **220 milliards FCFA** sur les produits pétroliers et **469,100 milliards FCFA** sur les autres marchandises<sup>5</sup>. A titre de rappel, les prévisions de recettes budgétaires de la Direction Générale des Douanes (DGD) en 2018, étaient de **641,100 milliards de FCFA**, soit une hausse de **7,5**%.

#### B. Réalisations des recettes douanières

Tableau 8. Situation des réalisations de recettes douanières.

(En milliards de FCFA)

Bureaux		Réalisations au Prévisions 31 mars 2019 LFI 2018		Prévisions LFI 2019	
	Réalisations	46,872			
Produits pétroliers	Prévisions	52,800	209,100	220,000	
Produits petrollers	Ecarts	-5,928	209,100	220,000	
	Couverture	88,77%			
	Réalisations	94,989		469,100	
Produits non pétroliers	Prévisions	115,208	422.000		
	Ecarts	-20,219	432,000		
	Couverture	82,45%			
	Réalisations	141,862			
Total	Prévisions	168,008	641,100	689,100	
	Ecarts	-26,146	041,100	003,100	
	Couverture	84,44%			

Source: DGD, avril 2019.

Comme l'illustre le tableau 8, sur une prévision brute de recettes de **168,008 milliards de FCFA**, la Direction Générale des Douanes a réalisé **141,862 milliards de FCFA** au 31 mars 2019, soit un taux de réalisation de **84,44%** et un gap nominal de (**26,146 milliards de FCFA**). Sur ce gap, (**5,928 milliards de FCFA**) ont été enregistrés sur les produits pétroliers et (**20,219 milliards de FCFA**) sur les produits non pétroliers.

La répartition par groupe de produits est la suivante.

#### a. Recettes issues des produits pétroliers

Sur une prévision de **52,800 milliards de francs CFA** au 31 mars 2019, il a été réalisé sur les produits pétroliers, la somme de **46,872 milliards de francs CFA**, correspondant à un taux de réalisation de **88,77%** et un gap nominal de **(5,928 milliards de francs CFA)**.

Deux effets conjoncturels ont différemment pesé sur les recettes pétrolières au premier trimestre 2019

\_

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Prévisions exprimées en valeurs brutes, c'est-à-dire, y compris les crédits de TVA.

#### Il s'agit de :

- la hausse des volumes TTC mis à la consommation au premier trimestre 2019 par rapport à la même période en 2018, ce qui a boosté les recettes pétrolières ;
- la baisse des prélèvements fiscaux sur les produits pétroliers en mars après la hausse affichée en janvier et février 2019 ; ainsi, les écarts par rapport aux niveaux prévisionnels, qui étaient de +1,16 F CFA/L et +4,54 F CFA/L pour le super carburant respectivement en janvier et février 2019, tombent à -30,36 F CFA/L en mars ; pour le gasoil, les prélèvements sont passés de 18,48 F CFA/L en janvier à 15,74 F CFA/L en février puis à 56,66F CFA/L en mars.

## b. Recettes issues des produits non pétroliers

Sur une prévision de **115,208 milliards de francs CFA** au 31 mars 2019, il a été réalisé sur les produits non pétroliers, la somme de **94,989 milliards de francs CFA**; correspondant à un taux de réalisation de **82,45%** et un gap nominal de (**20,219 milliards de francs CFA**).

#### c. Mesures correctrices

Afin de rattraper le gap enregistré au cours du premier trimestre et booster les réalisations de recettes douanières, la DGD a prévu de mettre en œuvre un ensemble de mesures. Il s'agit principalement de :

- mettre en place un comité de veille sur les recettes ;
- suivre, évaluer et liquider les stocks échus au niveau du Bureau des régimes économiques ;
- faire le point et liquider les consignations hors délais sur les véhicules au niveau de tous bureaux concernés;
- procéder au recouvrement des liquidations impayées sur exercices antérieurs (2016-2018);
- faire le point des T1 non validés et des manifestes non apurés :
- faire le point et liquider les déclarations enregistrées non liquidées ;
- suivre la prise en charge des marchandises au niveau des frontières ;
- assurer une meilleure maitrise des bases taxables ;
- contrôler les exonérations douanières et les destinations privilégiées ;
- impliquer davantage la Direction du renseignement et des enquêtes douanières dans le contrôle de la procédure de mise à la consommation des hydro carbures;
- veiller au passage obligatoire au dépôt, de toutes les importations de produits pétroliers, bénéficiant du régime de l'entrepôt;
- mettre en place les bases mixtes douanes-armée ;
- suivre et faire le point des admissions temporaires pavantes et des immatriculations temporaires.

## C. Perspectives de recouvrement pour le deuxième trimestre 2019

Tableau 9. Situation des réalisations de recettes douanières.

(En milliards de FCFA)

Bureaux	Perspectives pour le deuxième trimestre 2019						
	Avril	Mai	Juin	Total			
Produits pétroliers	18,936	19,376	19,376	57,687			
Produits non pétroliers	46,748	46,552	46,828	140,128			
Total	65,684	65,928	66,204	197,815			

Source : DGD, avril 2019.

Les perspectives de recouvrement de la Direction Générale des Douanes pour le deuxième trimestre 2019 sont globalement fixées à 197,815 milliards de FCFA, dont 57,687 milliards de francs CFA sur les produits pétroliers et 140,128 milliards de francs CFA sur les autres marchandises.

En plus de ces prévisions initiales, la Direction générale des douanes compte rattraper le gap du premier trimestre 2019, évalué à (26,146 milliards de francs CFA).

## **DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS**

#### A. Rappel des objectifs

Les objectifs de recettes assignées à la Direction Générale des Impôts (DGI) dans la loi de finances 2019 s'élèvent à **908,700 milliards de francs CFA** sur lesquels il était prévu de réalisé **213,601 milliards de francs CFA** au 31 mars 2019.

Comparés aux objectifs annuels de 2018, cette prévision est en hausse de 14,89%.

#### B. Réalisations

En fin mars 2019, il a été réalisé **219,883 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **102,94%** et un dépassement de **6,282 milliards de FCFA**.

A la même période en 2018, la DGI avait réalisé **158,869 milliards de FCFA** sur un objectif trimestriel fixé à **191,070 milliards de FCFA** soit un taux de réalisation de **83,15%**.

### a. Analyse des recettes réalisées par grande masse

Le tableau ci-dessous résume la situation comparative des recouvrements par grandes masses par rapport aux prévisions de 2018 et 2019.

Tableau 10. Situation des prévisions et réalisations de recettes par la DGI en 2018 et 2019.

	E	EXERCICE 2018		EXERCICE 2019			
Désignation des Impôts	Prévisions annuelles (en milliards de francs CFA)	Réalisations au 31 mars (en milliards de francs CFA)	Taux de réalisation (en %)	Prévisions au 31 mars (en milliards de francs CFA	Réalisations au 31 mars (en milliards de francs CFA	Taux de réalisation (en %)	
Impôts directs	429,595	81,121	77,02	105,328	105,950	100,59	
Impôts indirects	337,657	71,160	71,99	98,848	108,359	109,62	
Enregistrements et timbre	23,688	6,588	69,90	9,425	5,574	59,14	
Total	790,940	158,869	83,15	213,601	219,883	102,94	

Source: DGI, avril 2019.

De l'examen du tableau 10, il ressort qu'au 31 mars 2019 la DGI a été performante dans la mobilisation des impôts directs et indirects avec des taux de réalisations s'élevant respectivement à **100,59%** et **109,62%** par rapports aux objectifs trimestriels.

Quant aux droits d'enregistrement et de timbre, ils ont été recouvrés à 59,14%, dégageant un gap de (3,851 milliards de FCFA) par rapport à l'objectif trimestriel.

Comparés aux montants recouvrés sur la même période en 2018 :

- les recouvrements d'impôts directs ont dépassé leur niveau de 2018, le dépassement enregistré est de 24,829 milliards de francs CFA, soit une augmentation de 30,61%;
- ceux des impôts indirects ont également dépassé leur niveau de 2018, l'excédent se chiffre à 37,199 milliards de francs CFA, soit un accroissement de 52,28%;
- ceux des droits d'enregistrement et timbre n'ont pas atteint leur niveau de 2018, le gap constaté est de (1,014 milliard de francs CFA), soit une baisse de 15,39%.

#### b. Analyse des recettes réalisées par nature d'impôts

Les recettes réalisées durant le premier trimestre sont issues essentiellement des déclarations mensuelles, des restes à recouvrer mobilisés, des acomptes (IS, IRVM) et de la retenue TVA.

Le tableau ci-dessous résume la situation détaillée des recouvrements par nature d'impôts

Tableau 11. Situation des prévisions et réalisations de recettes par la DGI en 2018 et 2019.

(En milliards de francs CFA)

Rubriques	Janvier	Février	Mars	Cumul premier trimestre
Déclarations mensuelles	33,434	32,441	34,141	100,016
Acompte - impôt sur les sociétés / impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux		18,817	24,710	43,527
Solde / impôt sur les sociétés			5,688	5,688
Acompte – impôt sur le revenu des valeurs mobilières / impôt sur le revenu des créances et dépôts	6,911	0,500	1,439	8,850
Mobilisation sur retenue à la source de TVA	6,599	6,456	5,607	18,662
Recouvrements sur restes à recouvrer	3,566	10,141	11,574	25,281
Droits d'enregistrement	0,185	0,313	0,350	0,848
Droits de timbre	1,514	0,765	0,914	3,193
Impôt sur les traitements et salaires public	1,201	1,201	1,151	3,553
Autres <sup>6</sup>	2,974	4,712	2,579	10,265
Total	56,384	75,346	88,153	219,883

Source: DGI, avril 2019.

#### c. Situation des restes à recouvrer

Sur un potentiel recouvrable de 91,521 milliards de francs CFA, il a été recouvré au 31 mars 2019 un montant de 25,281 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 27,62%.

Pour assurer le recouvrement des 66,240 milliards de F CFA restants, les mesures suivantes ont été entreprises :

renforcer les unités de poursuite, qui sont déjà opérationnelles au niveau de toutes les structures de recettes :

25

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Réalisations des Directions régionales des impôts non reparties par poste.

#### RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 31 MARS 2019

- opérationnaliser l'unité spéciale d'appui aux structures de recouvrement créée par la note de service N°2019-0107/MEF-DGI, en attendant l'adoption des textes de la réforme organisationnelle de la DGI;
- poursuivre la mise en œuvre de toutes les méthodes de recouvrement avec l'appui des huissiers.

Au regard des résultats obtenus en fin d'année 2018 en termes d'émissions, ces mesures produiront certainement des résultats au cours du premier semestre de 2019.

En somme, la mise en œuvre des mesures issues des rapports d'assistance technique, notamment celles relatives à l'intensification des actions de recouvrement et au mécanisme de suivi rapproché institué par la DGI, ont beaucoup contribué à l'amélioration de la performance des structures chargées du recouvrement et, à l'atteinte des objectifs de recettes du premier trimestre 2019. La DGI entend poursuivre durant les mois à venir la mise en œuvre de ces mesures et renforcer d'avantage le suivi par l'automatisation des indicateurs de gestion.

## DIRECTION NATIONALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Les prévisions cumulées de recettes à réaliser par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité publique (DNTCP), à la date du 31 mars 2019, s'élèvent à **8,714 milliards de FCFA** d'impôts et taxes, **2,454 milliards de FCFA** provenant du PMU-Mali et **0,069 milliard de FCFA** provenant du casino.

La situation d'exécution de ces prévisions et les perspectives de recouvrement pour le deuxième trimestre 2019 sont ci-dessous présentées.

#### A. Prévisions et réalisations de recettes au 31 mars 2019

La situation d'exécution des recettes de la DNTCP, au 31 mars 2019, se présente comme suit :

Tableau 12. Prévisions et réalisations de recettes au 31 mars 2019.

(En milliards de FCFA)

		Premier trimestre 2019  Cumul au 31 mars 201											
	Jai	nvier	Fé	vrier	M	ars	31 mais 2019						
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation					
Impôts et Taxes	2,184	2,152	1,879	1,650	2,128	3,029	6,191	6,831					
PMU	0,818	0,606	0,818	0,607	0,818	0,623	2,454	1,836					
Casino	0,023	-	0,023	0,026	0,023	0,023	0,069	0,049					
Total	3,025	2,758	2,720	2,283	2,969	3,675	8,714	8,716					

Source: DNTCP, avril 2019.

La lecture du tableau 12 indique que les recettes cumulées recouvrées par la DNTCP au 31 mars 2019 s'élèvent à 8,716 milliards de FCFA dont 6,831 milliards de FCFA au titre des impôts et taxes, 1,836 milliards de FCFA de recettes provenant du PMU-Mali et 0,049 milliard de FCFA recouvrés au niveau du casino.

Par rapport aux prévisions cumulées au 31 mars 2019, il se dégage un gap positif de **2 millions de FCFA**, soit un taux de recouvrement de **100,02%**.

S'agissant des impôts et taxes, il se dégage un taux de réalisation de 110,34%.

### B. Perspectives de recouvrement du deuxième trimestre 2019

Le tableau 13 présente les perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le premier trimestre de l'exercice 2019.

Tableau 13. Perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP au 2er trimestre 2019.

(En milliards de FCFA)

	Prévisions du	Prévision	deuxième trin	nestre 2019	Total deuxième	TOTAL		
	premier trimestre 2019	Avril	Mai	Juin	trimestre	TOTAL		
Impôts et Taxes	6,191	2,111	1,886	2,239	6,236	12,427		
PMU	2,454	0,818	0,818	0,818	2,454	4,908		
Casino	0,069	0,023	0,023	0,023	0,069	0,138		
Total	8,714	2,952	2,727	3,080	8,759	17,473		

Source: DNTCP, avril 2019.

Comme l'indiquent les données du tableau 13, les prévisions de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le deuxième trimestre 2019 s'élèvent à **8,759 milliards de FCFA** dont **6,236 milliards de FCFA** d'impôts et taxes, **2,454 milliards de FCFA** de recettes provenant du PMU-Mali et **0,069 milliard de FCFA** de recettes provenant du casino.

Ces prévisions sont réparties mensuellement comme suit :

Avril: 2,952 milliards de FCFA;

Mai: 2,727 milliards de FCFA;

Juin: 3,080 milliards de FCFA.

La répartition mensuelle des perspectives de recouvrement des recettes provenant du casino au cours du deuxième trimestre 2019, est de **23 millions de FCFA** par mois.

Concernant les prévisions mensuelles de réalisations des recettes du PMU-Mali, il est prévu un recouvrement de **818 millions de FCFA** pour les mois d'avril, mai et juin 2019.

En ce qui concerne le recouvrement des impôts et taxes :

- 2,111 milliards de FCFA sont prévus en avril ;
- 1,886 milliards de FCFA en mai ;
- 2,239 milliards de FCFA en juin.

La DNTCP est en train de prendre les dispositions nécessaires pour l'atteinte de son objectif de recettes au titre de l'exercice budgétaire 2019, notamment, un meilleur suivi des recettes de chancellerie et des régies dont celle des passeports.

#### **DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES**

Les réalisations de recettes de la Direction Nationale des Domaines (DND) au premier trimestre 2019 ainsi que les perspectives de recouvrement pour le deuxième trimestre 2019, sont ci-dessous présentées.

#### A. Prévisions

Les objectifs de recettes assignés à la DND par la loi de finances 2019 s'élèvent à **123,300 milliards de FCFA**, soit une baisse de **130,039 milliards de FCFA** par rapport à 2018. Cette prévision se décompose comme suit :

- 108,865 milliards de FCFA de recettes budgétaires dont 16,833 milliards de FCFA attendus durant le premier trimestre ;
- 14,435 milliards de FCFA de ressources de trésorerie dont 3,403 milliards de FCFA attendus au premier trimestre.

#### B. Réalisations

Au 31 mars 2019, la contribution de la DND à la réalisation des objectifs de recettes du premier trimestre s'est chiffrée à 27,775 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 136,62% des prévisions du premier trimestre, contre 49,50% à la même période en 2018.

Tableau 14. Situation de réalisation des prévisions de recettes de la DND.

(en milliards de FCFA)

Nature	Prévisions au 31 mars 2018	Réalisations au 31 mars 2018	Taux de réalisation	Prévisions au 31 mars 2019	Réalisations au 31 mars 2019	Taux de réalisation (en %)
Recettes budgétaires	17,349	8,807	50,76	16,833	26,456	157,17
Taxe sur la plus-value de cession	0,261	0,253	97,15	0,338	0,275	81,47
Taxe sur frais d'édilité	0,182	0,224	123,45	0,088	0,095	107,70
Taxe ad valorem (TAV)	7,600	5,073	66,75	9,038	10,596	117,24
Taxe d'extraction	0,078	0,006	7,37	0,047	0,007	14,07
Prélèvement honoraires greffiers	0,003	0,004	110,03	0,007	0,003	43,83
Droits d'enregistrement	2,553	1,594	62,45	1,418	2,587	182,40
Enregistrement des locations verbales	0,006	0,003	51,09	0,010	0,015	141,70
Droits de conservation foncière	0,365	0,324	88,74	0,265	0,499	188,01
Droit de timbres	0,112	0,102	91,13	0,148	0,136	92,13
Redevances superficiaires	0,403	0,076	18,83	0,410	0,195	47,58
Concessions ordinaires	0,096	0,146	151,70	0,026	7,666	29232,51
Loyers administratifs	0,007	0,007	95,01	0,024	0,004	17,13
Pénalités	0,013	0,005	41,62	0,012	0,011	87,53
Dividendes des autres sociétés	-	-		-	2,000	
Dividendes des sociétés minières	5,670	0,989	17,45	5,000	2,367	47,34
Ressources de trésorerie	2,183	0,862	39,49	3,497	1,319	37,72
Aliénations d'immeubles et TF	2,095	0,726	34,66	3,403	1,210	35,55
Aliénations de meubles	0,088	0,136	154,28	0,094	0,109	116,53
TOTAL	19,532	9,669	49,50	20,330	27,775	136,62

Source: DND, avril 2019.

A la lecture du tableau 14, il ressort une nette amélioration du niveau des recouvrements au premier trimestre 2019 par rapport à la même période en 2018, soit un accroissement de **187,26**%.

#### a. Recettes budgétaires

La contribution de la DND à la réalisation des objectifs de recettes budgétaire au cours du premier trimestre s'est chiffrée 26,456 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 157,17% de la prévision de 16,833 milliards de francs CFA.

La réalisation du premier trimestre 2019 a connu une forte augmentation par rapport à la même période de 2018 dont le montant se chiffrait à **8,807 milliards de francs CFA**, soit une augmentation de **200,40%**.

Les augmentations les plus significatives s'expliquent essentiellement par :

- les concessions ordinaires qui ont atteint un niveau de recouvrement exceptionnel, d'un montant de 7,666 milliards, au titre des recettes provenant de la vente de la licence 4G à la SOTELMA-MALITEL;
- le niveau très élevé des réalisations des taxes ad valorem (117,24 %) en raison du recouvrement de certaines déclarations de TVA de l'exercice 2018 dont le montant s'élève à 3,088 milliards de FCFA ;
- les réalisations importantes effectuées sur le recouvrement des droits d'enregistrement (182,40%) et des droits de conservation foncière (188,01%) dues surtout à l'amélioration du suivi des déclarations de la TAV des sociétés minières et au redressement des prix de cession des actes de mutation liés aux transactions foncières et présentés à l'enregistrement.

#### b. Ressources de trésorerie

Les réalisations de ressources de trésorerie durant le premier trimestre se sont chiffrées à 1,319 milliard de francs CFA, contre 862 millions de francs CFA à la même période en 2018, soit un accroissement de 53,00% et un taux de réalisation de 37,72% par rapport aux prévisions du trimestre.

Cette contreperformance est due :

- au non reversement par l'ACI des produits issus de la vente de bâtiments administratifs, dont le reliquat se chiffre à plus de 8 milliards de francs CFA;
- au niveau des prix de cession des terrains du domaine immobilier de l'Etat jugé exorbitant par les usagers, d'autre part.

Le niveau de recouvrement connaitra certainement une amélioration significative au cours du deuxième trimestre à la suite de l'adoption, le 30 janvier 2019 en Conseil des ministres, de nouveaux décrets portant fixation des prix de cession et redevances des terrains du domaine privé de l'Etat.

Pour ce faire, des instructions ont été données aux structures de recouvrement de réévaluer les anciennes autorisations de paiement sur la base des nouveaux prix et redevances et d'adresser des lettres de notification aux requérants afin, de les inviter à s'acquitter des droits et taxes dus lors de l'acquisition des titres de propriété.

Pour améliorer le niveau de recouvrement au cours du deuxième trimestre, la DND envisage d'organiser des séances de travail avec les responsables de certaines sociétés telles que Orange-Mali, SOTELMA-Malitel, CMDT, SOMAGEP pour discuter des modalités de paiement des autorisations à elles notifiées dont le potentiel a été évalué à plus de 5 milliards de francs CFA.

S'agissant des aliénations des biens meubles de l'Etat, même si l'objectif du premier trimestre 2019 est atteint, les réalisations sont inférieures à leur niveau de 2018.

Cette situation s'explique par la lenteur constatée dans le traitement des dossiers de réformes des véhicules usagers de l'Etat ainsi que le manque de collaboration entre les services de recouvrement de la DND et les Présidents des tribunaux, en ce qui concerne la vente des scellés au niveau des tribunaux.

Des dispositions sont en cours pour l'instauration d'un cadre collaboration afin de réaliser les opérations de vente desdits biens.

#### c. Contraintes et difficultés rencontrées

Les réalisations de recettes ont été fortement impactées par un certain nombre de difficultés dont :

- le non-paiement des dividendes par certaines sociétés minières ;
- le non-paiement de l'intégralité des montants prévus sur la rubrique de la TAV par les sociétés minières :
- le paiement de la TAV de certaines sociétés minières par compensation des crédits TVA;
- l'incidence des dispositions des conventions d'établissement de certaines sociétés minières, qui ne permettent pas à l'Etat de tirer profit de son patrimoine minier, conformément à l'article 32 du Code domanial et foncier;
- le non-respect du paiement des dividendes prioritaires (10% du bénéfice distribuable au profit de l'État), perçus en cas de bénéfices réalisés par les sociétés minières ;
- la non- représentation de la DND dans les commissions de délivrance, de renouvellement, de transfert et de retrait des permis miniers et d'autorisation d'ouverture de carrières industrielles à travers la Division des domaines ;
- la non-comptabilisation dans les recettes de la DND du montant des acomptes de dividendes payés par PMU-MALI;
- l'inexistence d'un cadre de concertation entre le Ministère de l'économie et des finances, le Ministère des mines et le Ministère de l'habitat et de l'urbanisme pour un meilleur suivi du secteur minier;
- l'application de trois codes miniers qui engendre, du coup, une inégalité de traitement des sociétés minières œuvrant dans le même secteur ;
- la non-implication de la DND dans les procédures de transfert et de cession de permis miniers pour lui permettre de recouvrer la plus-value de cessions réalisées sur ces transactions ;
- l'insuffisance des moyens matériels pour la mise en œuvre des activités de recouvrement de recettes.

#### d. Mesures correctives

Pour améliorer le niveau des recouvrements, les mesures suivantes sont envisagées :

#### A court terme:

- demander à l'Agence de Cession Immobilière (ACI), de procéder au paiement du reliquat du prix de cession des bâtiments administratifs vendus et les autres droits connexes dont le montant s'élève à plus de 8 milliards de francs CFA;
- demander aux responsables des sociétés minières et non-minières, dans lesquelles l'Etat détient des participations, de proposer aux organes délibérants desdites sociétés la distribution de dividendes en cas de réalisation de bénéfices;
- relire la convention d'établissement de la société des mines d'or de Loulo (SOMILO) pour supprimer les dispositions de l'article 8 empêchant la distribution de dividendes ;
- instaurer un cadre de collaboration entre la DND et la DGI dans le but de mutualiser les informations sur les contribuables, en vue d'améliorer la mobilisation des recettes intérieures ;
- instaurer un cadre de collaboration entre la DND et la Direction nationale de la géologie et des mines pour renforcer le suivi des recettes provenant du secteur minier ;
- renforcer le cadre de collaboration entre la DND et l'Ordre des notaires pour un meilleur suivi des transactions foncières ;
- appliquer la loi sur la publicité foncière obligatoire en vue d'améliorer les recettes liées aux transactions foncières ;
- comptabiliser au compte du service des domaines, les recettes de redevances superficiaires et de la taxe d'extraction des carrières et de ramassage des matériaux recouvrées par la Direction nationale de la géologie et des mines;
- organiser des missions de suivi et de contrôle de la mise en œuvre des instructions relatives au recouvrement des recettes au niveau régional et subrégional ;
- renforcer les capacités (équipements, ressources humaines, voyages d'études, formation etc.)
   de la DND dans le cadre de la mobilisation des recettes.

#### A moyen terme:

- prendre les dispositions nécessaires pour mettre en application le droit de préemption dans le cadre des transactions foncières ;
- revoir à la hausse les taux de la taxe sur la plus-value de cession immobilière au regard de l'existence du potentiel avéré dont regorge les transactions foncières ;
- rapatrier les rubriques de recettes domaniales recouvrées par d'autres services dans la nomenclature des recettes de la DND;
- mettre en place le cadastre pour une meilleure évaluation de la valeur vénale des immeubles objets des transactions.

### C. <u>Perspectives de recouvrement pour le deuxième trimestre 2019</u>

Comme perspectives, il est attendu, au titre du deuxième trimestre, un montant de **26 milliards de francs CFA**, réparti comme suit :

- 11 milliards de FCFA de redevance téléphonique pour la SOTELMA-MALITEL ;
- 1,2 milliards de FCFA de dividendes attendus de la part de la société minière de Gounkoto;
- 7,5 milliards de FCFA de taxes ad valorem, soit une moyenne mensuelle de recouvrement de l'ordre de 2,5 milliards de FCFA;
- **6,3 milliards de FCFA** de recettes sur les transactions foncières, soit une moyenne mensuelle de recouvrement de 2,422 milliards de FCFA.

#### DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

L'objectif de recouvrement des prêts rétrocédés pour l'année 2019 est de **9,592 milliards de FCFA**.

La situation d'exécution à la date du 31 mars 2019 est de **1,650 milliard de FCFA**, soit un écart de **1,501 milliard de FCFA** par rapport aux objectifs du trimestre et un taux d'exécution **52%** contre **58%** à la même période en 2018. Par rapport à l'objectif annuel, le taux d'exécution est de **17%** contre **19%** à la même période en 2018.

L'écart considérable enregistré entre les réalisations et les prévisions est dû au non-paiement des échéances du Nouveau Complexe Sucrier du Kala Supérieur SA (N-SUKALA), qui n'arrivent pas à honorer, à bonne date, ses engagements au titre des emprunts rétrocédés.

Les perspectives de recouvrement du deuxième trimestre 2019 se chiffrent à 1,674 milliards de FCFA.

La Direction Générale de la Dette Publique (DGDP) continuera à recouvrer les échéances courantes de dettes et à réclamer le paiement des arriérés avec l'assistance des autres services du Ministère de l'économie et des finances.

Le tableau 15 présente la situation des recouvrements des prêts rétrocédés au premier trimestre 2019.

## RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 31 MARS 2019

Tableau 15. Recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP.

(En millions de FCFA)

ODGANIGMEG	janv	ier	fév	rier	ma	rs	avı	ril	m	nai	jı	ıin	jui	illet	ac	oût	septe	mbre	octo	bre	nover	nbre	décer	nbre	TOTAL	GENERAL
ORGANISMES	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal
BNDA				12	8	8			405		12						8				403		12		848	20
EDM-SA											125												125		250	_
LDM-0A											120												120		230	
SOGEM	207		1 084			1 630	910						207		1 068				892						4 368	1 630
BDM-SA							74												71						145	-
SOTELMA-SA							6												6						12	
N-SUKALA					1 852												1 836								3 688	-
BMS-SA							142												139						281	-
Total	207	-	1 084	12	1 860	1 638	1 132	-	405	-	137	-	207	-	1 068	-	1 844	-	1 108	-	403		137	-	9 592	1 650
Cumul		-		12		1 650		1 650		1 650		1 650		1 650		1 650		1 650		1 650		1 650		1 650		1 650
Taux de réalisation	0%	Ó	1,1	11%	88,0	6%	0,00	0%	0,0	0%	0,0	00%	0,0	00%	0,0	0%	0,00	0%	0,0	0%	0,00	)%	0,00	)%	17	20%

Source: DGDP, avril 2019.

#### DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE L'ETAT

Les recettes de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE) proviennent essentiellement des produits de vente des actifs des sociétés privatisées ou liquidées.

En 2019, il a été inscrit dans la loi des finances des prévisions de recettes de cessions d'immobilisations incorporelles de **50 milliards de FCFA** pour la DGABE.

Ces prévisions ont été faites sur la base de la cession de :

- de la cession d'une partie des actions de la SOTELMA ;
- de la cession de l'Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP) ;
- de la cession des actifs de l'Hôtel Club de Sélingué.

Après plusieurs tentatives de cession de l'UMPP, il a été créé par Décision n°2017-0025/MDI-SG du 06 juillet 2017, une nouvelle commission de privatisation de l'unité. À la suite des travaux de ladite commission, une offre a été retenue. Il a alors été décidé de procéder à la cession de la parcelle de terrain sur laquelle est bâtie l'unité. Le processus d'évaluation du terrain est en cours.

En ce qui concerne l'Hôtel Club de Sélingué, le processus de cession a démarré. Le choix d'un consultant est en cours, en vue de l'évaluation de ses actifs (action préalable à toute cession).

Par ailleurs, la DGABE assure le suivi de la réalisation de la vente des matières et matériels réformés. Les produits de ces ventes sont comptabilisés au compte de la DND, conformément à la loi des finances 2019. À la date du 31 mars 2019, un montant de **109 millions de FCFA** a été réalisé au titre de la vente des matières et matériels réformés, sur une prévision de **385 millions de FCFA**.

En termes de perspectives, il est prévu, au cours du deuxième trimestre 2019, la finalisation de la sélection d'un consultant qui sera chargé d'évaluer les actifs de l'Hôtel Club et la poursuite des travaux de la commission de privatisation de l'UMPP. Il est également prévu la cession des 19% des actions de la SOTELMA.

Pour permettre à la DGABE d'avoir une meilleure visibilité sur les ressources provenant des activités qu'elle mène et une maîtrise des recettes budgétaires y découlant, il serait souhaitable que les prévisions de recettes soient portées sur les flux générés par l'ensemble des activités gérées par la structure.

Actuellement, à l'exception des produits de privatisation des entreprises publiques, toutes les autres recettes sont recouvrées au niveau des guichets de la DND et sont directement reversées au Trésor pour le compte de celle-ci.

## III. EXECUTION DES CHARGES DE L'ETAT

Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

#### 3.1. <u>DEPENSES BUDGETAIRES</u>

Les prévisions de dépenses budgétaires de l'exercice 2019 se chiffrent à **2 410,400 milliards de FCFA** sur lesquelles, il a été exécuté au 31 mars 2019 un montant de **333,091 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **13,82**%, dont **29,11**% dans les Régions et **14,12**% par les Etablissements publics.

La situation d'exécution desdites charges est présentée dans les lignes qui suivent.

# 3.1.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique

Le tableau 16 présente la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique.

Tableau 16. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique.

	PREVISION (en milliards		REALISATIONS CP LFI 2019 AU 31 MARS 2019					
NATURES ECONOMIQUES	<b>AE</b> (1)	CP (2)	CP ENGAGES (en milliards de FCFA) (3)	CP LIQUIDES (en milliards de FCFA) (4)	TAUX D'EXECUTION en % (5) = [(4) / (2)]*100			
Budget Général (1)	798,620	2 283,814	529,884	310,513	13,60			
Dépenses ordinaires		1 357,363	459,408	251,050	18,50			
Personnel		595,600	296,785	126,881	21,30			
dont fonctionnaires des Collectivités Territoriales		158,570	60,345	54,085	34,11			
Acquisitions de biens et services, dont		358,347	73,197	63,137	17,62			
Matériel		121,762	24,084	19,366	15,90			
Communication		47,319	9,838	8,560	18,09			
Autres Dépenses		96,137	16,679	13,950	14,51			
dépenses électorales		20,750	0,715	0,715	3,44			
Charges financières		101,056	2,570	2,570	2,54			
Transferts et subventions, dont		294,651	85,811	57,442	19,49			
Bourses		17,796	2,949	2,806	15,77			
Subvention CMSS		13,200	13,200	13,200	100,00			
Subvention Intrants		43,000	0,000	0,000	0,00			
Subvention EDM-SA		30,000	0,000	0,000	0,00			
Filet social		4,000	0,290	0,290	7,24			
Dépenses en atténuation des recettes		7,709	1,044	1,020	13,23			
Dépenses en capital	798,620	926,451	70,476	59,463	6,42			
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat <sup>7</sup>	798,620	926,451	70,476	59,463	6,42			
dont Filet social	10,000	10,000	0,000	0,000	0,00			

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> La situation d'exécution des dépenses d'investissement exécutées par l'Etat intègre celle du budget spécial d'investissement sur financement extérieur.

\_

	PREVISION	IS LFI 2019	REALISATIO	NS CP LFI 2019 AU	31 MARS 2019
	(en milliards	s de FCFA)			
NATURES ECONOMIQUES			CP ENGAGES	CP LIQUIDES	TAUX
	AE	CP	(en milliards de FCFA)	(en milliards de FCFA)	D'EXECUTION en %
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = [(4) / (2)]*100
Dépenses de transferts en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	
Budgets annexes (2)	2,560	7,858	1,460	1,310	16,67
Personnel		2,004	0,655	0,521	26,00
Acquisitions de biens et services		2,471	0,497	0,481	19,47
Transferts et subventions		0,823	0,308	0,308	37,40
Dépenses en capital	2,560	2,560	0,000	0,000	0,00
Comptes spéciaux du Trésor (3)	51,593	118,728	21,293	21,269	17,91
Personnel		0,430	0,031	0,024	5,60
Acquisitions de biens et services		66,098	21,263	21,244	32,14
Transferts et subventions		0,608	0,000	0,000	0,00
Dépenses en capital	51,593	51,593	0,000	0,000	0,00
TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3)	852,773	2 410,400	552,637	333,091	13,82

Source: DGB, avril 2019.

## 3.1.1.1. Budget général

Les dépenses du budget général regroupent les dépenses effectuées par les départements ministériels, les établissements publics placés sous leurs tutelles ainsi que les institutions de la République et assimilées. Elles s'élèvent à **2 283,814 milliards de FCFA** pour l'exercice 2019 sur lesquelles **310,513 milliards de FCFA** ont été exécutés au 31 mars 2019, soit un taux d'exécution de **13,60%**.

Ce faible taux d'exécution s'explique essentiellement par la prudence observée dans l'exécution des dépenses en atténuation des recettes, en capital et d'acquisition de biens et services, en vue de limiter les tensions de trésorerie.

# Dépenses ordinaires

Dans le budget d'Etat de 2019, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

Les CP des dépenses ordinaires pour 2019 s'élèvent à **1 357,363 milliards de FCFA** sur lesquels **18,50%**, représentant **251,050 milliards de FCFA**, ont été exécutés. Ils se déclinent en dépenses de personnel, de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions, et celles en atténuation des recettes.

#### ♦ Personnel:

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales se chiffrent en 2019 à 595,600 milliards de FCFA exécutés à hauteur de 21,30%, soit 126,881 milliards de FCFA, sur lesquels 42,63% représentent

des charges salariales des fonctionnaires des collectivités territoriales, soit **54,085 milliards de FCFA**.

### ♦ Biens et services :

Les crédits de paiement des « biens et services » ont été exécutés à hauteur de 63,137 milliards de FCFA représentant 17,62% des 358,347 milliards de FCFA inscrits au budget d'Etat 2019. Les principaux postes de dépenses sont ceux liés à l'acquisition de matériel (30,67%), aux autres dépenses (22,09%) et aux frais de communication et énergie (13,56%).

## ♦ Charges financières :

Les crédits de paiement des charges financières servent à régler les intérêts de la dette intérieure et extérieure, qui s'élèvent respectivement à **65,709 milliards de FCFA** et **35, 347 milliards de FCFA** dans la loi de finances 2019. Au 31 mars 2019, ils ont été exécutés à hauteur de **2,54%**, correspondant à **2,570 milliards de FCFA**. Ce montant représente les frais financiers sur la dette extérieure.

### ♦ Transferts et subventions :

Evalués à **294,651 milliards de FCFA** en 2019, les CP des dépenses de transferts et subventions ont été exécutés à hauteur de **57,442 milliards de FCFA**, représentant un taux d'exécution de **19,49%**. Ils ont permis de prendre en charge entre autres, la subvention accordée à la caisse de sécurité (**22,98%**), les bourses scolaires (**4,89%**) et les dépenses de filet social (**0,50%**).

# ♦ Dépenses en atténuation des recettes:

Prévues pour **7,709 milliards de FCFA** et affectées au paiement des exonérations dans le cadre des conventions de financement des projets d'investissement, la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes fait ressortir à la fin du premier trimestre, un niveau d'exécution de **1,020 milliards de FCFA**, représentant **13,23%** des prévisions.

# Dépenses en capital

Dans le budget d'Etat de 2019, les dépenses en capital sont inscrites en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement<sup>8</sup> (CP). Les AE constituent la limite supérieure de dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances.

Les dépenses en capital ou d'investissements se décomposent en (i) dépenses d'équipement, études et recherches des administrations publiques, (ii) dépenses d'investissements stratégiques inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI) ainsi qu'en (iii) appuis budgétaires sectoriels (ABS).

En 2019, les autorisations d'engagement des dépenses en capital s'élèvent à 798,620 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 926,451 milliards de FCFA dans le budget 2019. Sur ce montant, 59,463 milliards de FCFA ont été exécutés au 31 mars 2019, soit un taux d'exécution de 6,42% sur lesquels 40,52% ont été réalisés

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup>Cf. supra point 3.1.1.1 – Dépenses ordinaires pour la définition des CP.

au titre des dépenses d'équipement et des investissements des administrations publiques, **4,79**% au compte du BSI financement intérieur et **54,17**% au compte du BSI financement extérieur.

## ♦ Equipement - investissement :

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « équipement-investissement » se chiffrent à 313,672 milliards de FCFA dans le budget 2019. Au premier trimestre, ils sont exécutés à 7,68%, dont une part importante pour des investissements militaires réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des lois d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI).

## ♦ Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur):

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement intérieur, représentent **285,304 milliards de FCFA** dans le budget 2019 sur lesquels **1,00%** ont été exécutés au 31 mars 2019.

# Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur) :

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement extérieur, représentent **319,335 milliards de FCFA** dans le budget 2019 sur lesquels **10,09**% ont été exécutés au 31 mars 2019, soit **32,210 milliards de FCFA**.

La répartition de ces dépenses par ministère et par nature de financement se présente comme suit :

Tableau 17. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.

(En millions de FCFA)

MINISTERES/ INSTITUTIONS	Do	otation 20	19	Etat d'exécution au premie trimestre 2019				
	Prêt	Subv.	Total	Prêt	Subv.	Total	Taux	
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1,342	5,737	7,079	15	869	884	12,49	
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	34,892	30,248	65,140	5 993	776	6 769	10,39	
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3,950	2,950	6,900	2 154	412	2 566	37,19	
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	50,330	20,694	71,024	4 407	3 402	7 809	10,99	
MINISTERE DE L'ELEVAGE TE DE LA PECHE	13,313	5,103	18,416	1 835	44	1 879	10,20	
COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0,000	1,193	1,193	0	0	0	0,00	
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	79,440	25,283	104,723	7 424	3 289	10 713	10,23	
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	0,000	4,000	4,000	0	0	0	0,00	
MINISTERE DU COMMERCE	0,000	0,900	0,900	0	0	0	0,00	
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	0,000	39,910	39,910	0	1 590	1 590	3,98	
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	0,000	0,050	0,050	0	0	0	0,00	
TOTAL LOI DE FINANCES	183,267	136,067	319,334	21 828	10 382	32 210	10,09	

Source: DNPD, juin 2019.

## 3.1.1.2. Budgets annexes

Les crédits de paiement des budgets annexes (*Cf. supra point 2.1.2*) s'élèvent à **7,858 milliards de FCFA** dans la loi de finances de 2019. Sur ce montant, **1,310 milliards de FCFA** ont été exécutés au 31 mars 2019, soit **16,67%** des prévisions.

## 3.1.1.3. Comptes spéciaux du Trésor

Les crédits de paiement des comptes spéciaux du Trésor, se chiffrent en 2019 à 118,728 milliards de FCFA sur lesquels 17,91% ont été exécutés dont 99,73%, pour le remboursement de crédits TVA.

Agrégée par nature économique, la situation d'exécution des dépenses budgétaires par rapport aux prévisions annuelles est présentée dans le graphique 3.



Graphique 3. Situation d'exécution du budget d'Etat au 31 mars 2019 par nature économique.

Source: DGB, avril 2019.

Le graphique 3 permet d'identifier les catégories de dépenses ayant enregistré les taux d'exécution les plus élevés. Il s'agit, notamment, des dépenses de personnel (21,30%), des acquisitions de biens et services (19,88%) et des transferts et subventions (19,50%).

Au niveau des régions, la situation d'exécution des charges budgétaires par nature économique au 31 mars 2019 se présente comme suit :

REALISATIONS CP **PREVISIONS LFI 2018** TAUX D'EXECUTION en AU 31/03/2019 (en milliards de FCFA) NATURE ECONOMIQUE (en milliards de FCFA) (3) = [(2)/(1)]\*100(1) (2)Personnel 241,848 73,928 30,57 19,873 34,58 Acquisition de biens et services 57,475 12,572 2,682 21,33 Transferts et subventions Dépenses en investissement exécutées par l'Etat 0,77 61,264 0,469

373,159

Tableau 18. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des Régions par nature économique.

Source: DGB, avril 2019.

**TOTAL** 

96,952

25,98

Il en ressort que les dépenses de personnel constituent la part la plus importante des dépenses liquidées au niveau des régions au 31 mars 2019, tandis que les acquisitions de biens et services présentent le taux d'exécution le plus élevé.

# 3.1.2. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation

Le budget d'Etat de 2019 comporte 145 programmes, 331 actions, 458 objectifs et 1090 indicateurs.

Le niveau d'exécution de ces programmes, sans le financement extérieur du BSI, est présenté dans le tableau 19.

Tableau 19. Situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.

			PREVISIO	NS LFI 20	19		REALISAT	IONS CP LFI	AU 31 MARS 2019
LIBELLES	Nombre de Prog (1)	Nombre d'actions (2)	Nombre d'obj. (3)	Nombre d'indic. (4)	AE (en milliards de FCFA) (5)	CP (en milliards de FCFA) (6)	CP ENGAGES (en milliards de FCFA) (7)	CP LIQUIDES (en milliards de FCFA) (8)	TAUX D'EXECUTION (en %) (9) = [(8)/(6)]*100
Programmes de pilotage (1)	36	130	130	275	154,025	587,053	172,768	73,963	12,60
Personnel						171,292	114,867	33,033	19,28
Biens et services						142,196	32,402	27,526	19,36
Transferts et subventions						78,096	8,208	4,875	6,24
Investissement					154,025	195,469	17,291	8,529	4,36
Programme opérationnel (2)	97	183	306	753	416,702	1 174,694	291,277	173,710	14,79
Personnel						303,281	179,882	93,259	30,75
Biens et services						107,761	19,472	14,833	13,76
Transferts et subventions						161,045	73,272	48,852	30,33
Investissement					416,702	602,607	18,651	16,767	2,78
Programmes des Budgets annexes (3)	1	7	2	14	2,560	7,858	1,460	1,310	16,67
Personnel						2,004	0,655	0,521	26,00
Biens et services						2,471	0,497	0,481	19,47
Transferts et subventions						0,823	0,308	0,308	37,40
Investissement					2,560	2,560	-	-	-
Programmes Comptes spéciaux du trésor (4)	11	11	20	48	51,593	118,729	21,293	21,269	17,91
Personnel						0,430	0,031	0,024	5,60
Biens et services						66,098	21,263	21,244	32,14
Transferts et subventions						0,608	0,000	0,000	-
Investissement					51,593	51,593	0,000	0,000	-
Dotations (5)	0	0	0	0	227,893	522,066	33,628	30,630	5,87
Personnel						121,027	2,037	0,589	0,49
Biens et services						209,445	23,890	23,349	11,15
Transferts et subventions						55,510	4,334	3,714	6,69
Investissement					227,893	136,084	3,367	2,978	2,19
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	145	331	458	1 090	852,773	2 410,400	520,427	300,881	12,48

Source: DGB, avril 2019.

## 3.1.2.1. Programme de pilotage

Les programmes de pilotage sont des programmes d'appui visant la coordination des actions des structures et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

En 2019, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre de ces programmes, s'élèvent 587,053 milliards de FCFA et permettent de financer 130 actions des 36 programmes d'administration générale. Ces crédits ont été exécutés à hauteur de 73,963 milliards de FCFA, soit 24,58% du total des crédits liquidés et 12,60% des prévisions.

Le taux d'exécution des crédits d'investissement se chiffre à 4,36%, avec une part de 11,53% des liquidations des programmes de pilotage. Les dépenses de transferts et subventions, représentant 6,59% des liquidations, ont été exécutés à 6,24%. Quant aux crédits de personnel et d'acquisition de biens et services, ils représentent respectivement 44,66% et 37,22% des liquidations et ont été exécutés à 19,28% et 19,36%.

## 3.1.2.2. Programmes opérationnels

En 2019, les crédits des 97 programmes opérationnels, d'un montant de **1 174,694 milliards de FCFA**, sont destinés au financement des 183 actions. Ils ont été exécutés à hauteur de **14,79%** et représentent **57,73%** du total des crédits liquidés.

A l'instar des programmes de pilotage, les dépenses de personnel sont également les plus importantes (57,73% des crédits liquidés). Elles sont suivies par les dépenses de transferts et de subventions, qui représentent 28,12% des crédits liquidés et sont exécutés à 30,33% par rapport aux prévisions. Quant aux crédits d'investissement des programmes opérationnels, ils représentent 9,65% des liquidations et enregistrent le plus faible taux d'exécution, soit 2,78%. Les crédits d'acquisition de biens et services représentent que 8,54% des crédits liquidé et ont été exécutés à 13,76%.

Les programmes opérationnels regroupent des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des départements ministériels, institutions et assimilées.

## 3.1.2.3. Programmes des budgets annexes

En 2019, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre du programme des budgets annexes permettent de financer 7 actions.

Au 31 mars 2019, ils ont été exécutés à hauteur de **1,310 milliards de FCFA**, soit **16,67**% des prévisions sur lesquels, **23,50**% représentent des transferts et subventions, **39,78**% des dépenses de personnel et **36,72**% des acquisitions de biens et services.

## 3.1.2.4. Programmes des comptes spéciaux du Trésor

En 2019, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre des programmes des comptes spéciaux du trésor permettent de financer 11 actions des 11 programmes des comptes spéciaux.

Au 31 mars 2019, ils ont été exécutés à hauteur de **21,269 milliards de FCFA**, soit **17,91%** des prévisions et **7,07%** du total des crédits liquidés, dont **99,89%** ont servi à l'acquisition de biens et services.

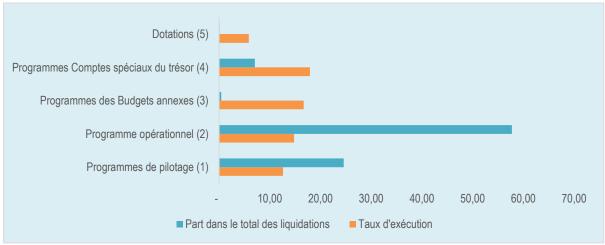
### 3.1.2.5. Dotations

Les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance.

Les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat 2019 au titre des dotations, se chiffrent à **522,066 milliards de FCFA** sur lesquels **5,87%** ont été exécutés, soit **10,18%** du total des crédits liquidés. L'acquisition de biens et services représentent **76,23%** des liquidations de ces dotations, suivie des transferts et subventions qui représentent **12,13%**.

Le graphique 4 récapitule la situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation.

Graphique 4. Situation d'exécution des charges budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.



Source: DGB, avril 2019.

Il en ressort que les dépenses effectuées par les programmes opérationnels représentent plus de **50%** des crédits liquidés au 31 mars 2019 tandis que le taux d'exécution le plus élevé par rapport aux prévisions est enregistré par les programmes des comptes spéciaux du trésor, soit **17,91%**.

## 3.1.3. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction

La classification fonctionnelle permet de classer les charges de l'Etat en fonction de leurs objectifs socio-économiques. Ainsi, les charges budgétaires sont réparties entre dix (10) grandes divisions de fonction.

Le tableau 20 présente la situation d'exécution des dépenses classées par fonction.

Tableau 20. Situation d'exécution des charges budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.

	PREVISIONS LF	I 2019		REALISATIONS LFI AL	J 31/03/2019	
FONCTION	CP (en milliards de FCFA)	POIDS CP en %	CREDITS ENGAGES (en milliards de FCFA)	(en milliards de FCFA)	TAUX D'EXECUTION DES CP en %	POIDS CP en %
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = [(4)/(1)]*100	(6)
Services généraux des administrations publiques	584,906	24,27	119,561	86,674	14,82	28,81
Défense	277,897	11,53	120,137	54,069	19,46	17,97
Ordre et sécurité publics	145,037	6,02	47,495	19,809	13,66	6,58
Affaires économiques	633,293	26,27	35,139	20,271	3,20	6,74
dont Agriculture	361,801	15,01	16,335	8,721	2,41	2,90
Protection de l'environnement	53,387	2,21	3,103	1,143	2,14	0,38
Logement et équipements collectifs	83,817	3,48	3,176	1,116	1,33	0,37
Santé	122,843	5,10	32,732	15,047	12,25	5,00
Loisirs, culture et culte	20,760	0,86	6,719	4,085	19,68	1,36
Enseignement	375,072	15,56	129,823	79,374	21,16	26,38
Protection sociale	113,388	4,70	22,548	19,293	17,01	6,41
TOTAL	2 410,400	100,00	520,433	300,881	12,48	100,00

Source: DGB, avril 2019.

# 3.1.3.1. Services généraux des administrations publiques

Le taux d'exécution des crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2019 au titre des services généraux des administrations publiques s'élève à 14,82% à la date du 31 mars 2019. Ce niveau d'exécution est sous-tendu par les dépenses liées au fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, les affaires financières et fiscales ainsi que les affaires étrangères pour 57,80%, les opérations concernant la dette publique pour 13,73%, les dépenses des services généraux des administrations publiques non classées ailleurs pour 21,05%, et, dans de moindres mesures, les transferts de caractère général entre les administrations publiques, les services généraux, la recherche fondamentale et la recherche-développement. En termes de poids dans le total des crédits liquidés, ils représentent la fonction la plus importante avec 28,81% des dépenses totales.

### 3.1.3.2. Défense

Le poids des dépenses liées à la défense dans le total des crédits liquidés représente **17,97**%. Leur taux d'exécution au 31 mars 2019 par rapport aux prévisions s'élève à **19,46**%.

## 3.1.3.3. Ordre et sécurité publics

Avec un taux d'exécution de **13,66**% à la fin du premier trimestre, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat 2019 et exécutés au titre de l'ordre et de la sécurité publics concernent principalement les services de police, les dépenses des tribunaux et les autres fonctions d'ordre et de sécurité publics non classés ailleurs. Ils représentent **6,58**% des crédits liquidés au 31 mars 2019.

## 3.1.3.4. Affaires économiques

Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2019 au titre des affaires économiques ont été exécutés au 31 mars 2019 à hauteur de 3,20%, soit 6,74% du total des crédits liquidés à cette date.

Les postes de dépenses les plus importants sont l'Agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse (43,02%), les combustibles et énergie (20,94%) et la communications (7,97%).

# 3.1.3.5. Protection de l'environnement, logement et équipements collectifs, loisirs, culture et culte

Les poids des dépenses liées à la protection de l'environnement, au logement et aux équipements collectifs ainsi qu'aux loisirs, à la culture et au culte sont les plus faibles (respectivement 0,38%, 0,37% et 1,36% du total des crédits liquidés). Quant à leurs taux d'exécution par rapport aux prévisions, ils s'élèvent respectivement à 2,14%, 1,33% et 19,68%.

### 3.1.3.6. Santé

Les dépenses de la fonction « santé » représentent 5% du total des crédits liquidés au 31 mars 2019. Elles enregistrent un taux d'exécution de 12,25%, sur lesquelles 41,61% l'ont été pour des services de santé non classés ailleurs, 27,87% pour les services de santé publique et 22,34% pour des services hospitaliers.

## 3.1.3.7. Enseignement

Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2019 au titre de l'enseignement ont été exécutés au 31 mars 2019 à hauteur de **21,16**%, soit **26,38**% des crédits liquidés à cette date. Les groupes de dépenses les plus importants sont l'enseignement préélémentaire et primaire (**62,04**%), l'enseignement secondaire (**21,19**%) et l'enseignement supérieur (**12,63**%).

## 3.1.3.8. Protection sociale

Avec un taux d'exécution de **17,01**% des prévisions à la fin du premier trimestre, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat 2019 et exécutés au titre de la protection sociale ne représentent que **6,41**% du total des crédits liquidés. Ils concernent principalement la prise en charge de la vieillesse (**88,59**%).

Le graphique 5, ci-dessous, fournit une représentation schématique de l'exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.

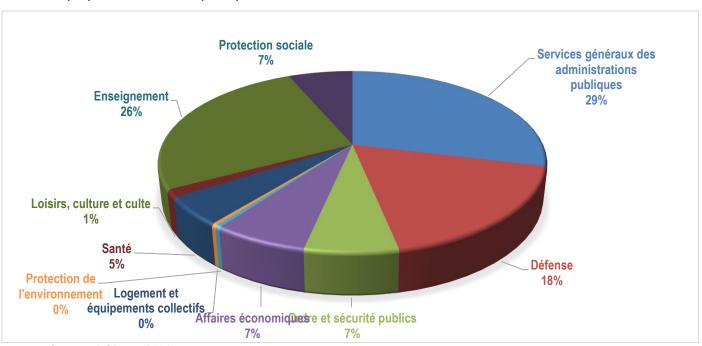
■ PREVISIONS LFI 2019 CP ■ REALISATIONS LFI AU 31/03/2018 CREDITS LIQUIDES 630,000 560,000 490,000 420.000 350,000 280,000 210,000 140,000 70,000 0,000 Logement et Services Défense Ordre et sécurité Affaires Protection de Santé Loisirs, culture et Enseignement Protection sociale généraux des publics économiques l'environnement équipements culte administrations collectifs publiques

Graphique 5. Exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.

Source : DGB, avril 2019.

Il en ressort que la division « services généraux des administrations publiques » présente le taux d'exécution le plus élevé. Par ailleurs, malgré leurs poids relativement faibles dans les prévisions, les divisions « protection sociale » et « ordre et sécurité publics » présentent des taux d'exécution parmi les plus élevés.

Le graphique 6, quant à lui, présente la part de chacune des grandes divisions de fonction dans le montant total des crédits liquidés au 31 décembre 2018.



Graphique 6. Poids des CP liquidés par fonction en %.

Source : DGB, avril 2019.

La lecture du graphique 6 fait apparaître le fait que les divisions « services généraux des administrations publiques », « enseignement », « affaires économiques » et « défense », sont les plus importantes en termes de poids dans le montant total des crédits liquidés au quatrième trimestre 2018.

## 3.2.CHARGES DE TRESORERIE

Pour l'exercice budgétaire 2019, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **348,583 milliards de FCFA**, contre **345,161 milliards de FCFA** dans la loi de finances de 2018, soit une hausse de **3,422 milliards de FCFA**.

De manière globale, elles ont été exécutées à hauteur de **76,813 milliards de FCFA**, soit **22,02%** des prévisions.

La situation d'exécution des charges de trésorerie au 31 mars 2019 est présentée dans le tableau 20.

Tableau 21. Situation d'exécution des charges de trésorerie au 31 mars 2019.

CHARGES	PREVISIONS LFI 2019 (en milliards de FCFA) (1)	REALISATIONS AU 31/03/2019 (en milliards de FCFA) (2)	ECART (en milliards de FCFA) (3) = (2) - (1)	TAUX D'EXECUTION en % (4) = [(2)/ (1)]*100
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	254,429	67,522	-186,907	26,54%
Principal dette intérieure	142,372	57,547	-84,825	40,42%
Principal dette extérieure	112,057	9,975	-102,082	8,90%
Retraits sur les comptes des correspondants	94,369	9,291	-85,078	9,85%
Prêts et avances	-	-	-	
Total charges de trésorerie	348,798	76,813	-271,985	22,02%

Source: DNTCP, avril 2019.

Les remboursements des produits des emprunts à court, moyen et long terme se chiffrent à 67,522 milliards de FCFA dont 57,547 milliards de FCFA de principal de la dette intérieure et 9,975 milliards de FCFA de dette extérieure, soit un taux de réalisation de 26,54% par rapport aux prévisions annuelles. Ils représentent 87,90% des charges de trésorerie.

En ce qui concerne les retraits sur les comptes des correspondants, ils ont été réalisés à hauteur de **9,291 milliards de FCFA**. Ce montant est composé essentiellement des dépenses effectuées par l'Office Malien de l'Habitat (OMH), l'Agence pour la Promotion Touristique au Mali (APTM), le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA), la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM) et autres correspondants.

# IV. CONCLUSION

L'exécution de la loi de finance 2019 au premier trimestre, fait ressortir des réalisations de recettes budgétaires de 413,111 milliards de FCFA, soit 20,42% des prévisions et, de charges budgétaires de 333,091 milliards de FCFA, soit 13,82% des prévisions.

Quant aux charges de trésorerie, elles ont été exécutées à hauteur de **76,813 milliards de FCFA**, soit **22,02**% des prévisions tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à hauteur de **50,655 milliards de FCFA**, soit **13,39**% des prévisions.

L'analyse des réalisations de ressources fait ressortir une proportion des recettes budgétaires de 89,08%, tandis que les ressources de trésorerie représentent 10,92% des ressources réalisées. L'effort de réalisation des ressources par les services d'assiettes et de recouvrement représente 91,80% des ressources totales (recettes budgétaires et ressources de trésorerie).

Classées par nature économique, les charges de personnel représentent **38,26**% des liquidations, les transferts et subventions **17,34**% et des dépenses d'acquisition de biens et services **25,48**% et les dépenses en capital **17,85**%.

Environ 14,12% des liquidations ont été effectuées au niveau des Etablissements publics et 29,11% au niveau déconcentré, où les dépenses en capital et celle de personnel et d'acquisition de biens et services sont les plus importantes.

L'analyse de la situation d'exécution par type de programmes et dotations budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, révèle que **57,73**% des dépenses liquidées l'ont été au compte des programmes opérationnels, **24,58**% au compte des programmes de pilotage, **7,07**% pour les programmes des comptes spéciaux du Trésor, **0,44**% pour ceux des budgets annexes et **10,18**% au compte des dotations.

Suivant la classification fonctionnelle des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, les services généraux des administrations publiques représentent **28,81%** des crédits liquidés, la défense, l'ordre et la sécurité publics **24,55%**, l'enseignement **26,38%** et les affaires économiques **6,74%**.

Les taux d'exécution les plus importants par rapport aux prévisions ont été enregistrés au niveau des fonctions « enseignement » avec 21,16%, « loisirs, culture et culte » avec 19,68%, « défense » avec 19,46%, « protection sociale » avec 17,01%, « services généraux des administrations publiques » avec 14,82%, « ordre et sécurité publics » avec 13,66% et la « santé » avec 12,25%.

L'exécution du budget au cours du premier trimestre 2019 a été marqué par une prudence qui a permis d'adapter le rythme de paiement des dépenses à celui des recouvrements de recettes, afin de juguler les tensions de trésorerie.

# **ANNEXE 1:**

# SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES PAR CLASSIFICATION PROGRAMMATIQUE ET ECONOMIQUE AU 31 MARS 2019.

Sans le financement extérieur du BSI<sup>1</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutées suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

2019

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT : DEPENSES**

Situation d'exécution des crédits budgétaires par type programme et titre au 31/03/2019

Lype	e programme	Autorisations -	Crédits de paiement							
	Titre	d'engagement	Dotations		Notifications	Engagemo	ents	Liquidation	ns	
0	Dotation									
2	Personnel	0	107 643	866	2 036 8	76 2 036	876	588	901	
3	Biens et services	0	208 084	685	31 718 6	73 23 890	395	23 348	841	
4	Transferts et subventions	0	53 716	805	9 016 6	59 4 334	062	3 713	928	
5	Investissement	212 087 571	131 434	569	5 920 9	3 3 3 6 7	068	2 977	978	
ТОТА	L	212 087 571	500 879	925	48 693 1	65 33 628	401	30 629	648	
1	Programme de pilotage									
2	Personnel	0	171 456	893	117 562 6	20 114 866	784	33 032	810	
3	Biens et services	0	142 706	956	78 835 5	74 32 401	720	27 526	261	
4	Transferts et subventions	0	78 581	466	42 896 1	55 8 208	307	4 875	147	
5	Investissement	137 628 362	173 451	079	32 075 1	14 17 291	021	8 528	515	
ТОТА	L	137 628 362	566 196	394	271 369 4	63 172 767	832	73 962	735	
2	Programme opérationnel									
2	Personnel	0	303 281	241	231 941 1	21 179 881	601	93 258	946	
3	Biens et services	0	108 520	990	57 145 4	59 19 472	132	14 832	515	
4	Transferts et subventions	0	174 894	457	111 847 6	86 73 272	275	48 852	465	
5	Investissement	448 904 428	630 040	058	65 692 5	90 18 651	392	16 766	526	
ТОТА	L	448 904 428	1 216 736	746	466 626 8	66 291 277	400	173 710	453	
3	Programme des comptes speciaux du	tresor								
2	Personnel	0	430	000	60 0	00 30	667	24	092	
3	Biens et services	0	66 097	692	64 860 1	92 21 262	580	21 244	487	
4	Transferts et subventions	0	608	250	250 0	00	0		C	
5	Investissement	51 592 770	51 592	770	45 0	00	0		C	
ТОТА	L	51 592 770	118 728	712	65 215 1	92 21 293	247	21 268	578	
4	Programme des budgets annexes									
2	Personnel	0	2 004	000	1 002 0	00 654	944	521	054	
3	Biens et services	0	2 471	040	1 221 8	75 497	478	481	042	
4	Transferts et subventions	0	823	000	411 5	00 307	780	307	780	
5	Investissement	2 559 938	2 559	938	1 303 8	20	0		C	
ТОТА	L	2 559 938	7 857	978	3 939 1	94 1 460	202	1 309	876	
TOTA	L DU BUDGET GENERAL	852 773 069	2 410 399	755	855 843 8	80 520 42°	7 082	300 881	201	

# **ANNEXE 2:**

# SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES PAR BUDGET ET PAR PROGRAMME OU DOTATION AU 31 MARS 2019.

Sans le financement extérieur du BSI<sup>1</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutées suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

Un peuple - un But - une Foi

# BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

# Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/03/2019

Groupe	e de fonction	Autorisation	asC	rédits de paie	ment	
	Titre de dépense	d'engageme	nt Dotations	Notification	s Engagements I	iquidations
110 A	SSEMBLEE NATIONALE					
0.001	Assemblée Nationale	1 507 529	15 808 46	5 9 117 1	62 9 077 928	7 629 953
TOTAL	,	1 507 529	15 808 46	5 9 117 1	62 9 077 928	7 629 953
120 Pl	RESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
1.001	Formulation et coordination de l'action présidentielle	427 500	6 754 71	6 2 972 7	2 150 839	1 562 013
1.002	Administration générale	200 140	6 852 29	2 4 482 4	3 080 962	2 206 426
2.001	Sécurité et défense	190 000	655 74	6 211 2	106 381	106 381
TOTAL	,	817 640	14 262 75	4 7 666 4	5 5 3 3 1 8 2	3 874 820
130 Pl	RIMATURE					
1.003	Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	95 000	6 026 32	1 4 042 1	23 2 356 015	1 348 328
1.004	Administration générale et contrôle	475 000	5 632 96	2 326 0	911 776	371 338
2.002	Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	190 000	495 75	0 199 5	139 037	69 188
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	0		0	0 0	0
TOTAL	,	2 850 417	12 155 03	5 6 567 7	778 3 406 828	1 788 854
131 D	ELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
2.003	Participation à la gestion des élections	14 363	503 06	389 9	77 174 111	137 568
TOTAL	,	14 363	503 06	389 9	777 174 111	137 568
140 C	OUR CONSTITUTIONNELLE					
2.004	Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	78 243	842 35	0 524 3	388 663	234 630
TOTAL		78 243	842 35	524 3	388 663	234 630
150 C	OUR SUPREME					
2.005	Cour Suprême	394 000	2 211 09	7 1 205 9	896 132	425 156
TOTAL		394 000	2 211 09	7 1 205 9	896 132	425 156
155 H	AUTE COUR DE JUSTICE					
2.056	Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	897 67	541 0	260 941	160 954
TOTAL	,	0	897 67	0 541 0	260 941	160 954
160 C	ONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
2.006	Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	131 177	1 155 26	694 6	578 068	371 550
TOTAL		131 177	1 155 26	694 6	578 068	371 550
170 H	AUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORI	ALES				
2.007	Représentation et Promotion des Collectivités	285 000	1 932 31	3 1 155 3	817 026	320 017
TOTAL	,	285 000	1 932 31	3 1 155 3	852 817 026	320 017

# BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/03/2019

Group	e de fonction	Autoris	ation	s	Cr	édits de paie	ment	-	
	Titre de dépense	d'engag	gemei	nt Dotation	S	-	s Engagemen		iquidations
									1
	IINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE I						50 10.740	744	11 01 6 017
1.006	Administration Générale	7 637		39 504		30 486 6			11 216 017
2.008	Politique Exterieure et Coopération Internationale		0	1 854		1 442 5			102 794
2.009	Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux		0	105	721	77 8	38 63 9	951	27 864
TOTAL	4	7 637	200	41 464	606	32 007 0	49 21 196	290	11 346 675
185 M	IINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET D	E L'INTE	GRA7	TION AFRI	CAI	NE			
1.007	Administration Générale	38	000	854	624	477 0	73 275	399	177 412
2.010	Intégration Africaine		0	374	575	249 8	15 112	390	35 808
2.011	Gestion des Maliens de l'Extérieur	351	500	728	886	185 7	33 116	977	60 655
TOTAL	•	389	500	1 958	085	912 6	21 504	766	273 875
190 B	UREAU DU VERIFICATEUR GENERAL								
2.012	Bureau du Vérificateur Général	142	500	3 447	841	2 445 5	86 2 374	336	2 374 336
TOTAL		142	500	3 447	841	2 445 5	86 2 374	336	2 374 336
192 M	IEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE								
2.013	Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	28	500	1 004	978	609 9	00 609	900	477 986
TOTAL	•	28	500	1 004	978	609 9	00 609	900	477 986
195 C	OMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MED	IAS D'ETA	<b>A</b> T						
2.014	Egal accès aux medias d'Etat	15	000	143	660	85 2	30 39	750	27 577
TOTAL	•	15	000	143	660	85 2	30 39	750	27 577
210 M	IINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS CO	MBATTA	NTS						
1.008	Administration Générale	56 439	337	241 973	617	129 724 4	83 108 376	414	44 015 583
2.015	Gestion des Opérations Militaires	29 066	332	37 189	218	14 259 0	97 11 731	264	10 066 435
2.016	Inspection des Armées	15	000	324	406	154 0	93 146	967	116 920
2.017	Formation	45	350	770	673	363 2	89 272	660	220 534
2.018	Gestion des Transmissions	48	402	366	267	174 4	77 75	753	56 567
TOTAL		95 253	292	280 624	181	144 675 4	38 120 603	058	54 476 039
220 M	IINISTERE DE LA JUSTICE								
1.009	Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 856	300	6 152	205	3 122 1	94 2 494	656	647 756
2.019	Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	118	261	9 533	434	6 216 8	5 693	531	2 089 748
2.020	Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	2 378	516	9 742	090	1 988 9	72 1 300	424	578 614
TOTAL	•	4 193	077	25 427	729	11 328 0	10 9 488	611	3 316 119
223 O	FFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHI	SSEMEN	r ill	ICITE					
2.094	Lutte contre l'Enrichissement Illicite	190	000	1 601	682	1 092 7	67 1 092	767	1 092 767
TOTAL		190	000	1 601	682	1 092 7	67 1 092	767	1 092 767
225 M	IINISTERE DES DROITS DE L'HOMME								
1.041	Administration Générale		0		0		0	0	0
TOTAL	4		0		0		0	0	0

Un peuple - un But - une Foi

# BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

22/05/2019 18:23:05 (en milliers de francs CFA)

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/03/2019

Group	e de fonction	Autoris	ation	S	Cr	édits de paiem	ent	
	Titre de dépense	d'engag	gemen	it Dotation	s	Notifications	EngagementsI	iquidations
226 C	OMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOM	IME						
2.097	Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47	500	617	150	369 125	345 375	345 375
TOTAL	4	47	500	617	150	369 125	345 375	345 375
	IINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECT	ION CIVI	LE					
1.010	Administration Générale	6 384	742	15 091	313	7 136 678	3 1 155 190	1 026 454
2.021	Ordre et Sécurité	3 079	747	61 674	306	29 341 432	2 26 721 080	9 190 233
2.022	Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 789	937	13 510	381	4 904 000	4 361 843	1 675 389
TOTAL		15 254	426	90 276	000	41 382 110	32 238 113	11 892 076
235 SI	ECURITE D'ETAT							
0.002	Securite d'Etat	11 500	000	9 686	737	4 974 864	4 3 113 212	3 113 212
TOTAL		11 500	000	9 686	737	4 974 864	4 3 113 212	3 113 212
	IINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES							
1.011	Administration Générale	24 440	000	39 004	147	7 517 088	8 2 957 939	1 648 000
2.023	Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	4 945	054	10 271	464	3 965 300	1 512 389	588 128
2.024	Recouvrement des Recettes Fiscales	1 149	535	14 465	270	9 066 827	6 821 171	1 995 630
2.025	Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	847	775	6 694	131	3 906 980	2 491 279	782 872
2.026	Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	1 199	442	4 941	157	2 860 444	2 015 546	593 415
2.027	Gestion de la Dette Publique	332	500	785	974	247 942	2 131 093	47 644
2.028	Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	5 352	439	6 927	988			341 310
2.029	Gestion des Biens de l'Etat	3 420	000	4 359	110	498 504	125 269	28 056
TOTAL		44 971	350	87 449	241	29 846 351	1 16 835 738	6 025 055
311 C	ELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFO	)RMATI(	ONS F	INANCIER	ES			
2.044	Assistance au traitement à la gestion de l'information financière		0	986	925	593 463	3 354 705	211 323
TOTAL			0	986	925	593 463	3 354 705	211 323
312 A	UTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBL	ICS/DEL	EGAT	IONS SER	VICI	ES PUBLICS (A	RMDS)	
2.068	Régulation de la commande publique		0	443	390	227 695	5 0	0
TOTAL			0	443	390	227 695	5 0	0
	IINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PU							
1.012	Administration Générale		750	2 324				191 242
2.030	Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat		700		564			88 284
2.031	Amélioration du Cadre législatif du Travail	28	207	702	083	488 206	5 415 143	177 393
TOTAL		1 294	657	3 948	267	1 851 539	9 1 157 537	456 919

Un peuple - un But - une Foi

# BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

# Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/03/2019

Group	e de fonction	Autorisa	ntions-		-Cr	édits de paier	nent			
	Titre de dépense	d'engage	ement	Dotations	6	Notification:			iquidati	ions
323 M	IINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET D	E LA CONS	STRUC	CTION CI	гоч	ENNE				
1.013	Administration Générale	121		2 096		1 156 1	76 658	579	353	640
2.033	Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de	444	969	8 274	395	714 30	58 224	849	141	882
2.034	l'Emploi Formation Professionnelle	967	575	2 101	518	641 0	77 338	765	212	801
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	330		2 612		780 96		763		426
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	116 :	500	2 047	476	1 123 33	398	817	393	473
ГОТАL		1 981	492	17 132	391	4 415 92	25 2 311	773	1 309	222
328 M	IINISTERE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRA	TION ET DI	E LA T	RANSPA	REN	CE DE LA VI	E PUBLIQU	JE		
1.044	Administration Générale et Contrôle	48 (	086	1 236	305	720 89	98 328	758	86	741
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	285	000	530	729	169 43	37 97	692	28	401
ГОТАL		333	086	1 767	034	890 33	34 426	450	115	142
330 M	IINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIA	LE ET DE	LA DI	ECENTRA	LIS	ATION				
1.014	Administration Générale et Contrôle	114 (	000	3 870	792	2 138 03	30 1 098	649	643	436
2.036	Administration du Territoire	16 290	985	43 270	152	18 636 78	35 7 431	052	4 102	366
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	332	500	526	067	120 78	31 25	089	11	417
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	21 704	199	25 148	460	10 157 53	39 5 605	494	5 445	493
2.064	Développement Régional et Local	191 (	000	1 801	000	1 132 09	99 415	984	331	560
ΓΟΤΑL	1	38 632	684	74 616	471	32 185 23	34 14 576	268	10 534	272
334 A	UTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTER	RE PERSON	INEL							
2.095	Protection des Données à Caractère personnel	211	380	873	797	445 24	17 379	057	350	819
ГОТАL		211	380	873	797	445 24	<b>1</b> 7 379	057	350	819
335 M	IINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIAL	ES								
1.036	Administration Générale		0		0		0	0		0
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales		0		0		0	0		0
ГОТАL			0		0		0	0		0
340 M	IINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU	CULTE								
1.015	Administration Générale	48	108	859	658	401 80	07 295	578	195	840
2.039	Religion et Culte	47	500	160	239	79 72	20 31	210	28	271
ГОТАL		95	608	1 019	897	481 52	26 326	788	224	111
341 M	IINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PA	AIX ET DE	LA RE	CONCIL	IATI	ON NATION	ALE			
1.016	Administration Générale		0	921	563	467 13	52 202	560	124	585
2.040	Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale		0	2 193	018	1 001 1	19 725	166	359	441
	4									

# Direction Générale du Budget

# BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

# Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/03/2019

Groupe	e de fonction	Autorisations	sC	rédits de paie	ment	
	Titre de dépense	d'engagemen	t Dotations	Notification	s Engagement	sLiquidations
345 M	IINISTERE DU DEVELOPPEMENT LOCAL					
1.043	Administration Générale	0		0	0	0 0
2.064	Développement Régional et Local	0		0	0	0 0
TOTAL		0		0	0	0 0
380 M	INISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRI	ENCE				
1.032	Administration Générale	38 000	1 220 42	4 751 3	32 303 17	5 92 176
2.083	Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	1 757 544	5 866 14	7 1 935 5	82 687 89	6 238 067
TOTAL	,	1 795 544	7 086 57	2 686 9	15 991 07	1 330 243
400 M	INISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHEF	RCHE SCIENTII	FIQUE			
1.005	Administration Générale	2 616 620	7 237 93	8 3 007 9	93 1 506 59	1 275 112
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	1 456 918	13 592 86	8 064 5	30 6 313 02	9 3 571 476
TOTAL	,	4 073 538	20 830 80	5 11 072 5	22 7 819 62	0 3 846 588
410 M	INISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
1.017	Administration Générale	1 388 954	37 292 70	13 737 8	36 9 433 93	6 2 091 072
1.018	Administration Générale	0		0	0	0 0
2.041	Développement de l'Education de Base	8 785 491	176 564 57	6 131 134 2	81 82 361 45	6 54 071 231
2.042	Développement de l'Enseignement Secondaire Général	6 984 874	19 402 39	10 938 7	93 4 269 84	4 3 292 539
2.043	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	22 267 891	53 736 62			4 8 768 700
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	7 755 282	65 471 75	35 933 5	07 18 794 14	7 9 421 255
TOTAL		47 182 492	352 468 04	9 223 157 2	80 124 740 95	7 77 644 796
412 M	INISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHEF	RCHE SCIENTII	FIQUE			
1.018	Administration Générale	0		0	0	0 0
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	0		0	0	0 0
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	0	50 00	00	0	0 0
TOTAL		0	50 00	0	0	0 0
510 M	INISTERE DE LA CULTURE					
1.019	Administration Générale	104 500	2 241 51	4 1 315 4	48 825 94	8 269 527
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	632 700	1 343 58	480 0	92 384 98	7 145 343
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	760 000	1 221 78	200 6	31 101 18	4 49 380
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 088 592	3 947 83	1 586 9	82 1 022 48	4 377 178
TOTAL		2 585 792	8 754 72	3 583 1	53 2 334 60	3 841 428
520 M	INISTERE DES SPORTS					
1.020	Administration Générale	389 987	5 018 57	2 585 5	53 2 025 19	3 1 746 700
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	1 014 583	2 148 26			9 533 099
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	12 307	665 39	230 3	36 61 53	5 26 612
TOTAL		1 416 877	7 832 22	3 682 9	96 2 777 65	7 2 306 411

Un peuple - un But - une Foi

# BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

# Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/03/2019

Group	e de fonction Titre de dépense	Autorisati <del>on</del> d'engagemen	s it Dotations	-Cr	édits de paieme	ent Engagements L	iquidations
525 M	IINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRU					8.8	•
1.038	Administration Générale	0		0	0	0	0
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	0	- 3	147	0	0	0
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	0		0	0	0	0
TOTAL	<u>.</u>	0	- 3	147	0	0	0
610 M	IINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBI	LIQUE					
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	4 945 594	23 132	782	7 145 962	3 402 731	518 253
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	3 675 118	34 381	701	20 872 645	15 611 401	8 648 511
2.055	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de	6 412	3 530	752	1 757 532	4 895	2 170
2.057	santé et participation Soins Hospitaliers et Recherche	16 876 588	41 802	627	15 682 457	10 931 305	3 788 109
TOTAL		27 043 712	102 847	862	45 458 596	29 950 332	12 957 043
614 H	IAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA						
2.058	Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 437	883	1 182 738	992 182	799 883
TOTAL	_	0	2 437	883	1 182 738	992 182	799 883
640 M	IINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DI	E L'ENFANT &	DE LA FAN	MILI	LE		
1.022	Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	534 282	2 107	320	1 017 693	704 127	202 686
2.059	Promotion de la Femme	1 130 994	1 908	668	587 356	378 080	189 303
2.060	Promotion de l'Enfant et de la Famille	598 358	1 284	333	446 928	277 014	125 542
TOTAL		2 263 634	5 300	321	2 051 977	1 359 221	517 532
660 M	MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION	HUMANITAIRI	Ξ				
1.023	Administration Générale	196 868	4 168	010	1 521 333	1 123 957	141 258
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	406 600	2 466	582	1 214 559	352 151	148 240
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	231 063	25 222	513	19 548 837	18 828 591	17 957 203
2.063	Lutte Contre la Pauvreté	612 750	1 141	028	520 876	284 276	236 970
TOTAL	_	1 447 281	32 998	133	22 805 605	20 588 975	18 483 671
700 M	IINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQU	JIPEMENT					
1.024	Administration Générale	798 000	2 258	627	1 215 762	628 551	380 014
2.065	Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	139 418 666	138 377	402	7 601 963	928 964	301 042
TOTAL	,	140 216 666	140 636	029	8 817 724	1 557 515	681 056

# BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

# Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/03/2019

Group	e de fonction	Autorisati	<del>on</del> s	Cr	édits de pai	iem	ent		
	Titre de dépense	d'engagen	nent Dotations	S	Notification	ns	Engagements	Liquidat	tions
714 M	IINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSA				PEMENT D	UR	ABLE		
1.025	Administration Générale	247 00						135	5 072
2.069	Amélioration du Cadre de Vie des Populations	3 807 88	7 5 259	941	1 522	777	750 625	294	1 843
2.070	Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	9 582 50	0 4 240	402	166	594	94 579	34	167
2.071	Protection et Conservation de la Nature	6 872 92	2 8 120	608	2 010	493	1 768 495	603	3 193
2.072	Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	603 25	0 3 102	488	229	465	111 941	41	140
TOTAL		21 113 55	9 22 177	012	4 705	407	3 068 198	1 108	3 416
720 M	MNISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU								
1.026	Administration Générale	332 50	0 31 391	018	30 715	411	413 915	134	4 648
2.073	Développement des Ressources Energétiques	4 257 30	3 38 719	499	6 897	320	4 453 398	4 092	2 522
2.074	Développement des Ressources en Eau	17 422 10	0 103 836	533	1 832	216	1 165 164	540	763
TOTAL		22 011 90	3 173 947	050	39 444	947	6 032 477	4 767	933
726 M	MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE								
1.027	Administration Générale	105 48	7 1 651	619	867	964	492 644	252	2 570
2.075	Développement des ressources minérales	1 884 79	5 2 600	303	708	463	448 047	179	096
TOTAL		1 990 28	2 4 251	922	1 576	427	940 691	431	666
730 M	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET D	E LA COMMU	NICATION						
1.028	Administration Générale	14 72	5 1 072	467	629	656	385 504	232	2 532
2.076	Medias et Communication Publics	1 501 00	0 7 620	275	4 309	870	1 720 122	608	601
2.077	Poste et Nouvelles Technologies	503 50	0 2 355	724	1 333	820	452 395	171	040
TOTAL		2 019 22	5 11 048	466	6 273	346	2 558 021	1 012	2 173
732 H	IAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION								
2.096	Régulation de la Communication	475 00	0 1 546	106	996	441	545 381	350	178
TOTAL		475 00	0 1 546	106	996	441	545 381	350	178
740 M	IINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISMI	E							
1.029	Administration Générale	2 169 80	0 4 198	970	1 636	935	990 014	311	570
2.078	Gestion Cadastrale et Foncière	2 37	5 3 222	346	1 393	389	922 046	332	990
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	7 229 45	9 8 583	866	5 781	711	914 259	270	804
TOTAL		9 401 63	4 16 005	182	8 812	035	2 826 319	915	364
750 M	IINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT	DU TERRITOI	RE						
1.031	Administration Générale et Contrôle	3 052 65	0 3 799	371	1 403	272	1 125 234	124	1 914
2.080	Population	332 50	0 5 499	785	168	186	93 982	25	5 5 4 9
2.081	Aménagement du Territoire	427 50	0 553	548	91	104	78 169	28	3 932
2.082	Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	1 472 50	0 3 502	560	1 010	684	390 885	276	5 086
TOTAL		5 285 15	0 13 355	264	2 673	245	1 688 270	455	481

Un peuple - un But - une Foi

# BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

# Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/03/2019

Group	e de fonction	Autorisa	tiens		-Cr	édits de paie	nent			
	Titre de dépense	d'engage	ement	t Dotations	S	Notification			.iquidat	ions
770 N	MINISTERE DES TRANSPORTS									
1.042	Administration Générale		0	511	760	262 4	56 131	928	72	91
2.066	Développement et sécurisation des transports	5 185	759	5 166	611	1 677 2	48 1 370	208	858	43
ГОТАІ		5 185	759	5 678	371	1 939 7	13 1 502	136	931	35
	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	2 102		2 070	3/1	1,0,7	15 1502			
1.039	Administration Générale		0		0		0	0		(
2.084	Développement du secteur industriel		0	4	179	4 1	79	0		
ГОТАІ			0	4	179	4 1	70	0		
	_ MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL E	T DE LA PI								
1.033	Administration Générale	142 5		1 348		586 0		959	129	620
2.084	Développement du secteur industriel	544 8		1 834		956 9		118		926
2.085	Appui au développement du secteur privé	558		1 554		379 8		291		525
2.086	Promotion et Développement de la Micro-finance	47 5			659	72 5		561		690
ГОТАІ	•	1 292 9	046	4 914	560	1 995 4	)	929	401	77
	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	1 2/2	740	7/17	300	1 773 4	20 333	727		
1.034	Administration Générale	6 710 (	000	36 373	419	2 981 7	53 1 640	251	692	944
2.087	Appui au Monde Rural	4 600 2	236	34 531	132	4 458 0	51 3 821	073	1 442	279
2.088	Aménagement et Equipement Rural	38 783 9	914	56 254	311	5 455 4	28 4 186	557	2 755	61:
2.089	Recherche et Formation	617 5		7 038	763	63 0		398		959
ГОТАІ	·	50 711	650	134 197	625	12 958 2	95 9 665	279	4 893	79
	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE									
1.037	Administration Générale	2 233 (	000	19 800	936	699 9	00 319	527	206	531
2.090	Développement des Productions et Industries Animales	7 242 6	664	5 144	893	1 164 7	91 885	086	251	281
2.091	Développement des Productions Halieutiques et	1 354 2	269	4 216	393	763 6	05 603	855	184	187
2.092	Aquacoles Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	499 4	149	2 283	064	1 325 3	37 1 165	305	310	153
FOTAI		10 741 3	382	31 445	286	3 953 6	34 2 973	774	952	152
	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE Sécurité Alimentaire	10 424 (	010	7 752	020	092 4	12 202	290	60	21/
2.093	Securite Annientaire	10 434 (	510	1 132	020	983 4	+3 202	380	00	214
ГОТАІ		10 434 (	010	7 752	828	983 4	43 202	380	68	214
	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME									
1.040	Administration Générale	50 (		760		417 7		538		803
2.050	Promotion du Secteur de l'Artisanat	2 439 5		2 323		490 7		125		931
2.051	Promotion du Secteur du Tourisme	113	116	459	506	212 9	58 58	624	64	033
ГОТАІ		2 602 6	662	3 543	421	1 121 4	32 727	287	328	77.
990 C	CHARGES COMMUNES	<u></u>				<u> </u>	<u></u>			
0.003	Provisions pour imprévus	214 885 9	935	374 328		28 693 3			17 316	
0.004	Dette		0	101 056	000	5 907 8	20 2 570	386	2 570	386
ГОТАІ		199 080 (	042	475 384	723	34 601 1	39 21 437	261	19 886	484

Direction Générale du Budget

République du Mali

2019

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT : DEPENSES**

22/05/2019 18:23:05 (en milliers de francs CFA)

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/03/2019

Groupe de fonction	Autorisati <del>on</del> s	Crédits de paiement	
Titre de dépense	d'engagement Dotation	s Notifications EngagementsLiquidation	ons
TOTAL DU BUDGET GENERAL	798 620 361 2 283 864	097 786 689 493 497 673 633 278 302	2 836

# **ANNEXE 3:**

# SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES PAR CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE AU 31 MARS 2019.

Sans le financement extérieur du BSI<sup>1</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutées suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/03/2019

	Autorisations	Crédits de paiement					
Type budget/Section	d'engagement	•					
Titre de dépense		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations		
1 BUDGET GENERAL							
110 ASSEMBLEE NATIONALE							
Personnel	0	2 448 000	1 958 400	1 958 400	510 425		
Biens et services	0	10 355 946	5 641 502	5 602 268	5 602 268		
Transferts et subventions	0	1 496 990	763 495	763 495	763 495		
Investissement	1 507 529	1 507 529	753 765	753 765	753 765		
Total	1 507 529	15 808 465	9 117 162	9 077 928	7 629 953		
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQU	E						
Personnel	0	1 688 805	1 219 395	1 219 395	420 232		
Biens et services	0	10 947 709	5 736 855	3 867 718	3 304 532		
Transferts et subventions	0	808 600	440 775	251 069	150 056		
Investissement	817 640	817 640	269 430	0	0		
Total	817 640	14 262 754	7 666 455	5 338 182	3 874 820		
130 PRIMATURE							
Personnel	0	1 455 649	1 164 519	1 164 519	414 295		
Biens et services	0	5 692 725	3 882 277	1 390 336	1 097 982		
Transferts et subventions	0	2 156 244	1 272 407	847 673	272 277		
Investissement	760 000	2 850 417	248 575	4 301	4 301		
Total	2 850 417	12 155 035	6 567 778	3 406 828	1 788 854		
131 DELEGATION GENERALE AUX E	LECTIONS						
Personnel	0	66 816	53 453	0	14 966		
Biens et services	0	421 883	330 192	169 534	122 601		
Investissement	14 363	14 363	6 333	4 577	0		
Total	14 363	503 062	389 977	174 111	137 568		
140 COUR CONSTITUTIONNELLE							
Personnel	0	230 149	184 119	184 119	71 729		
Biens et services	0	500 746	283 304	159 717	153 344		
Transferts et subventions	0	33 212	16 606	9 557	9 557		
Investissement	78 243	78 243	40 290	35 270	0		
Total	78 243	842 350	524 319	388 663	234 630		
150 COUR SUPREME		070 401	502 505	502 505	205 200		
Personnel	0	878 481	702 785	702 785	285 298		
Biens et services	0	858 616	432 125	139 361	123 436		
Transferts et subventions	0	80 000	64 000	53 692	16 423		
Investissement	394 000	394 000	7 000	295	0		
Total	394 000	2 211 097	1 205 910	896 132	425 156		
155 HAUTE COUR DE JUSTICE	^	225.000	100.000	101 000	#0.01 <b>=</b>		
Personnel	0	235 000	188 000	121 229	59 017		
Biens et services	0	108 250	75 800	8 598	7 690		
Transferts et subventions	0	554 420	277 210	131 113	94 247		
Total	0	897 670	541 010	260 941	160 954		

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/03/2019

Type budget/Section	Autorisations	Crédits de paiement					
Titre de dépense	d'engagement	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations		
1 BUDGET GENERAL							
160 CONSEIL ECONOMIQUE SO	CIAL ET CULTUREL						
Personnel	0	311 383	249 106	249 106	76 798		
Biens et services	0	681 828	364 200	299 925	277 376		
Transferts et subventions	0	30 875	15 438	15 376	15 376		
Investissement	131 177	131 177	65 885	13 660	2 000		
Total	131 177	1 155 263	694 628	578 068	371 550		
170 HAUT CONSEIL DES COLLI	ECTIVITES TERRITOR	RIALES					
Personnel	0	757 101	605 681	605 681	170 757		
Biens et services	0	783 337	448 734	208 070	145 985		
Transferts et subventions	0	106 875	53 438	3 275	3 275		
Investissement	285 000	285 000	47 500	0	0		
Total	285 000	1 932 313	1 155 352	817 026	320 017		
180 MINISTERE DES AFFAIRES	ETRANGERES ET DE	LA COOPERA	TION INTERNA	TIONALE			
Personnel	0	15 354 320	12 275 065	11 009 526	3 199 315		
Biens et services	0	13 981 730	11 197 793	4 684 831	4 458 175		
Transferts et subventions	0	4 978 356	3 621 512	3 160 845	1 349 765		
Investissement	7 637 200	7 150 200	4 912 679	2 341 087	2 339 420		
Total	7 637 200	41 464 606	32 007 049	21 196 290	11 346 675		
185 MINISTERE DES MALIENS	DE L'EXTERIEUR ET	DE L'INTEGRA	TION AFRICAL	NE			
Personnel	0	327 879	262 303	262 303	85 769		
Biens et services	0	929 268	470 643	183 902	131 882		
Transferts et subventions	0	261 438	156 675	58 561	56 224		
Investissement	389 500	439 500	23 000	0	0		
Total	389 500	1 958 085	912 621	504 766	273 875		
190 BUREAU DU VERIFICATEU	R GENERAL						
Personnel	0	2 382 000	1 905 600	1 905 600	1 905 600		
Biens et services	0	893 341	444 736	444 736	444 736		
Transferts et subventions	0	30 000	24 000	24 000	24 000		
Investissement	142 500	142 500	71 250	0	0		
Total	142 500	3 447 841	2 445 586	2 374 336	2 374 336		
192 MEDIATEUR DE LA REPUB	LIOUE						
Personnel	0	390 378	263 268	263 268	131 354		
Biens et services	0	100 107	80 086	80 086	80 086		
Transferts et subventions	0	485 993	242 997	242 997	242 997		
Investissement	28 500	28 500	23 550	23 550	23 550		
Total	28 500	1 004 978	609 900	609 900	477 986		
195 COMITE NATIONAL DE L'E	GAL ACCES AUX MEI	DIAS D'ETAT					
Personnel	0	12 980	10 384	10 384	3 235		
		115 680	67 346	24 764	24 342		
Biens et services	()						
Biens et services Investissement	0 15 000	15 000	7 500	4 602	0		

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

#### **BUDGET D'ETAT : DEPENSES** 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/03/2019

Type budget/Section	Autorisations		Crédits de 1	paiement	
Titre de dépense	d'engagement	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
210 MINISTERE DE LA DEFENS	E ET DES ANCIENS C	OMBATTANTS			
Personnel	0	103 708 334	81 154 344	81 154 344	25 067 966
Biens et services	0	68 296 212	35 941 700	15 153 970	13 848 218
Transferts et subventions	0	886 982	442 278	375 333	375 333
Investissement	85 614 421	107 732 653	27 137 116	23 919 411	15 184 523
Total	95 253 292	280 624 181	144 675 438	120 603 058	54 476 039
220 MINISTERE DE LA JUSTICE	E				
Personnel	0	10 166 142	8 145 973	8 005 676	2 404 270
Biens et services	0	5 018 688	2 660 413	1 249 337	749 774
Transferts et subventions	0	942 322	328 559	194 086	160 059
Investissement	4 353 077	9 300 577	193 064	39 511	2 016
Total	4 193 077	25 427 729	11 328 010	9 488 611	3 316 119
223 OFFICE CENTRAL DE LUT	TE CONTRE L'ENRICH	HISSEMENT IL	LICITE		
Personnel	0	864 300	691 440	691 440	691 440
Biens et services	0	547 382	306 327	306 327	306 327
Investissement	190 000	190 000	95 000	95 000	95 000
Total	190 000	1 601 682	1 092 767	1 092 767	1 092 767
225 MINISTERE DES DROITS DE	E L'HOMME				
Personnel	0	0	0	0	0
Biens et services	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0
226 COMMISSION NATIONALE	DES DROITS DE L'HO	OMME			
Personnel	0	250 000	200 000	200 000	200 000
Biens et services	0	319 650	145 375	145 375	145 375
Investissement	47 500	47 500	23 750	0	0
Total	47 500	617 150	369 125	345 375	345 375
230 MINISTERE DE LA SECURI	TE ET DE LA PROTEC	TION CIVILE			
Personnel	0	45 297 221	29 799 284	29 775 284	9 813 006
Biens et services	0	13 422 482	6 063 916	1 850 304	1 506 521
Transferts et subventions	0	1 301 871	599 276	532 287	522 312
Investissement	15 254 426	30 254 426	4 919 634	80 237	50 237
Total	15 254 426	90 276 000	41 382 110	32 238 113	11 892 076
235 SECURITE D'ETAT					
Biens et services	0	8 186 737	4 974 864	3 113 212	3 113 212
Investissement	11 500 000	1 500 000	0	0	O
Total	11 500 000	9 686 737	4 974 864	3 113 212	3 113 212

**Total** 

Un peuple - un But - une Foi

### **BUDGET D'ETAT : DEPENSES** 2019

38 632 684

74 616 471

32 185 234

14 576 268

10 534 272

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/03/2019

22/05/2019 18:10:14 (en milliers de francs CFA)

Autorisations

Type budget/Section	Autorisations	Crédits de paiement					
Titre de dépense	d'engagement	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations		
1 BUDGET GENERAL							
334 AUTORITE PROTECTION	DONNEES A CARACTE	RE PERSONNE	EL				
Personnel	0	177 393	83 601	83 601	55 364		
Biens et services	0	380 524	203 206	203 206	203 20		
Transferts et subventions	0	104 500	52 250	52 250	52 250		
Investissement	211 380	211 380	106 190	40 000	40 000		
Total	211 380	873 797	445 247	379 057	350 819		
335 MINISTERE DES COLLEC	TIVITES TERRITORIAI	LES					
Personnel	0	0	0	0	(		
Biens et services	0	0	0	0	(		
Transferts et subventions	0	0	0	0	(		
Investissement	0	0	0	0	(		
Total	0	0	0	0	(		
340 MINISTERE DES AFFAIRE	S RELIGIEUSES ET DU	CULTE					
Personnel	0	123 323	98 658	88 798	31 560		
Biens et services	0	481 924	167 931	107 828	102 061		
Transferts et subventions	0	319 042	167 133	107 618	85 752		
Investissement	95 608	95 608	47 804	22 544	4 738		
Total	95 608	1 019 897	481 526	326 788	224 111		
341 MINISTERE DE LA COHES	SION SOCIALE DE LA F	PAIX ET DE LA	RECONCILIAT	TION NATIONA	I.E.		
Personnel	0	117 351	93 881	93 881	21 611		
Biens et services	0	651 488	313 657	56 697	51 942		
Transferts et subventions	0	2 345 742	1 060 734	777 148	410 473		
Total	0	3 114 581	1 468 271	927 725	484 020		
345 MINISTERE DU DEVELOP	PEMENT LOCAL						
Personnel	0	0	0	0	(		
Biens et services	0	0	0	0	(		
Transferts et subventions	0	0	0	0	(		
Investissement	0	0	0	0	(		
Total	0	0	0	0	Y		
380 MINISTERE DU COMMER	•						
Personnel	CE ET DE LA CONCURI ()	1 017 806	814 245	814 245	253 924		
Biens et services	0	1 149 349	569 122	63 371	41 249		
	0	323 872	186 259	113 455	35 070		
Transferts et subventions	*						
Investissement	1 795 544	4 595 544	1 117 289	0	220.246		
Total	1 795 544	7 086 571	2 686 915	991 071	330 243		
400 MINISTERE DE L'INNOVA			•				
Personnel	0	2 627 443	1 943 881	1 381 363	193 700		
Biens et services	0	1 708 321	921 335	104 360	81 412		
Transferts et subventions	0	10 992 503	7 956 086	6 322 745	3 571 476		
Investissement	4 073 538	5 502 538	251 221	11 153	(		
Total	4 073 538	20 830 805	11 072 522	7 819 620	3 846 588		

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/03/2019

Type budget/Section	Autorisations	Crédits de paiement					
Titre de dépense	d'engagement	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations		
1 BUDGET GENERAL							
410 MINISTERE DE L'EDUCATION	NATIONALE						
Personnel	0	200 237 290	144 798 485	96 365 439	61 265 007		
Biens et services	0	42 460 005	20 771 797	6 924 408	4 396 946		
Transferts et subventions	0	65 163 262	40 278 560	21 427 080	11 963 106		
Investissement	47 182 492	44 607 492	17 308 439	24 030	19 738		
Total	47 182 492	352 468 049	223 157 280	124 740 957	77 644 796		
412 MINISTERE DE L'INNOVATIO	N ET DE LA RECHI	ERCHE SCIENT	TIFIQUE				
Personnel	0	0	0	0	0		
Biens et services	0	0	0	0	0		
Transferts et subventions	0	0	0	0	0		
Investissement	0	0	0	0	0		
Total	0	0	0	0	0		
510 MINISTERE DE LA CULTURE							
Personnel	0	1 240 162	992 286	929 904	271 857		
Biens et services	0	1 790 413	948 036	385 812	163 065		
Transferts et subventions	0	2 688 353	1 592 858	1 018 413	406 032		
Investissement	2 585 792	3 035 792	49 973	475	475		
Total	2 585 792	8 754 720	3 583 153	2 334 603	841 428		
520 MINISTERE DES SPORTS							
Personnel	0	888 048	580 348	579 627	220 573		
Biens et services	0	3 625 381	2 382 341	1 666 755	1 560 510		
Transferts et subventions	0	951 918	613 955	531 275	525 328		
Investissement	1 416 877	2 366 877	106 352	0	0		
Total	1 416 877	7 832 224	3 682 996	2 777 657	2 306 411		
525 MINISTERE DE LA JEUNESSE	ET DE LA CONSTR	UCTION CITO	YENNE				
Personnel	0	0	0	0	0		
Biens et services	0	0	0	0	0		
Transferts et subventions	0	0	0	0	0		
Investissement	0	0	0	0	0		
Total	0	0	0	0	0		
610 MINISTERE DE LA SANTE ET	DE L'HYGIENE PU	BLIQUE					
Personnel	0	29 965 453	17 947 804	16 349 414	6 859 882		
Biens et services	0	14 838 953	6 641 621	1 958 461	1 745 180		
Transferts et subventions	0	29 024 744	17 231 946	11 060 405	4 234 712		
Investissement	25 503 712	29 018 712	3 637 224	582 052	117 268		
Total	27 043 712	102 847 862	45 458 596	29 950 332	12 957 043		
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE (	CONTRE LE SIDA						
Personnel	0	109 114	87 395	85 017	28 761		
Biens et services	0	88 560	44 280	38 940	38 940		
Transferts et subventions	0	2 240 209	1 051 063	868 225	732 182		
Total	0	2 437 883	1 182 738	992 182	799 883		

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

## **BUDGET D'ETAT : DEPENSES** 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/03/2019

22/05/2019 18:10:14				(en miniers	de francs CFA)
Type budget/Section	Autorisations		Crédits de j	paiement	
Titre de dépense	d'engagement	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
640 MINISTERE DE LA PROMO	OTION DE LA FEMME I	DE L'ENFANT &	& DE LA FAMII	LE	
Personnel	0	1 399 324	1 119 459	1 017 313	286 03
Biens et services	0	1 354 194	662 899	229 419	190 300
Transferts et subventions	0	283 169	184 668	111 739	40 450
Investissement	2 263 634	2 263 634	84 951	751	75
Total	2 263 634	5 300 321	2 051 977	1 359 221	517 53
660 MINISTERE DE LA SOLIDA	ARITE ET DE L'ACTION	N HUMANITAI	RE		
Personnel	0	3 050 435	2 443 949	2 425 946	568 80
Biens et services	0	1 478 169	618 995	212 315	63 40
Transferts et subventions	0	27 022 248	19 507 243	17 880 487	17 823 23
Investissement	1 447 281	1 447 281	235 419	70 227	28 22
Total	1 447 281	32 998 133	22 805 605	20 588 975	18 483 67
700 MINISTERE DES INFRAST	RUCTURES ET DE L'E(	QUIPEMENT			
Personnel	0	1 182 114	945 691	900 750	269 543
Biens et services	0	1 101 038	604 398	101 062	59 20
Transferts et subventions	0	614 931	432 375	334 433	131 59
Investissement	140 216 666	137 737 946	6 835 260	221 270	220 71
Гotal	140 216 666	140 636 029	8 817 724	1 557 515	681 05
714 MINISTERE DE L'ENVIRO	NNEMENT, DE L'ASSAI	NISSEMENT E	T DU DEVELOR	PPEMENT DUR	ABLE
Personnel	0	3 154 307	2 489 036	2 484 326	780 009
Biens et services	0	1 798 029	936 859	221 347	161 76
Transferts et subventions	0	1 107 490	665 846	362 050	166 16
Investissement	21 113 559	16 117 186	613 667	475	47:
Γotal	21 113 559	22 177 012	4 705 407	3 068 198	1 108 41
720 MINISTERE DE L'ENERGI	E ET DE L'EAU				
Personnel	0	1 447 224	1 157 586	1 103 586	301 793
Biens et services	0	1 279 502	720 783	252 800	127 053
Transferts et subventions	0	36 476 421	34 338 048	4 157 110	3 825 108
Investissement	22 011 903	134 743 903	3 228 529	518 980	513 980
Γotal	22 011 903	173 947 050	39 444 947	6 032 477	4 767 933
726 MINISTERE DES MINES ET	T DU PETROLE				
Personnel	0	825 141	660 113	645 713	250 170
Biens et services	0	1 000 989	503 918	206 343	128 54
Transferts et subventions	0	435 510	217 755	88 635	52 95
Investissement	1 990 282	1 990 282	194 641	0	
Γotal	1 990 282	4 251 922	1 576 427	940 691	431 666
730 MINISTERE DE L'ECONON	MIE NUMERIOUE ET DI	E LA COMMUN	NICATION		
Personnel	0	229 682	183 746	159 746	53 98
Biens et services	0	701 538	388 549	151 603	112 909
Transferts et subventions	0	7 623 021	5 197 890	2 246 673	845 28
Investissement	2 019 225	2 494 225	503 161	0	
Γotal	2 019 225	11 048 466	6 273 346	2 558 021	1 012 17:

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/03/2019

Type budget/Section	Autorisations	Crédits de paiement					
Titre de dépense	d'engagement	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations		
1 BUDGET GENERAL							
732 HAUTE AUTORITE DE LA C	OMMUNICATION						
Personnel	0	694 710	555 768	321 342	141 880		
Biens et services	0	0	0	0			
Transferts et subventions	0	376 396	146 879	106 165	95 710		
Investissement	475 000	475 000	293 794	117 875	112 588		
Total	475 000	1 546 106	996 441	545 381	350 178		
740 MINISTERE DE L'HABITAT	ET DE L'URBANISME						
Personnel	0	3 064 250	2 453 622	2 283 052	702 844		
Biens et services	0	1 820 849	945 707	464 066	184 349		
Transferts et subventions	0	483 449	265 508	37 248	21 196		
Investissement	9 401 634	10 636 634	5 147 197	41 953	6 975		
Γotal	9 401 634	16 005 182	8 812 035	2 826 319	915 364		
750 MINISTERE DU PLAN ET DE	E L'AMENAGEMENT I	DII TERRITOIR	RE				
Personnel	0	312 614	250 091	250 091	85 009		
Biens et services	0	703 403	377 040	101 459	90 986		
Transferts et subventions	0	629 097	410 609	384 134	269 330		
Investissement	5 285 150	11 710 150	1 635 505	952 586	10 150		
Fotal	5 285 150	13 355 264	2 673 245	1 688 270	455 481		
		10 000 204	2 073 243	1 000 270	400 401		
770 MINISTERE DES TRANSPOR	0	920 859	736 687	736 687	189 360		
Personnel							
Biens et services	0	668 098	310 149	102 725	80 310		
Transferts et subventions	0	1 103 655	754 994	656 383	656 383		
Investissement	5 185 759	2 985 759	137 884	6 341	5 300		
Γotal	5 185 759	5 678 371	1 939 713	1 502 136	931 353		
800 MINISTERE DU DEVELOPPI							
Personnel	0	4 179	4 179	0	(		
Biens et services	0	0	0	0	(		
Transferts et subventions	0	0	0	0	(		
Investissement	0	0	0	0	(		
<b>Fotal</b>	0	4 179	4 179	0	(		
812 MINISTERE DU DEVELOPPI	EMENT INDUSTRIEL	ET DE LA PRO	MOTION DES I	NVESTISSEME	NTS		
Personnel	0	1 087 796	870 237	27 174	117 341		
Biens et services	0	1 375 331	548 416	172 967	124 997		
Transferts et subventions	0	1 154 308	485 216	343 046	158 845		
Investissement	1 292 946	1 292 946	91 560	10 741	590		
Total	1 292 946	4 910 381	1 995 428	553 929	401 774		
820 MINISTERE DE L'AGRICUL	TURE						
Personnel	0	5 715 536	4 569 760	4 538 454	1 232 13		
Biens et services	0	3 111 665	1 690 646	421 722	334 460		
Transferts et subventions	0	25 372 774	2 857 878	2 160 431	998 729		
Investissement	50 711 650	99 997 650	3 840 011	2 544 672	2 328 471		
III , Obtiobolitoitt	50 711 650	134 197 625	12 958 295	20.10/2	_ 320 77		

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/03/2019

22/05/2019 18:10:14		torications (en mi					
Type budget/Section	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement					
Titre de dépense	u engagement	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations		
1 BUDGET GENERAL							
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET D	E LA PECHE						
Personnel	0	3 291 878	2 618 821	2 556 997	665 021		
Biens et services	0	1 632 632	834 209	322 548	221 906		
Transferts et subventions	0	3 705 713	325 728	92 804	63 800		
Investissement	11 329 382	22 815 063	174 875	1 425	1 425		
Гotal	10 741 382	31 445 286	3 953 634	2 973 774	952 152		
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE	ALIMENTAIRE	,					
Personnel	0	221 798	177 438	177 438	44 630		
Biens et services	0	145 942	85 113	13 904	12 546		
Transferts et subventions	0	22 078	11 039	11 038	11 038		
Investissement	10 434 010	7 363 010	709 852	0	C		
Гotal	10 434 010	7 752 828	983 443	202 380	68 214		
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET	DU TOURISME						
Personnel	0	460 963	368 770	332 097	76 059		
Biens et services	0	806 879	371 670	266 702	147 958		
Transferts et subventions	0	472 917	273 419	127 633	104 401		
Investissement	2 602 662	1 802 662	107 573	856	356		
Гotal	2 602 662	3 543 421	1 121 432	727 287	328 773		
990 CHARGES COMMUNES							
Personnel	0	105 195 866	78 476	78 476	78 476		
Biens et services	0	189 542 002	21 102 306	15 174 914	14 633 361		
Transferts et subventions	0	52 219 815	8 253 164	3 570 567	2 950 433		
Investissement	214 885 935	128 427 040	5 167 193	2 613 303	2 224 214		
Гotal	199 080 042	475 384 723	34 601 139	21 437 261	19 886 484		
ГОТАL	798 620 361	2 283 813 065	786 689 493	497 673 633	278 302 836		

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

\_\_\_\_\_

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/03/2019

				(				
Type budget/Section	Autorisations d'engagement	Credits de palement						
Titre de dépense	u engagement	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations			
2 BUDGETS ANNEXES								
770 MINISTERE DES TRANSPORTS								
Personnel	0	2 004 000	1 002 000	654 944	521 054			
Biens et services	0	2 471 040	1 221 875	497 478	481 042			
Transferts et subventions	0	823 000	411 500	307 780	307 780			
Investissement	2 559 938	2 559 938	1 303 820	0	0			
Гotal	2 559 938	7 857 978	3 939 194	1 460 202	1 309 876			
TOTAL	2 559 938	7 857 978	3 939 194	1 460 202	1 309 876			

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

TOTAL GENERAL

Un peuple - un But - une Foi

## **BUDGET D'ETAT : DEPENSES** 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/03/2019

22/05/2019 18:10:14 (en milliers de francs CFA) **Autorisations** -----Crédits de paiement -----Type budget/Section d'engagement Titre de dépense **Engagements Liquidations Dotations Notifications** COMPTES SPECIAUX DU TRESOR 310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES 64 690 692 21 210 807 21 210 807 Biens et services 64 690 692 Investissement 40 000 000 40 000 000 0 0 0 **Total** 40 000 000 104 690 692 64 690 692 21 210 807 21 210 807 400 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE 2 616 620 2 616 620 0 0 Investissement 0 2 616 620 2 616 620 0 0 0 **Total** 412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE 0 0 0 Investissement 0 0 0 0 0 **Total** 640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE Transferts et subventions 500 000 250 000 0 0 **Total** 0 500 000 250 000 0 0 714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE Biens et services 345 000 0 0 0 Transferts et subventions 0 108 250 0 0 0 0 0 Investissement 846 750 846 750 0 Total 846 750 1 300 000 0 0 726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE Personnel 0 430 000 60 000 30 667 24 092 0 1 062 000 169 500 51 773 33 679 Biens et services Investissement 148 000 148 000 45 000 0 0 274 500 82 439 57 771 **Total** 148 000 1 640 000 750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE Investissement 2 981 400 2 981 400 0 0 0 **Total** 2 981 400 2 981 400 0 0 0 820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE 5 000 000 0 0 Investissement 5 000 000 0 Total 5 000 000 5 000 000 0 0 **TOTAL** 51 592 770 118 728 712 65 215 192 21 293 247 21 268 578

852 773 069

2 410 399 755

855 843 880

520 427 082

300 881 291

# **ANNEXE 4:**

# SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES PAR CLASSIFICATION FONCTIONNELLE AU 31 MARS 2019.

Sans le financement extérieur du BSI<sup>1</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutées suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

REPUBLIQUE DU MALI Un Peuple - Un But - Une Foi

#### **BUDGET D'ETAT: DEPENSES 2019**

#### 22/05/2019 18:16:50

# Situation d'exécution des crédits budgeaires par groupes de fonctions au 31/03/2019

				(en milliers de francs CFA		
Division	Crédits budgetaires		Cédits	Cédits	Cédits	
Groupe de fonction	AE	СР	Notifiés	Engagés	Liquidés	
01 Services généraux des administrations publiques		,				
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangèr	45 697 610	199 920 209	141 778 978	74 330 775	50 095 654	
01.3 Services généraux	16 276 489	43 816 996	5 623 187	2 752 610	1 073 606	
01.4 Recherche fondamentale	28 500	380 886	269 657	224 703	56 245	
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	1 852 500	2 318 229	605 214	97 692	28 401	
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	56 058 933	177 804 269	46 981 110	24 794 278	18 242 081	
01.7 Opérations concernant la dette publique	490 000	140 961 427	16 518 093	12 080 263	11 897 606	
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	16 653 499	18 887 240	9 443 620	5 280 245	5 280 245	
TOTAL Services généraux des administrations publiques	137 057 531	584 089 256	221 219 859	119 560 567	86 673 838	
02 Défense		·	·	·		
02.1 Défense militaire	55 851 144	76 879 325	27 080 618	14 478 231	6 833 13	
02.2 Défense civile		1 538 000	19 000	19 000	19 000	
02.4 Recherche-développement concernant la défense	50 419	106 930	41 391	15 128	18 108	
02.5 Défense n.c.a.	48 492 215	201 292 388	116 815 230	105 624 368	47 199 064	
TOTAL Défense	104 393 778	279 816 643	143 956 239	120 136 727	54 069 310	
03 Ordre et sécurité publics		·	·	·		
03.1 Services de police	318 243	51 438 322	27 160 126	26 135 588	8 747 440	
03.2 Services de protection civile	18 586 604	24 734 723	5 525 593	4 361 843	1 675 389	
03.3 Tribunaux	2 047 061	17 333 386	9 846 876	8 403 012	3 575 735	
03.4 Administration pénitentiaire	2 378 516	9 449 090	1 762 472	1 271 521	573 268	
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	11 228 903	40 049 592	17 023 403	7 322 807	5 237 65	
TOTAL Ordre et sécurité publics	34 559 327	143 005 113	61 318 469	47 494 770	19 809 489	
04 Affaires économiques						
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	3 581 561	24 570 560	7 841 172	3 448 682	1 606 392	
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	185 293 013	308 458 440	24 328 736	16 335 422	8 721 21	
04.3 Combustibles et énergie	5 245 303	28 821 960	7 779 287	4 835 617	4 244 30	
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	12 008 235	16 777 006	2 802 172	1 610 716	589 678	
04.5 Transports	173 673 108	172 675 805	8 914 644	2 027 093	1 068 684	
04.6 Communications	2 692 105	12 425 151	6 762 192	3 122 221	1 616 549	
04.7 Autres branches d'activité	6 433 881	9 880 212	4 261 244	1 598 911	1 400 379	
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	646 000	2 539 086	1 378 263	494 613	179 180	
04.9 Affaires économiques n.c.a.	20 978 500	55 416 864	33 116 840	1 665 978	845 115	
TOTAL Affaires économiques	410 551 706	631 565 084	97 184 551	35 139 253	20 271 490	

REPUBLIQUE DU MALI Un Peuple - Un But - Une Foi

#### **BUDGET D'ETAT: DEPENSES 2019**

#### 22/05/2019 18:16:50

# Situation d'exécution des crédits budgeaires par groupes de fonctions au 31/03/2019

		(en mill	iers de franc	es CFA)	
Division	Crédits b	udgetaires	Cédits	Cédits	Cédits
Groupe de fonction	AE	CP	Notifiés	Engagés	Liquidés
05 Protection de l'environnement				·	
05.1 Gestion des déchets	5 450 000	5 450 000	22 997		
05.2 Gestion des eaux usées	1 444 000	1 778 875	558 893	118 390	53 717
05.3 Lutte contre la pollution	290 700	321 480	136 894	3 091	3 901
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	20 973 922	35 477 890	2 637 098	2 132 289	735 588
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	676 687	10 349 628	1 385 101	849 073	349 855
TOTAL Protection de l'environnement	28 835 309	53 377 873	4 740 984	3 102 844	1 143 062
06 Logement et équipements collectifs			·	·	
06.1 Logement	4 845 000	4 987 310	4 819 881	16 100	15 970
06.2 Équipements collectifs	4 527 500	7 517 602	399 489	78 169	28 932
06.3 Alimentation en eau	14 667 100	59 743 610	1 316 503	883 331	324 332
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a;	5 972 175	11 546 173	3 524 917	2 198 496	746 955
TOTAL Logement et équipements collectifs	30 011 775	83 794 695	10 060 791	3 176 096	1 116 188
07 Santé					
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux		1 143 959	611 980	582 233	581 933
07.2 Services ambulatoires	76 000	76 000	38 000		
07.3 Services hospitaliers	17 435 629	36 426 655	12 684 124	9 171 453	3 360 929
07.4 Services de santé publique	3 696 339	16 130 332	7 939 403	5 473 374	4 193 996
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 045 750	4 720 364	2 895 074	1 680 872	648 332
07.6 Santé n.c.a.	5 118 019	64 518 168	25 144 353	15 824 472	6 261 722
TOTAL Santé	27 371 737	123 015 478	49 312 934	32 732 405	15 046 911
08 Loisirs, culture et culte					
08.1 Services récréatifs et sportifs	1 689 570	7 451 357	3 452 422	2 716 122	2 279 799
08.2 Services culturels	2 803 088	5 554 962	2 132 693	1 473 040	588 801
08.4 Culte et autres services communautaires		223 658	119 441	69 971	55 422
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	1 809 315	8 139 360	3 776 886	2 459 563	1 160 660
TOTAL Loisirs, culture et culte	6 301 973	21 369 337	9 481 441	6 718 696	4 084 681
09 Enseignement					
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	2 828 431	144 821 370	111 315 121	67 583 067	49 242 871
09.2 Enseignement secondaire	30 361 407	98 212 499	59 926 977	28 861 126	16 821 627
09.4 Enseignement supérieur	3 974 949	68 709 893	38 144 437	20 823 488	10 025 081
09.5 Enseignement non défini par niveau	782 911	1 659 519	520 985	129 488	76 632

REPUBLIQUE DU MALI Un Peuple - Un But - Une Foi

# **BUDGET D'ETAT: DEPENSES 2019**

22/05/2019 18:16:50

# Situation d'exécution des crédits budgeaires par groupes de fonctions au 31/03/2019

Division	Crédits	budgetaires	Cédits	Cédits	Cédits
Groupe de fonction	AE	СР	Notifiés	Engagés	Liquidés
09 Enseignement				•	
09.6 Services annexes à l'enseignement	2 422 392	5 065 411	2 590 339	195 546	66 360
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	9 948 370	7 568 058	209 949	129 550	59 318
09.8 Enseignement n.c.a.	7 370 392	50 859 383	19 268 860	12 095 269	3 081 820
TOTAL Enseignement	57 688 852	376 896 133	231 976 668	129 817 535	79 373 710
10 Protection sociale		·	•		
10.1 Maladie et invalidité		2 686 829	597 663	442 163	442 163
10.2 Vieillesse		62 761 422	17 092 358	17 092 358	17 092 288
10.4 Famille et enfants	1 409 385	9 283 497	1 987 581	1 090 693	394 714
10.7 Exclusion sociale n.c.a.		196 444	99 094	22 824	22 824
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	479 063	860 342	448 284	223 095	71 781
10.9 Protection sociale n.c.a.	14 112 633	37 681 609	6 366 964	3 677 057	1 268 843
TOTAL Protection sociale	16 001 081	113 470 143	26 591 944	22 548 189	19 292 612
TOTAL GENERAL	852 773 069	2 410 399 755	855 843 880	520 427 082	300 881 291

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Total

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/03/2019

	22/05/2019 Situation d'execution des ci	teuris par secu	on et group	e de lonchor		019 ers de francs Cl
Type	budget/Section	Autorisations		Crédits de	paiement	
	Groupe de fonction	d'engagement	Dotations en cours	Notifications	EngagementsL	iquidations
1 E	BUDGET GENERAL					
110	ASSEMBLEE NATIONALE					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financi-	Èi 1 507 529	15 808 465	9 117 162	9 077 928	7 629 953
otal		1 507 529	15 808 465	9 117 162	9 077 928	7 629 953
120	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financi	Èi 522 500	7 451 300	3 385 117	2 590 178	1 599 721
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 140	5 955 227	3 923 368	2 576 330	2 103 471
02.5	Défense n.c.a.	0	253 187	123 993	28 925	28 925
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	95 000	307 559	87 280	77 456	77 456
04.6	Communications	0	209 166	103 540	22 135	22 089
07.4	Services de santé publique	0	815	408	408	408
08.2	Services culturels	0	85 500	42 750	42 750	42 750
otal		817 640	14 262 754	7 666 455	5 338 182	3 874 820
130	PRIMATURE					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financi	èı 285 000	4 847 488	3 356 666	1 856 605	1 185 800
01.3	Services généraux	0	160 834	106 362	89 459	34 161
01.5	Recherche-développement concernant des services généraux	d 0	0	0	0	0
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	285 000	3 589 389	2 298 190	966 471	394 022
03.3	Tribunaux	0	19 000	9 500	7 588	2 962
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	361 777	227 589	163 584	98 361
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	200 590	100 295	0	0
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	190 000	190 000	0	0	0
04.6	Communications	0	18 607	9 304	6 444	6 444
07.4	Services de santé publique	0	942	471	0	0
09.4	Enseignement supérieur	2 090 417	2 766 408	459 401	316 678	67 104
otal		2 850 417	12 155 035	6 567 778	3 406 828	1 788 854
131	DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	14 363	503 062	389 977	174 111	137 568
otal		14 363	503 062	389 977	174 111	137 568
140	COUR CONSTITUTIONNELLE					
01.1		èı 78 243	842 350	524 319	388 663	234 630
03.3	Tribunaux	0	0	0	0	0
otal		78 243	842 350	524 319	388 663	234 630
150	COUR SUPREME					
	Tribunaux	394 000	2 211 097	1 205 910	896 132	425 156
'otal		394 000	2 211 097	1 205 910	896 132	425 156
155	HAUTE COUR DE JUSTICE					
	Tribunaux	0	897 670	541 010	260 941	160 954
otal		0	897 670	541 010	260 941	160 954
160	CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financia	èı 131 177	1 155 263	694 628	578 068	371 550

131 177

1 155 263

694 628

578 068

371 550

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

#### **BUDGET D'ETAT: DEPENSES 2019**

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/03/2019

L'ECONOMIE ET DES FINANCES

#### DIRECTION GENERALE DU BUDGET

22/05/2019

03.6

**Total** 

Ordre et sécurité publics n.c.a.

République du Mali

(en milliers de francs CFA)

Un peuple - un But - une Foi

#### BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/03/2019

Type budget/Section ----Crédits de paiement---**Autorisations Dotations** Groupe de fonction d'engagement Notifications EngagementsLiquidations en cours 1 BUDGET GENERAL MINISTERE DE LA JUSTICE 02.2 Défense civile 0 38 000 19 000 19 000 19 000 03.3 Tribunaux 1 624 561 11 007 623 6 479 437 5 903 286 2 149 236 03.4 Administration pénitentiaire 2 378 516 9 449 090 1 762 472 1 271 521 573 268 03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a. 190 000 4 181 924 2 814 422 2 162 840 466 358 Services de santé publique 0 10 991 5 496 5 496 5 496 09.4 Enseignement supérieur 0 550 101 152 183 103 897 80 190 Exclusion sociale n.c.a. 190 000 95 000 22 572 22 572 10.7 **Total** 4 193 077 25 427 729 11 328 010 9 488 611 3 316 119 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE 223 01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi 190 000 1 601 682 1 092 767 1 092 767 1 092 767 **Total** 190 000 1 601 682 1 092 767 1 092 767 1 092 767 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME 225 0 0 0 03.3 Tribunaux 0 0 Ordre et sécurité publics n.c.a. 0 0 0 0 0 03.6 **Total** 0 0 0 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME Services généraux des administrations publiques n.c.a. 01.6 47 500 617 150 369 125 345 375 345 375 **Total** 47 500 617 150 369 125 345 375 345 375 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE 230 03.1 Services de police 318 243 51 438 322 27 160 126 26 135 588 8 747 440 03.2 Services de protection civile 6 296 280 14 541 755 5 525 593 4 361 843 1 675 389 03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a. 8 639 903 24 250 145 8 674 647 1 731 954 1 460 518 Enseignement non défini par niveau 0 09.5 45 778 21 745 8 729 8 729 **Total** 90 276 000 15 254 426 41 382 110 32 238 113 11 892 076 SECURITE D'ETAT 235 02.5 Défense n.c.a. 11 500 000 1 500 000 0 0 0

11 500 000

8 186 737

9 686 737

4 974 864

4 974 864

3 113 212

3 113 212

3 113 212

3 113 212

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/03/2019

22/05/2019

	22/05/2019				(en millie	ers de francs CFA
Type	budget/Section	Autorisations	D-4-4'	Crédits de	paiement	
	Groupe de fonction	d'engagement	Dotations en cours	Notifications	EngagementsL	iquidations
1 E	BUDGET GENERAL					
310	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financi	èı 31 330 161	54 005 406	25 620 900	15 745 492	5 590 826
01.3	Services généraux	5 209 939	7 180 355	1 927 433	709 550	305 663
01.5	Recherche-développement concernant des services généraux	d 997 500	1 217 500	435 777	0	0
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	760 000	895 383	80 065	47 286	10 274
01.7	Opérations concernant la dette publique	190 000	190 000	0	0	0
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	142 500	9 142 500	0	0	0
04.3	Combustibles et énergie	712 500	1 416 505	666 323	314 666	99 548
06.2	Équipements collectifs	570 000	570 000	0	0	0
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a;	2 850 000	2 851 954	274 003	0	0
07.4	Services de santé publique	0	596	298	0	0
09.5	Enseignement non défini par niveau	308 750	879 042	341 551	18 744	18 744
10.9	Protection sociale n.c.a.	1 900 000	9 100 000	500 000	0	0
Total		44 971 350	87 449 241	29 846 351	16 835 738	6 025 055
311	CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFO	DRMATIONS FINA	ANCIERES			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financi	èı 0	986 925	593 463	354 705	211 323
Total		0	986 925	593 463	354 705	211 323
312	AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBL	ICS/DELEGATIO	NS SERVICES	PUBLICS (ARM	IDS)	
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financi	èı 0	443 390	227 695	0	0
Total		0	443 390	227 695	0	0
320	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PU	BLIQUE				
01.5	Recherche-développement concernant des services généraux	d 570 000	570 000	0	0	0
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	237 500	237 500	45 656	0	0
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	482 407	3 092 639	1 785 417	1 153 489	452 871
07.4	Services de santé publique	0	340	170	0	0
10.9	Protection sociale n.c.a.	4 750	47 788	20 297	4 048	4 048
Total		1 294 657	3 948 267	1 851 539	1 157 537	456 919
323	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE	LA CONSTRUCT	TION CITOYEN	NNE		
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	1 535 535	13 419 461	2 423 310	1 117 416	648 792
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	394	99	0	0
07.4	Services de santé publique	0	623	312	312	312
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	431 707	3 407 469	1 827 500	1 108 589	626 264
09.2	Enseignement secondaire	0	95 860	47 930	18 743	0
09.5	Enseignement non défini par niveau	0	194 334	109 650	66 714	33 855
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	14 250	14 250	7 125	0	0
Total		1 981 492	17 132 391	4 415 925	2 311 773	1 309 222
328	MINISTERE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRAT	ION ET DE LA TR	RANSPARENCE	E DE LA VIE PU	BLIQUE	
01.5	Recherche-développement concernant des services généraux	d 285 000	530 729	169 437	97 692	28 401
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	48 086	778 855	476 297	254 997	64 989
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	457 450	244 601	73 762	21 751
Total		333 086	1 767 034	890 334	426 450	115 142

#### DIRECTION GENERALE DU BUDGET

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT: DEPENSES 2019**

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/03/2019

22/05/2019

Type	budget/Section	Autorisations Detations		Crédits de paiement			
	Groupe de fonction	d'engagement	Dotations en cours	Notifications	EngagementsL	iquidations	
1 H	BUDGET GENERAL						
330	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIA	LE ET DE LA DEC	CENTRALISAT	ION			
01.3	Services généraux	1 350 000	2 960 000	1 143 237	415 984	331 560	
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	12 411 685	44 036 896	21 102 589	8 804 825	4 879 377	
01.8	Transferts de caractère général entre administrations publique	16 653 499	18 887 240	9 443 620	5 280 245	5 280 245	
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	209 000	99 750	11 400	11 400	
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	4 180 000	4 180 000	0	0	0	
04.6	Communications	0	42 617	21 309	4 720	0	
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a;	2 660 000	2 660 000	199 349	0	0	
07.4	Services de santé publique	0	552	276	0	0	
09.8	Enseignement n.c.a.	47 500	303 722	171 011	58 842	31 437	
10.7	Exclusion sociale n.c.a.	0	6 444	4 094	252	252	
10.9	Protection sociale n.c.a.	1 330 000	1 330 000	0	0	0	
Total		38 632 684	74 616 471	32 185 234	14 576 268	10 534 272	
334	AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERI	E PERSONNEL					
04.6	Communications	211 380	873 797	445 247	379 057	350 819	
Total		211 380	873 797	445 247	379 057	350 819	
335	MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALE	S					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	0	0	0	0	
01.8	Transferts de caractère général entre administrations publique	9 0	0	0	0	0	
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	0	0	0	0	
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	0	0	0	0	
09.8	Enseignement n.c.a.	0	0	0	0	0	
Total		0	0	0	0	0	
340	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU C	ULTE					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	138 950	69 075	31 210	28 271	
08.4	Culte et autres services communautaires	0	223 658	119 441	69 971	55 422	
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	48 108	657 289	293 011	225 607	140 418	
Total		95 608	1 019 897	481 526	326 788	224 111	
341	MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PA	IX ET DE LA REC	CONCILIATION	NATIONALE			
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	920 514	466 628	202 560	124 585	
03.3	Tribunaux	0	2 193 018	1 001 119	725 166	359 441	
07.4	Services de santé publique	0	1 049	525	0	0	
Total		0	3 114 581	1 468 271	927 725	484 026	
345	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT LOCAL						
01.3	Services généraux	0	0	0	0	0	
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	0	0	0	0	
Total		0	0	0	0	0	

#### DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/03/2019

22/05/2019

	22/05/2019 (en milliers de francs CFA)							
Type	budget/Section	Autorisations Dotations		Crédits de paiement				
	Groupe de fonction	d'engagement	en cours	Notifications	EngagementsL	Liquidations		
1 I	BUDGET GENERAL							
380	MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRE	ENCE						
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	560 544	4 584 040	2 494 275	832 320	282 923		
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 235 000	2 135 000	0	0	0		
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	367 178	192 463	158 751	47 320		
07.4	Services de santé publique	0	353	177	0	0		
Total		1 795 544	7 086 571	2 686 915	991 071	330 243		
400	MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHER	CHE SCIENTIFIC	UE					
01.4	Recherche fondamentale	28 500	380 886	269 657	224 703	56 245		
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	200 523	145 611	0	0		
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	456 000	5 940 450	3 539 850	3 133 683	2 504 902		
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	e 237 500	378 362	103 439	59 739	24 862		
07.5	Recherche-développement dans le domaine de la santé	285 000	1 668 312	1 059 678	721 489	236 091		
09.4	Enseignement supérieur	61 750	3 977 405	2 423 961	1 700 444	614 679		
09.5	Enseignement non défini par niveau	142 500	142 500	0	0	0		
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	123 500	318 188	138 580	109 811	39 580		
09.8	Enseignement n.c.a.	2 689 388	7 487 517	3 175 748	1 740 061	335 566		
10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection s	o 49 400	336 662	215 999	129 690	34 663		
Total		4 073 538	20 830 805	11 072 522	7 819 620	3 846 588		
410	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE							
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	504 000	504 000	0	0	0		
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 045	38 531	19 057	9 133	9 133		
07.4	Services de santé publique	0	51 193	25 061	0	0		
07.6	Santé n.c.a.	0	65 964	32 982	0	0		
09.1	Enseignement préélémentaire et primaire	2 828 431	144 821 370	111 315 121	67 583 067	49 242 871		
09.2	Enseignement secondaire	30 336 538	96 739 248	59 249 963	28 482 734	16 686 723		
09.4	Enseignement supérieur	861 532	59 302 690	34 580 990	18 371 397	9 128 446		
09.5	Enseignement non défini par niveau	133 000	167 979	21 643	15 224	8 956		
09.6	Services annexes à l'enseignement	2 422 392	5 065 411	2 590 339	195 546	66 360		
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	6 683 750	4 108 750	59 375	19 738	19 738		
09.8	Enseignement n.c.a.	3 411 804	41 602 913	15 262 750	10 064 117	2 482 568		
Total		47 182 492	352 468 049	223 157 280	124 740 957	77 644 796		
412	MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHER	CHE SCIENTIFIQ	UE					
01.4	Recherche fondamentale	0	0	0	0	0		
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	0	0	0	0		
09.2	Enseignement secondaire	0	0	0	0	0		
09.4	Enseignement supérieur	0	0	0	0	0		
09.5	Enseignement non défini par niveau	0	0	0	0	0		
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	0	0	0	0	0		
09.8	Enseignement n.c.a.	0	0	0	0	0		
Total		0	0	0	0	0		

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/03/2019

22/05/2019

	22/05/2019				` `	ers de francs CFA	
Type	budget/Section	Autorisations	 Dotations	Crédits de paiement			
	Groupe de fonction	d'engagement en c		Notifications	EngagementsLiquidations		
1 E	BUDGET GENERAL						
510	MINISTERE DE LA CULTURE						
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financi	èı 0	13 500	10 800	0	0	
01.3	Services généraux	0	14 888	5 944	3 007	3 007	
07.4	Services de santé publique	0	1 888	944	944	944	
08.2	Services culturels	1 273 542	4 056 340	1 641 179	1 086 165	419 115	
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	1 044 500	3 095 654	1 271 148	807 163	260 860	
09.2	Enseignement secondaire	0	473 237	283 710	217 602	64 840	
09.4	Enseignement supérieur	267 750	1 099 213	369 428	219 723	92 662	
Total		2 585 792	8 754 720	3 583 153	2 334 603	841 428	
520	MINISTERE DES SPORTS						
07.4	Services de santé publique	0	476	238	0	0	
08.1	Services récréatifs et sportifs	1 404 570	7 166 357	3 452 422	2 716 122	2 279 799	
09.2	Enseignement secondaire	12 307	665 391	230 336	61 535	26 612	
Total		1 416 877	7 832 224	3 682 996	2 777 657	2 306 411	
525	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRU	CTION CITOYEN	NE				
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	0	0	0	0	
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	0	0	0	0	0	
Total		0	0	0	0	0	
610	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBL	IQUE					
07.2	Services ambulatoires	76 000	76 000	38 000	0	0	
07.3	Services hospitaliers	17 409 029	35 367 128	12 121 557	8 809 441	2 986 610	
07.4	Services de santé publique	3 693 489	16 011 081	7 883 655	5 455 993	4 176 910	
07.5	Recherche-développement dans le domaine de la santé	750 500	3 041 802	1 830 528	959 383	412 241	
07.6	Santé n.c.a.	5 114 694	48 351 851	23 584 856	14 725 515	5 381 282	
Total		27 043 712	102 847 862	45 458 596	29 950 332	12 957 043	
614	HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA						
07.6	Santé n.c.a.	0	2 437 883	1 182 738	992 182	799 883	
Total		0	2 437 883	1 182 738	992 182	799 883	
640	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE	L'ENFANT & DE	LA FAMILLE				
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	142 500	142 500	0	0	0	
07.4	Services de santé publique	2 850	30 970	13 015	4 294	4 294	
07.6	Santé n.c.a.	3 325	47 067	28 255	22 866	10 408	
08.1	Services récréatifs et sportifs	285 000	285 000	0	0	0	
09.5		8 661	39 886	26 396	20 077	6 349	
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	500 000	500 000	0	0	0	
10.4		1 314 385	3 688 497	1 689 581	1 090 693	394 714	
10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection s		51 116	36 979	32 685	10 858	
10.9	Protection sociale n.c.a.	0	515 285	257 752	188 606	90 909	
Total		2 263 634	5 300 321	2 051 977	1 359 221	517 532	

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/03/2019

22/05/2019

Propest   Pro	Type	budget/Section	Autorisations		Crédits de	paiement	ers de francs er r
BUIGET GENERAL		Groupe de fonction			Notifications	- EngagementsI	ianidations
Ministree De La Sol. Inactife For De L'ACTION HUNTAIRE   14250   14250   0   0   0   0   0   0   0   0   0				en cours			
44 Affaires conomiques n.c.a.         142 500         142 500         0         0         0           06 1 Cognement clupimems to clupimems to clupimems (clupimems)         26 60         417 33         242 843         46 438         59 38           07 3 Services bospitaliers         26 60         417 33         242 843         46 438         59 36           07 4 Services de sante publique         0         2 88 68         97 66         442 16         442 16           10.2 Visiles         0         20 96 422         17 96 38         17 92 288         17 92 288           10.3 Recherche-devoloppement dans le domaine de la protection         85 54 31         8 314 88         4 67 98 0         20 72 72         26 20 72           10.4 Protection sociale n.c.a.         147 28         8 24 72 58         1 95 30         20 72 72         26 20 72           10.5 Protection sociale n.c.a.         147 28         8 24 92 13         4 67 95 60         20 72 72         1 84 80           10.4 A flucture, splivaculture, peche et chasse         9 89 000         1 90 00         1 67 69         7 22 98         1 96 60           10.5 A flucture, splivaculture, peche et chasse         9 80 00         1 90 90         1 67 69         7 20 92         5 55 11         1 63 54           10.5 A flucture, splivac	1 B	SUDGET GENERAL					
6.6 Icogene et équipements collectifs n.c.;         0 <td>660</td> <td>MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION I</td> <td>HUMANITAIRE</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td>	660	MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION I	HUMANITAIRE				
07.3         Services hospituliers         26 600         417733         242 843         46 438         59 370           07.6         Services de suntí piblique         0         2 886 22         57 63         442 163         442 163           10.2         Vécillesse         0         2 96 1422         17 90 238         17 092 388         17 092 288           10.8         Recherche-développement dans le domaine de la protection so ciale n.c.a.         482 541         83 148         46 78 96         294 7296         683 00           700         Tibro division sociale n.c.a.         482 543         83 148         46 78 96         294 7296         683 00           701         Tibro division sociale n.c.a.         482 543         83 298 133         28 050         294 7296         683 00           702         Tibro division sociale n.c.a.         1447 281         29 9000         0	04.9	Affaires économiques n.c.a.	142 500	142 500	0	0	0
0.7.4         Services de santé publique         0         2 886 829         1449         0         4 42163           10.1         Maladire et invalidié         0         2 686 829         597 663         442163         1470 288           10.2         Vicilesse         0         2 096 142         170 923 88         170 92 88           10.5         Protection sociale n.c.a.         858 31         831418         4675 98         2 9270         80300           10.5         Protection sociale n.c.a.         1478 20         328913         28869         28889         184870           70.0         Protection sociale n.c.a.         1478 20         328913         28860         28809         28800         28800         28800         28800         28800         1676         70         16360           4.4         Altistires contractives et manufacturières, construction         98000         160         1670         72 98         16680           4.5         Affaires économiques n.c.a.         189800         1930 10         1670         555 14         163640           4.5         Affaires économiques n.c.a.         19900         6175         5293         13625         163640           4.5         Affaires économiques n.c.a.	06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a;	0	0	0	0	0
10.1         Maladic et invalidité         0         2 686 829         597 663         442 163         442 163           10.2         Veillesse         20 901 422         17 092 388         17 092 288         17 092 288           10.8         Recherche-dévéloppement dans le domaine de la protection sociale n.c.a.         427 59         472 644         18 307         60 71         26 260           Total         roccion sociale n.c.a.         855 431         8 314 188         46 75 986         2 947 296         863 601           Total         Total vive devicion sociale n.c.a.         855 431         8 314 188         46 75 986         2 947 296         863 601           Total         Total vive devicion sociale n.c.a.         98 2000         950 000         0         0         0           40         Authorités extractives et munificturières, construction         9 89 2000         103 061         167 691         72 298         106 68           415         Transports         12 38 666         124 92 131         70 91 200         555 115         16 36 68           415         Récherche-dévéloppement concernant les affaires économique         9 0         19 31         114 62         555 11         16 36 82           416         Brasignement sond défini par niveau         19 90	07.3	Services hospitaliers	26 600	417 733	242 843	46 438	59 359
10.2   Vicillesse   0   20 961 422   17 092 358   17 092 358   17 092 288   10 8   Recherche-développement dans le domaine de la protection   422 750   472 564   195 307   60 719   26 260   60 700   70 147 281   18 181   18 4 75 986   29 47 296   80 300   10 147 281   18 28 185 805   20 88 750   18 483 670   18 47 281   18 28	07.4	Services de santé publique	0	2 897	1 449	0	0
10.9   Protection sociale n.c.a.   422 750   472 564   195 307   60 719   863 601   10.9	10.1	Maladie et invalidité	0	2 686 829	597 663	442 163	442 163
Total   Protection sociale n.c.a.	10.2	Vieillesse	0	20 961 422	17 092 358	17 092 358	17 092 288
Total         1447281         32 998133         22 805 605         20 88 975         18483 671           700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEURIST           04.4         Agriculture, sylviculture, pêche et chasse         950 000         950 000         0	10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection s	o 422 750	472 564	195 307	60 719	26 260
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT	10.9	Protection sociale n.c.a.	855 431	8 314 188	4 675 986	2 947 296	863 601
0.4.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse         950 000         950 000         10 00         <	Total		1 447 281	32 998 133	22 805 605	20 588 975	18 483 671
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse         950 000         950 000         10 10 16761         72 08         19 688           04.4 Industrise extractives et manufacturières, construction         9 892 000         10 303 691         167691         72 298         19 688           04.5 Transports         128 386 666         126 492 131         7 091 920         555 115         163 540           04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique         0         0         0         0         0         0           04.9 Affaires économiques n.c.a.         598 500         1 936 189         11 46 246         595 374         305 356         118 365           05.6 Logement et équipements collectifs n.c.a.;         190 000         655 213         353 179         302 536         118 365           07.4 Services de samié publique         0         1 195 299         295         0	700	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EOU	IPEMENT				
0.4.4 Industries extractives et manufacturières, construction         9 892 000         10 303 691         167 691         72 298         19 688           04.5 Transports         128 386 666         126 492 131         7 091 920         555 115         163 540           04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques n.c.a.         598 500         1 936 189         1 146 246         595 374         366 251           06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a;         190 000         655 213         353 179         302 536         118 365           07.4 Services de samé publique         9 500         107 610         299         295         0           09.5 Enseignement supérieur         9 500         107 610         5 83 91         31 897         13 234           09.5 Enseignement no défini par niveau         190 000         190 000         0         0         0         0           05.1 Gestion des déchets         9 5000         950 000         20 0         0         0         0           05.2 Gestion des déchets         9 50 000         950 000         2997         0         0         0           05.2 Gestion des échets         9 50 000         1778 875         558 893         183 39         3717           05.2 Préciviture la pollution				950 000	0	0	0
04.5         Transports         128 386 666         126 492 131         7 091 920         555 115         163 540           04.8         Recherche-développement concernant les affaires économique         0         0         0         0         0           04.9         Affaires économiques n.c.a.         598 500         1 936 189         1 146 246         595 374         302 536         188 365           07.4         Services de santé publique         9         0         1 195         299         295         0           09.4         Enseignement supérieur         9 500         1107 610         58 391         31 897         13 234           09.5         Enseignement non défini par niveau         190 000         190 000         0         0         0           714         MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU EVEL DEPENTEUR DE L'ENVIRONGE (Contract)         2         881 724         1557 515         681 056           50.5         Gestion des déchets         950 000         250 000         22 997         0		-					19 668
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques n.c.a.         598 500         1 936 189         1 146 246         595 374         366 251           06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a;         190 000         655 213         335 179         302 536         118 365           07.4 Services de santé publique         0         1195         299         295         0           09.4 Enseignement supérieur         9 500         107 610         58 391         31 897         13 234           09.5 Enseignement non défini par niveau         190 000         190 000         0         0         0           TI MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISEMENT ET DU FUEL DE FUEL DE FUEL DE FUEL DE FUEL PUEL PUEL PUEL PUEL PUEL PUEL PUEL P							
04.9. Affaires économiques n.c.a.         598 500         1 936 189         1 146 246         595 374         366 25 11           06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a;         190 000         655 213         353 179         302 536         118 365           07.4 Services de santé publique         0         1 195         299         295         0           09.4 Enseignement supérieur         9 500         107 610         58 391         31 897         13 234           09.5 Enseignement non défini par niveau         190 000         109 000         0         0         0         0           Total vision de seignement no défini par niveau         190 000         140 636 629         8 817 724         1557 515         681056           Total vision de seignement no défini par niveau         190 000         20         0 <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td>							
06.6         Logement et équipements collectifs n.c.a;         190 000         655 213         353 179         302 536         118 365           07.4         Services de santé publique         0         1 195         299         295         0           09.4         Enseignement supérieur         9 500         107 010         58 391         31 897         13 234           05.5         Enseignement non défini par niveau         190 000         190 000         88 17 724         1557 515         681 056           THISTORY INTERPRÉTAIRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU L'EVEL OPPE MENT DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU L'EVEL OPPE MENT DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU L'EXPENDIR DE L'EXPENDIR							
07.4         Services de santé publique         0         1 195         299         295         0           09.4         Enseignement supérieur         9 500         107 610         58 391         31 897         13 234           09.5         Enseignement non défini par niveau         190 000         190 000         0         0         0           Total         140 216 666         140 636 029         8817 724         1557 515         681056           74         MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISEMENT ET DU EVEL OPPEMENT DURAGE         0							
09.4 Enseignement supérieur         9 500         107 610         58 391         31 897         13 234           09.5 Enseignement non défini par niveau         190 000         190 000         0         0         0           Total         La seignement non défini par niveau         190 000         190 000         0         0         0           Total         MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISEMENT ET DU EVEL OPPEMENT           04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse         0         0         0         0         0           05.1 Gestion des déchets         950 000         950 000         22 997         0         0           05.2 Gestion des eaux usées         1 444 000         1778 875         558 893         118 390         391           05.3 Lutte contre la pollution         290 700         321 480         136 694         3 091         390           05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature         1798 672         26 51 228         1385 102         290 7643         700 942           05.6 Protection de l'environnement n.c.a.         439 187         2612 128         1385 103         849 073         349 855           10.2 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU         2         113 559         22 177 012         478							
Ob. 5         Enseignement non défini par niveau         190 000         190 000         0         0         0           Total         Tele difecte de l'Al 636 029         8 817 724         1557 515         681 056           714         MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISEMENT ET DU EVELOPPEMENT DURABLE           04.2         Agriculture, sylviculture, pêche et chasse         0         0         0         0         0           05.1         Gestion des déchets         950 000         950 000         22 997         0         0           05.2         Gestion des aux usées         1 444 000         1 778 875         558 893         118 390         53 717           05.3         Lute contre la pollution         290 700         32 1480         136 894         3 091         3 091           05.6         Préservation de la diversité biologique et protection de la natur         1798 9672         615 14 529         2 601 522         2097 643         700 942           15.6         Préservation de la diversité biologique et protection de la natur         1718 559         22 177 012         470 407         306 198         1108 416           16.2         MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU         2         113 559         23 12 062         478 636         247 186							
Total         140 216 666         140 216 666         140 636 029         8 817 724         157 515         681 056           714         MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU EVEL OPPE MENT DURABLE           04.2         Agriculture, sylviculture, pêche et chasse         0         1							
04.2         Agriculture, sylviculture, pêche et chasse         0         0         0         0         0           05.1         Gestion des déchets         950 000         950 000         22 997         0         0           05.2         Gestion des eaux usées         1 444 000         1 778 875         558 893         118 390         53 717           05.3         Lutte contre la pollution         290 700         321 480         136 894         3 091         3 901           05.4         Préservation de la diversité biologique et protection de la natur         17 989 672         16 514 529         2 601 522         2 097 643         700 942           05.6         Protection de l'environnement n.c.a.         439 187         2 612 128         1 385 101         849 073         349 855           Total         Total         Viviante de l'environnement n.c.a.         439 187         2 612 128         1 385 101         849 073         349 855           Total         L'ENERGIE ET DE L'EAU         Viviante de l'environnement n.c.a.         1 900 000         32 312 062         478 636         247 186         181 785           04.2         Agriculture, sylviculture, pêche et chasse         1 900 000         32 312 062         478 636         247 186         181 785		2.000 guident non domm par mittau					*
04.2         Agriculture, sylviculture, pêche et chasse         0         0         0         0         0           05.1         Gestion des déchets         950 000         950 000         22 997         0         0           05.2         Gestion des eaux usées         1 444 000         1 778 875         558 893         118 390         53 717           05.3         Lutte contre la pollution         290 700         321 480         136 894         3 091         3 901           05.4         Préservation de la diversité biologique et protection de la natur         17 989 672         16 514 529         2 601 522         2 097 643         700 942           05.6         Protection de l'environnement n.c.a.         439 187         2 612 128         1 385 101         849 073         349 855           Total         L'ENERGIE ET DE L'EAU         21 113 559         22 177 012         4705 407         3 068 198         1 108 416           04.2         Agriculture, sylviculture, pêche et chasse         1 900 000         32 312 062         478 636         247 186         181 785           04.3         Combustibles et énergie         4 257 303         26 577 955         6 868 464         4 438 512         4 086 982           04.5         Transports         142 500 <td< td=""><td>714</td><td>MINISTEDE DE L'ENVIDONNEMENT DE L'ASSAIN</td><td>ICCEMENT ET DI</td><td>DEVEL OPPE</td><td>MENT DUDARI</td><td>F</td><td></td></td<>	714	MINISTEDE DE L'ENVIDONNEMENT DE L'ASSAIN	ICCEMENT ET DI	DEVEL OPPE	MENT DUDARI	F	
05.1         Gestion des déchets         950 000         950 000         22 997         0         0           05.2         Gestion des eaux usées         1 444 000         1 778 875         558 893         118 390         53 717           05.3         Lutte contre la pollution         290 700         321 480         136 894         3 091         3 901           05.4         Préservation de la diversité biologique et protection de la natur         17 989 672         16 514 529         2 601 522         2 097 643         700 942           05.6         Protection de l'environnement n.c.a.         439 187         2 612 128         1 385 101         849 073         349 855           Total         21 113 559         22 177 012         4705 407         3 068 198         1 108 416           720         MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU         4 257 303         26 577 955         6 868 464         4 438 512         4 086 982           04.3         Combustibles et énergie         4 257 303         26 577 955         6 868 464         4 438 512         4 086 982           04.5         Transports         142 500         142 500         1 500         0         0           04.7         Autres branches d'activité         0         52 944         32 056 <td< td=""><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>0</td></td<>							0
05.2         Gestion des eaux usées         1 444 000         1 778 875         558 893         118 390         53 717           05.3         Lutte contre la pollution         290 700         321 480         136 894         3 091         3 901           05.4         Préservation de la diversité biologique et protection de la natur         17 989 672         16 514 529         2 601 522         2 097 643         700 942           05.6         Protection de l'environnement n.c.a.         439 187         2 612 128         1 385 101         849 073         349 855           Total         21 113 559         22 177 012         4705 407         3 068 198         1 108 416           720         MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU         4 257 303         26 577 955         6 868 464         4 438 512         4 086 982           04.3         Combustibles et énergie         4 257 303         26 577 955         6 868 464         4 438 512         4 086 982           04.5         Transports         142 500         142 500         1 500         0         0           04.7         Autres branches d'activité         0         52 944         32 056         18 086         7 349           04.8         Recherche-développement concernant les affaires économique         332 500		-					
05.3         Lutte contre la pollution         290 700         321 480         136 894         3 091         3 901           05.4         Préservation de la diversité biologique et protection de la natur         17 989 672         16 514 529         2 601 522         2 097 643         700 942           05.6         Protection de l'environnement n.c.a.         439 187         2 612 128         1 385 101         849 073         349 855           Total         21 113 559         22 177 012         4 705 407         3 068 198         1 108 416           720         MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU         4 257 303         26 577 955         6 868 464         4 438 512         4 086 982           04.3         Combustibles et énergie         4 257 303         26 577 955         6 868 464         4 438 512         4 086 982           04.5         Transports         142 500         142 500         1 500         0         0           04.7         Autres branches d'activité         0         52 944         32 056         18 086         7 349           04.8         Recherche-développement concernant les affaires économique         332 500         332 500         0         0         0         0           04.9         Affaires économiques n.c.a.         0         31							
05.4         Préservation de la diversité biologique et protection de la natur         17 989 672         16 514 529         2 601 522         2 097 643         700 942           05.6         Protection de l'environnement n.c.a.         439 187         2 612 128         1 385 101         849 073         349 855           Total         21 113 559         22 177 012         4 705 407         3 068 198         1 108 416           720         MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU         3 088 198         1 108 416           04.2         Agriculture, sylviculture, pêche et chasse         1 900 000         32 312 062         478 636         247 186         181 785           04.3         Combustibles et énergie         4 257 303         26 577 955         6 868 464         4 438 512         4 086 982           04.5         Transports         142 500         142 500         1 500         0         0           04.7         Autres branches d'activité         0         52 944         32 056         18 086         7 349           04.8         Recherche-développement concernant les affaires économique         332 500         30 712 149         410 715         132 838           05.4         Préservation de la diversité biologique et protection de la natur         712 500         16 238 361         35 577 <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td>							
05.6         Protection de l'environnement n.c.a.         439 187         2 612 128         1 385 101         849 073         349 855           Total         21 113 559         22 177 012         4 705 407         3 068 198         1 108 416           720         MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU         300 000         32 312 062         478 636         247 186         181 785           04.2         Agriculture, sylviculture, pêche et chasse         1 900 000         32 312 062         478 636         247 186         181 785           04.3         Combustibles et énergie         4 257 303         26 577 955         6 868 464         4 438 512         4 086 982           04.5         Transports         142 500         142 500         1 500         0         0         0           04.7         Autres branches d'activité         0         52 944         32 056         18 086         7 349           04.8         Recherche-développement concernant les affaires économique         332 500         30         0         0         0           04.9         Affaires économiques n.c.a.         0         31 046 871         30 712 149         410 715         132 838           05.4         Préservation de la diversité biologique et protection de la natur         712 500							
Total         21 113 559         22 177 012         4 705 407         3 068 198         1 108 416           720         MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU           04.2         Agriculture, sylviculture, pêche et chasse         1 900 000         32 312 062         478 636         247 186         181 785           04.3         Combustibles et énergie         4 257 303         26 577 955         6 868 464         4 438 512         4 086 982           04.5         Transports         142 500         142 500         1 500         0         0         0           04.7         Autres branches d'activité         0         52 944         32 056         18 086         7 349           04.8         Recherche-développement concernant les affaires économique         332 500         332 500         0         0         0           04.9         Affaires économiques n.c.a.         0         31 046 871         30 712 149         410 715         132 838           05.4         Préservation de la diversité biologique et protection de la natur         712 500         16 238 361         35 577         34 646         34 646           05.6         Protection de l'environnement n.c.a.         0         7 500 000         0         0         0           06.3         A							
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU           04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse         1 900 000         32 312 062         478 636         247 186         181 785           04.3 Combustibles et énergie         4 257 303         26 577 955         6 868 464         4 438 512         4 086 982           04.5 Transports         142 500         142 500         1 500         0         0         0           04.7 Autres branches d'activité         0         52 944         32 056         18 086         7 349           04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique         332 500         332 500         0         0         0           04.9 Affaires économiques n.c.a.         0         31 046 871         30 712 149         410 715         132 838           05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur         712 500         16 238 361         35 577         34 646         34 646           05.6 Protection de l'environnement n.c.a.         0         7 500 000         0         0         0           06.3 Alimentation en eau         14 667 100         59 743 610         1 316 503         883 331         324 332           07.4 Services de santé publique         0         247         62         0         0 <td></td> <td>Trotection de l'environnement n.e.a.</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td>		Trotection de l'environnement n.e.a.					
04.2       Agriculture, sylviculture, pêche et chasse       1 900 000       32 312 062       478 636       247 186       181 785         04.3       Combustibles et énergie       4 257 303       26 577 955       6 868 464       4 438 512       4 086 982         04.5       Transports       142 500       142 500       1 500       0       0         04.7       Autres branches d'activité       0       52 944       32 056       18 086       7 349         04.8       Recherche-développement concernant les affaires économique       332 500       332 500       0       0       0       0         04.9       Affaires économiques n.c.a.       0       31 046 871       30 712 149       410 715       132 838         05.4       Préservation de la diversité biologique et protection de la natur       712 500       16 238 361       35 577       34 646       34 646         05.6       Protection de l'environnement n.c.a.       0       7 500 000       0       0       0         06.3       Alimentation en eau       14 667 100       59 743 610       1 316 503       883 331       324 332         07.4       Services de santé publique       0       247       62       0       0       0		MINICIPAL DE L'ENERGIE ET DE L'ENT					
04.3 Combustibles et énergie       4 257 303       26 577 955       6 868 464       4 438 512       4 086 982         04.5 Transports       142 500       142 500       1 500       0       0         04.7 Autres branches d'activité       0       52 944       32 056       18 086       7 349         04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique       332 500       332 500       0       0       0       0         04.9 Affaires économiques n.c.a.       0       31 046 871       30 712 149       410 715       132 838         05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur       712 500       16 238 361       35 577       34 646       34 646         05.6 Protection de l'environnement n.c.a.       0       7 500 000       0       0       0         06.3 Alimentation en eau       14 667 100       59 743 610       1 316 503       883 331       324 332         07.4 Services de santé publique       0       247       62       0       0			1 000 000	22 212 062	479 (2)	247 196	101 705
04.5 Transports       142 500       142 500       1 500       0       0         04.7 Autres branches d'activité       0       52 944       32 056       18 086       7 349         04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique       332 500       332 500       0       0       0         04.9 Affaires économiques n.c.a.       0       31 046 871       30 712 149       410 715       132 838         05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur       712 500       16 238 361       35 577       34 646       34 646         05.6 Protection de l'environnement n.c.a.       0       7 500 000       0       0       0         06.3 Alimentation en eau       14 667 100       59 743 610       1 316 503       883 331       324 332         07.4 Services de santé publique       0       247       62       0       0							
04.7 Autres branches d'activité       0       52 944       32 056       18 086       7 349         04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique       332 500       332 500       0       0       0         04.9 Affaires économiques n.c.a.       0       31 046 871       30 712 149       410 715       132 838         05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur       712 500       16 238 361       35 577       34 646       34 646         05.6 Protection de l'environnement n.c.a.       0       7 500 000       0       0       0         06.3 Alimentation en eau       14 667 100       59 743 610       1 316 503       883 331       324 332         07.4 Services de santé publique       0       247       62       0       0		· ·					
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique       332 500       332 500       0       0       0       0         04.9 Affaires économiques n.c.a.       0       31 046 871       30 712 149       410 715       132 838         05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur       712 500       16 238 361       35 577       34 646       34 646         05.6 Protection de l'environnement n.c.a.       0       7 500 000       0       0       0         06.3 Alimentation en eau       14 667 100       59 743 610       1 316 503       883 331       324 332         07.4 Services de santé publique       0       247       62       0       0							
04.9 Affaires économiques n.c.a.       0       31 046 871       30 712 149       410 715       132 838         05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur       712 500       16 238 361       35 577       34 646       34 646         05.6 Protection de l'environnement n.c.a.       0       7 500 000       0       0       0         06.3 Alimentation en eau       14 667 100       59 743 610       1 316 503       883 331       324 332         07.4 Services de santé publique       0       247       62       0       0							
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur       712 500       16 238 361       35 577       34 646       34 646         05.6 Protection de l'environnement n.c.a.       0       7 500 000       0       0       0         06.3 Alimentation en eau       14 667 100       59 743 610       1 316 503       883 331       324 332         07.4 Services de santé publique       0       247       62       0       0							_
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.       0       7 500 000       0       0       0       0         06.3 Alimentation en eau       14 667 100       59 743 610       1 316 503       883 331       324 332         07.4 Services de santé publique       0       247       62       0       0		•					
06.3 Alimentation en eau       14 667 100       59 743 610       1 316 503       883 331       324 332         07.4 Services de santé publique       0       247       62       0       0							
07.4 Services de santé publique         0         247         62         0         0							
Total 22 011 903 173 947 050 39 444 947 6 032 477 4 767 933		Services de santé publique					
	Total		22 011 903	173 947 050	39 444 947	6 032 477	4 767 933

#### DIRECTION GENERALE DU BUDGET

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/03/2019

22/05/2019 (en milliers de francs CFA)

Type	budget/Section	Autorisations Datations		Crédits de paiement			
		d'engagement	Dotations en cours	Notifications	EngagementsL	iquidations	
1 H	BUDGET GENERAL						
726	MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE						
04.3	Combustibles et énergie	142 500	142 500	0	0	0	
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	1 705 282	2 702 747	850 433	487 651	199 130	
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	e 47 500	47 500	5	0	0	
04.9	Affaires économiques n.c.a.	95 000	1 359 175	725 989	453 040	232 536	
Total		1 990 282	4 251 922	1 576 427	940 691	431 666	
730	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE I	LA COMMUNICA	TION				
04.6	Communications	1 990 725	9 267 263	4 998 286	2 123 146	857 855	
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	e 28 500	1 780 724	1 274 820	434 874	154 319	
07.4	Services de santé publique	0	479	240	0	0	
Total		2 019 225	11 048 466	6 273 346	2 558 021	1 012 173	
732	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION						
04.6	Communications	475 000	1 546 106	996 441	545 381	350 178	
Total		475 000	1 546 106	996 441	545 381	350 178	
740	MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME						
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	1 980 000	1 980 000	0	0	0	
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	24 459	1 378 866	985 381	914 259	270 804	
06.1	Logement	4 845 000	4 987 310	4 819 881	16 100	15 970	
06.2	Équipements collectifs	2 280 000	2 280 000	308 386	0	0	
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a;	272 175	5 379 006	2 698 387	1 895 960	628 590	
Total		9 401 634	16 005 182	8 812 035	2 826 319	915 364	
750	MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU	TERRITOIRE					
01.3	Services généraux	4 240 150	7 010 823	2 433 595	1 530 649	397 784	
06.2	Équipements collectifs	427 500	553 548	91 104	78 169	28 932	
07.4	Services de santé publique	0	927	464	0	0	
09.4	Enseignement supérieur	522 500	694 966	100 084	79 452	28 766	
10.4	Famille et enfants	95 000	5 095 000	48 000	0	0	
Total		5 285 150	13 355 264	2 673 245	1 688 270	455 481	
770	MINISTERE DES TRANSPORTS						
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	17 450	210 710	102 855	22 182	22 182	
04.5	Transports	450 809	2 916 268	1 821 224	1 471 978	905 144	
04.7	Autres branches d'activité	3 055 000	855 000	0	0	0	
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	33 893	15 634	7 976	4 027	
05.4	Préservation de la diversité biologique et protection de la natu	ır 1 425 000	1 425 000	0	0	0	
05.6	Protection de l'environnement n.c.a.	237 500	237 500	0	0	0	
Total		5 185 759	5 678 371	1 939 713	1 502 136	931 353	

#### DIRECTION GENERALE DU BUDGET

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/03/2019

22/05/2019

Т	22/03/2019 (en inimiers de francs CrA)						
1 ype	budget/Section	Autorisations	Dotations	Crédits de paiement			
	Groupe de fonction	d'engagement	en cours	Notifications	EngagementsLiquidation		
1 E	BUDGET GENERAL						
800	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL						
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	0	0	0	0	
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	0	0	0	0	
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	0	4 179	4 179	0	0	
04.7	Autres branches d'activité	0	0	0	0	0	
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	0	0	0	0	
Total		0	4 179	4 179	0	0	
812	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET	T DE LA PROMOT	TION DES INVE	ESTISSEMENTS	5	-	
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financi	èı 47 500	176 659	72 586	3 561	11 696	
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	795 625	2 664 120	831 270	311 875	188 224	
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	95 000	161 722	41 230	3 987	11 227	
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	181 494	1 242 523	764 488	136 508	100 077	
04.7	Autres branches d'activité	30 827	151 234	95 761	75 970	33 092	
04.9	Affaires économiques n.c.a.	142 500	513 819	190 018	22 028	57 458	
07.4	Services de santé publique	0	304	76	0	0	
Total		1 292 946	4 910 381	1 995 428	553 929	401 774	
820	MINISTERE DE L'AGRICULTURE						
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	50 711 650	134 197 625	12 958 295	9 665 279	4 893 797	
Total		50 711 650	134 197 625	12 958 295	9 665 279	4 893 797	
822	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE						
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	10 741 382	31 445 286	3 953 634	2 973 774	952 152	
Total		10 741 382	31 445 286	3 953 634	2 973 774	952 152	
850	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE						
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	10 434 010	7 752 828	983 443	202 380	68 214	
Total		10 434 010	7 752 828	983 443	202 380	68 214	
860	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME						
04.7	Autres branches d'activité	788 116	1 134 506	279 958	58 624	64 033	
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	16 845	7 483	6 335	4 686	
08.2	Services culturels	1 529 546	1 413 122	448 764	344 125	126 937	
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	285 000	978 948	385 227	318 204	133 117	
Total		2 602 662	3 543 421	1 121 432	727 287	328 773	

L ECONOMIE ET DEST

#### DIRECTION GENERALE DU BUDGET

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/03/2019

22/05/2019

Type budget/Section Autorisations ————————————————————————————————————						
	Groupe de fonction	d'engagement	Dotations en cours	Notifications	EngagementsL	iquidations
1 E	SUDGET GENERAL					
990	CHARGES COMMUNES					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financi	èı 5 000 000	6 235 948	2 122	2 122	2 122
01.3	Services généraux	2 400 000	23 400 000	0	0	0
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	39 342 659	113 118 505	14 687 317	8 734 635	7 596 932
01.7	Opérations concernant la dette publique	300 000	140 771 427	16 518 093	12 080 263	11 897 606
02.2	Défense civile	0	1 500 000	0	0	0
03.2	Services de protection civile	12 290 324	10 192 968	0	0	0
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	59 303 926	35 059 936	2 354 592	100 000	100 000
04.5	Transports	44 693 133	43 124 906	0	0	0
04.6	Communications	0	312 505	95 863	0	0
04.9	Affaires économiques n.c.a.	20 000 000	20 000 000	126 760	11 760	0
05.1	Gestion des déchets	4 500 000	4 500 000	0	0	0
06.2	Équipements collectifs	1 250 000	4 114 054	0	0	0
07.6	Santé n.c.a.	0	12 932 212	0	0	0
09.8	Enseignement n.c.a.	0	146 531	0	0	0
10.2	Vieillesse	0	41 800 000	0	0	0
10.9	Protection sociale n.c.a.	10 000 000	18 175 731	816 392	508 481	289 824
Total		199 080 042	475 384 723	34 601 139	21 437 261	19 886 484
TOTAL	L	798 620 361	2 283 813 065	786 689 493	497 673 633	278 302 836

#### DIRECTION GENERALE DU BUDGET

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/03/2019

22/05/2019 (en milliers de francs CFA) Autorisations ————————Crédits de paiement— Type budget/Section

Groupe de fonction		d'engagement	Dotations en cours	Notifications	EngagementsLiquidations		
2 BUDGETS ANNEX	ES						
770 MINISTERE DES	TRANSPORTS						
04.7 Autres branches d'a	ctivité	2 559 938	7 686 528	3 853 469	1 446 230	1 295 904	
07.1 Produits, appareils	et matériaux médicaux	0	74 450	37 225	8 893	8 893	
09.8 Enseignement n.c.a		0	97 000	48 500	5 079	5 079	
Total		2 559 938	7 857 978	3 939 194	1 460 202	1 309 876	
ГОТАL		2 559 938	7 857 978	3 939 194	1 460 202	1 309 876	

\_\_\_\_\_

#### DIRECTION GENERALE DU BUDGET

22/05/2019

TOTAL GENERAL

République du Mali

(en milliers de francs CFA)

Un peuple - un But - une Foi

# **BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/03/2019

Type budget/Section		Autorisations	Crédits de paiement							
	Groupe de fonction	d'engagement	Dotations en cours	Notifications	EngagementsLiquidations					
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR										
310	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES									
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financi	èı 0	64 690 692	64 690 692	21 210 807	21 210 807				
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	40 000 000	40 000 000	0	0	0				
Total		40 000 000	104 690 692	64 690 692	21 210 807	21 210 807				
400	MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHER	CHE SCIENTIFIC	UE							
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	2 616 620	2 616 620	0	0	0				
Total		2 616 620	2 616 620	0	0	0				
412	MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHER	CHE SCIENTIFIQ	UE							
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	0	0	0	0	0				
Total		0	0	0	0	0				
640	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE	L'ENFANT & DE	LA FAMILLE							
10.4	Famille et enfants	0	500 000	250 000	0	0				
Total		0	500 000	250 000	0	0				
714	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAIN	ISSEMENT ET DU	DEVELOPPE	MENT DURABI	LE .					
05.4	Préservation de la diversité biologique et protection de la natu	ır 846 750	1 300 000	0	0	0				
Total		846 750	1 300 000	0	0	0				
726	MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE									
04.3	Combustibles et énergie	133 000	685 000	244 500	82 439	57 771				
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	15 000	955 000	30 000	0	0				
Total		148 000	1 640 000	274 500	82 439	57 771				
750	MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU	TERRITOIRE								
01.3	Services généraux	2 981 400	2 981 400	0	0	0				
Total		2 981 400	2 981 400	0	0	0				
820	MINISTERE DE L'AGRICULTURE									
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	5 000 000	0	0	0				
Total		5 000 000	5 000 000	0	0	0				
TOTA	L	51 592 770	118 728 712	65 215 192	21 293 247	21 268 578				

852 773 069

2 410 399 755

855 843 880

520 427 082

300 881 291

# **ANNEXE 5:**

SITUATION D'EXECUTION DU FINANCEMENT EXTERIEUR DU BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT (BSI) PAR MINISTERE AU 31 MARS 2019.

# Ministère de l'Economie et des Finances

# Direction Nationale de la Planification du Développement

#### RECAPITULATIF DU SUIVI DU FINANCEMENT EXTERIEUR DU BSI PAR MINISTERE AU 31 MARS 2019

(Montant en millions de FCFA)

N°	MINISTERES/ INSTITUTIONS	Nom bailleurs	Dotation 2019			Etat d'éxécution au premier trimestre 2019			
IN		Noni Dameurs	Prêt	Subvention	Total	Prêt	Subvention	Total	Taux
1	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IDA, Danemark	1 342	5 737	7 079	15	869	884	12,49
2	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	BOAD, BID, OPEP, KOWEIT, Exim BANK, FED, BM	34 892	30 248	65 140	5 993	776	6 769	10,39
3	MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	IDA , IMF, PAPAM, FIDA	3 950	2 950	6 900	2 154	412	2 566	37,19
4	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	EXIM BANK, OFID, FSD, FKDEA, BOAD, BID, BM, FAD, BAD, BIDC, FIDAB, FEM, Belgique	50 330	20 694	71 024	4 407	3 402	7 809	10,99
5	MINISTERE DE L'ELEVAGE TE DE LA PECHE	BM, Belgique, BAD, BID	13 313	5 103	18 416	1 835	44	1 879	10,20
6	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE		0	1 193	1 193	0	0	0	0,00
7	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	IDA, BOAD, FAD, AFD,UE, BEI, BID, BAD, Coop Italie; KFW, UEMOA,	79 440	25 283	104 723	7 424	3 289	10 713	10,23
8	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	вм	0	4 000	4 000	0	0	0	0,00
9	MINISTERE DU COMMERCE		0	900	900	0	0	0	0,00
10	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	IDA	0	39 910	39 910	0	1 590	1 590	3,98
11	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	PNUD	0	50	50	0	0	0	0,00
	TOTAL LOI DE FINANCES		183 267	136 067	319 334	21 828	10 382	32 210	10,09

Source : DNPD, juin 2019.